

NATO SANS CLASSIFICATION

16 décembre 2020

DOCUMENT
C-M(2020)0051-AS1

**RAPPORTS DU COLLÈGE INTERNATIONAL
DES AUDITEURS EXTERNES DE L'OTAN
SUR L'AUDIT DES ÉTATS FINANCIERS 2019
DE LA NAGSMO, DE LA NAHEMO, DE LA NAMMO ET DE LA NETMA**

NOTE SUR LA SUITE DONNÉE

Le 15 décembre 2020, au terme d'une procédure d'accord tacite, le Conseil a pris note du rapport du RPPB annexé au C-M(2020)0051, approuvé les conclusions et les recommandations qu'il contient et marqué son accord pour que le rapport du RPPB, les rapports de l'IBAN et les états financiers 2019 de la NAGSMO, de la NAMMO et de la NETMA ainsi que la version des états financiers 2019 de la NAHEMO qui contient des passages masqués soient rendus publics.

(signé) Jens Stoltenberg
Secrétaire général

NB : La présente note fait partie du C-M(2020)0051 et doit être placée en tête de ce document.

NATO SANS CLASSIFICATION

8 décembre 2020

DOCUMENT

C-M(2020)0051

Procédure d'accord tacite :

15 déc 2020 17:30

**RAPPORTS DU COLLÈGE INTERNATIONAL
DES AUDITEURS EXTERNES DE L'OTAN
SUR L'AUDIT DES ÉTATS FINANCIERS 2019
DE LA NAGSMO, DE LA NAHEMO, DE LA NAMMO ET DE LA NETMA**

Note du secrétaire général

1. On trouvera ci-joint les rapports du Collège international des auditeurs externes de l'OTAN (IBAN) sur l'audit des états financiers 2019 de l'Organisation OTAN de gestion de l'AGS (NAGSMO), de l'Organisation de gestion OTAN pour la conception, le développement, la production et la logistique de l'hélicoptère OTAN (NAHEMO), de l'Organisation de gestion OTAN pour la mise au point, la production et le soutien opérationnel d'un avion de combat polyvalent (NAMMO) et de l'Agence de gestion OTAN pour le développement, la production et la logistique de l'ACE 2000 et du Tornado (NETMA). Pour la NAGSMO, la NAMMO et la NETMA, l'IBAN a émis une opinion sans réserve à la fois sur les états financiers et sur la conformité. Pour la NAHEMO, l'IBAN a émis une opinion sans réserve à la fois sur la version des états financiers qui contient des passages masqués et sur la conformité.
2. Les rapports de l'IBAN ont été examinés par le Bureau de la planification et de la politique générale des ressources (RPPB) (annexe 1).
3. Je ne pense pas que cette question doive être examinée plus avant. Par conséquent, **sauf avis contraire me parvenant d'ici au mardi 15 décembre 2020 à 17h30**, je considérerai que le Conseil aura pris note du rapport du RPPB, approuvé les conclusions et les recommandations qu'il contient et marqué son accord pour que le rapport du RPPB, les rapports de l'IBAN et les états financiers 2019 de la NAGSMO, de la NAMMO et de la NETMA ainsi que la version des états financiers 2019 de la NAHEMO qui contient des passages masqués soient rendus publics.

(signé) Jens Stoltenberg

1 annexe
1 pièce jointe

Original : anglais

NATO SANS CLASSIFICATION

-1-



**RAPPORTS DU COLLÈGE INTERNATIONAL
DES AUDITEURS EXTERNES DE L'OTAN
SUR L'AUDIT DES ÉTATS FINANCIERS 2019
DE LA NAGSMO, DE LA NAHEMO, DE LA NAMMO ET DE LA NETMA**

**Rapport du Bureau de la planification
et de la politique générale des ressources (RPPB)**

Références :

- | | | |
|----|-----------------|---|
| A. | IBA-A(2020)0078 | Rapport de l'IBAN sur l'audit des états financiers 2019 de l'Organisation OTAN de gestion de l'AGS (NAGSMO) |
| B. | IBA-A(2020)0076 | Rapport de l'IBAN sur l'audit des états financiers 2019 rectifiés de l'Organisation de gestion OTAN pour la conception, le développement, la production et la logistique de l'hélicoptère OTAN (NAHEMO) |
| C. | IBA-A(2020)0082 | Rapport de l'IBAN sur l'audit des états financiers 2019 de l'Organisation de gestion OTAN pour la mise au point, la production et le soutien opérationnel d'un avion de combat polyvalent (NAMMO) |
| D. | IBA-A(2020)0081 | Rapport de l'IBAN sur l'audit des états financiers 2019 de l'Agence de gestion OTAN pour le développement, la production et la logistique de l'ACE 2000 et du Tornado (NETMA) |
| E. | C-M(2015)0025 | Règlement financier de l'OTAN (NFR) |
| F. | PO(2015)0052 | Mandat issu du sommet du pays de Galles concernant la transparence et l'obligation de rendre compte |

INTRODUCTION

1. Le présent rapport du RPPB concerne les rapports que le Collège international des auditeurs externes de l'OTAN (IBAN) a établis suite à l'audit des états financiers 2019 de l'Organisation OTAN de gestion de l'AGS (NAGSMO), de l'Organisation de gestion OTAN pour la conception, le développement, la production et la logistique de l'hélicoptère OTAN (NAHEMO), de l'Organisation de gestion OTAN pour la mise au point, la production et le soutien opérationnel d'un avion de combat polyvalent (NAMMO) et de l'Agence de gestion OTAN pour le développement, la production et la logistique de l'ACE 2000 et du Tornado (NETMA). Pour ces quatre entités, l'IBAN a émis une opinion sans réserve tant sur les états financiers que sur la conformité (références A, B, C et D).

OBJET

2. Le présent rapport met en évidence les points principaux soulevés dans les rapports de l'IBAN (références A à D), afin que le RPPB puisse réfléchir aux difficultés d'ordre stratégique qui se posent dans le cadre de l'audit des états financiers des entités OTAN et recommander des lignes de conduite au Conseil s'il y a lieu, une démarche propre à accroître la transparence, à améliorer le compte rendu et à renforcer la cohérence.

3. Le RPPB note que les observations formulées dans les rapports de l'IBAN ont été examinées et traitées par les pays participants représentés au sein des organes directeurs compétents. En vertu de l'article 15 du Règlement financier de l'OTAN (référence F), il est

tenu d'examiner les rapports d'audit et de formuler des commentaires et des recommandations.

4. Afin d'aider les pays de l'OTAN à faire la distinction entre la NAGSMO, la NAHEMO, la NAMMO et la NETMA, les principales constatations pour chacune de ces quatre entités OTAN présentant des états financiers font l'objet d'un chapitre distinct.

EXAMEN DE LA QUESTION

CHAPITRE 1 : NAGSMO

5. À l'issue de l'audit des états financiers 2019 de la NAGSMO, l'IBAN a formulé deux observations, assorties de recommandations. Aucune de ces observations n'a eu d'incidence sur les opinions émises au sujet des états financiers et de la conformité. Les deux nouvelles observations portent sur la liquidation de la NAGSMO et sur le transfert d'éléments d'actif à l'Organisation OTAN de soutien et d'acquisition (NSPO) qui doit être effectué dans ce contexte. L'IBAN a par ailleurs fait le point sur la suite donnée aux questions ayant fait l'objet d'observations et de recommandations lors de précédents audits. Il a constaté que deux questions avaient été traitées et qu'une question était toujours en cours de traitement.

5.1. Transfert par la NAGSMO à la NSPO des éléments du système central de la capacité alliée de surveillance terrestre (AGS) – L'IBAN a constaté que le transfert par la NAGSMO à la NSPO des éléments du système central de l'AGS n'a pas été officialisé. Bien que le transfert fasse l'objet d'une coordination entre ces deux organismes, l'IBAN recommande à la NAGSMO de devenir membre d'un groupe de travail formel au sein duquel elle collaborerait avec des experts techniques de l'AGS de la NSPO et des responsables financiers.

5.2. La NAGSMO estime que c'est à la NSPA qu'il incombe en tant qu'entité pilote d'établir un groupe de travail, même si c'est la NAGSMA qui doit fournir des informations comptables exactes. Le RPPB est d'accord avec l'IBAN pour dire que la NAGSMO ne comptabilisera pas les éléments d'actif de l'AGS de l'OTAN dans ses états financiers mais qu'elle devrait de manière proactive participer aux activités d'un groupe de travail avec la NSPO.

5.3. Liquidation de la NAGSMO et manque d'exhaustivité des notes jointes aux états financiers de 2019 – L'IBAN est d'avis qu'il faut élaborer une note pour donner aux utilisateurs externes des états financiers des informations concernant la cessation prochaine des activités de la NAGSMO. Le RPPB souscrit à la recommandation de l'IBAN, qui demande à la NAGSMO de préparer la note relative au processus de dissolution.

5.4. Questions soulevées à l'issue d'audits précédents et entre-temps traitées – Lors de son audit des états financiers de 2019, l'IBAN n'a pas relevé de problème concernant les documents justificatifs relatifs aux demandes de crédits soumises aux pays, et il a confirmé

que des progrès considérables avaient été réalisés tant sur le plan de la préparation à l'audit que sur le plan du compte rendu financier.

5.5. Question soulevée à l'issue d'un audit précédent et en cours de traitement – Lors de son audit des états financiers de 2019, l'IBAN a rappelé que la NAGSMO devait faire apparaître, dans l'état de l'exécution du budget, des informations supplémentaires sur les obligations juridiques contractées. Le RPPB souscrit à la recommandation de l'IBAN selon laquelle il convient d'améliorer les informations concernant les engagements dans la note jointe à l'état de l'exécution du budget opérationnel de la NAGSMO.

CHAPITRE 2 : NAHEMO

6. À l'issue de l'audit des états financiers 2019 de la NAHEMO, l'IBAN a formulé deux observations, assorties de recommandations. Aucune de ces observations n'a eu d'incidence sur les opinions émises au sujet des états financiers et de la conformité. Les deux nouvelles observations portent sur l'approbation du budget opérationnel révisé et sur l'estimation du coût des phases du programme réalisées avec le budget opérationnel. L'IBAN a par ailleurs fait le point sur la suite donnée aux questions ayant fait l'objet d'observations et de recommandations lors de précédents audits. Il a constaté que trois questions avaient été traitées – dont une a été rendue caduque par une observation portant sur l'exercice 2019 – et que quatre questions étaient toujours en cours de traitement.

6.1. Absence d'approbation préalable par le Comité directeur du budget opérationnel révisé – L'IBAN a constaté que la NAHEMA avait augmenté son budget sans avoir obtenu au préalable l'accord formel du Comité directeur, comme l'exige pourtant l'article 23.5 du règlement financier de la NAHEMO. Le RPPB souscrit à la recommandation de l'IBAN, qui demande à la NAHEMA de se conformer à l'article 23.5 du règlement financier de la NAHEMO en faisant en sorte que les augmentations budgétaires soient systématiquement approuvées au préalable par le Comité directeur.

6.2. Nécessité d'améliorer l'estimation du coût des phases du programme réalisées en 2019 avec le budget opérationnel, mais n'ayant pas donné lieu à des paiements en 2019 – Lors de la vérification des phases déclarées réalisées en 2019 avec le budget opérationnel, mais n'ayant pas encore donné lieu à des paiements, l'IBAN a constaté que le montant total présenté était sous-estimé d'au moins 24 millions d'euros (MEUR), ce qui représente une différence significative. En conséquence, la NAHEMO a publié des états financiers rectifiés, indiquant un montant révisé de 94,64 MEUR pour les phases réalisées, mais n'ayant pas donné lieu à des paiements fin 2019. Le RPPB souscrit à la recommandation de l'IBAN selon laquelle la NAHEMO devrait communiquer le montant exact des phases réalisées, mais n'ayant pas fait l'objet de paiements en fin d'exercice.

6.3. Questions soulevées à l'issue d'audits précédents et entre-temps traitées – À l'issue de l'audit des états financiers de 2019, l'IBAN a estimé que la NAHEMO avait traité deux questions ayant fait l'objet de recommandations lors de précédents audits, à savoir celles qui concernaient la nécessité d'apporter des améliorations dans les domaines de la

gestion des risques, du contrôle interne et de l'audit interne, ainsi que l'utilisation du système ERP.

6.4. Questions soulevées à l'issue d'audits précédents et en cours de traitement – Afin de donner suite aux recommandations formulées par l'IBAN en 2016, la NAHEMO a implémenté un module ERP pour les immobilisations et a recruté un responsable des paiements en vue d'assurer une séparation des responsabilités en matière de comptabilité et de paiement. Le RPPB note que la tenue à jour des registres d'actifs a été améliorée, mais que des procédures tout à fait fiables et coordonnées pour l'inscription des immobilisations à l'actif n'ont pas encore été mises en place. Par ailleurs, il se félicite que l'IBAN ait décidé d'évaluer ultérieurement l'impact de la désignation du nouveau responsable des paiements.

6.5. En 2018, l'IBAN avait recommandé à la NAHEMA de faire en sorte que les appels de contributions couvrent uniquement les paiements à effectuer au cours de l'exercice financier concerné et de réduire ses avoirs en devises au minimum nécessaire, conformément aux règles et procédures financières de la NAHEMO. Le RPPB souscrit à l'observation de l'IBAN selon laquelle il convient d'ajuster les appels de fonds de manière à éviter les excédents de liquidités, et il propose que la question relative au respect des règles et procédures financières de la NAHEMO soit examinée dans le cadre de la révision des FRP, qui sera lancée prochainement. Il souscrit également à la recommandation de l'IBAN, qui demande à la NAHEMO de mieux ajuster le budget sur les engagements et les paiements planifiés grâce à une analyse des phases en cours.

CHAPITRE 3 : NAMMO

7. À l'issue de l'audit des états financiers 2019 de la NAMMO, l'IBAN a formulé une observation, assortie de recommandations. L'observation n'a pas eu d'incidence sur les opinions émises au sujet des états financiers et de la conformité. Elle porte sur la gestion des liquidités dans le contexte de la hausse des coûts financiers. L'IBAN a par ailleurs fait le point sur la suite donnée aux questions ayant fait l'objet d'observations et de recommandations lors de précédents audits. Il a constaté que deux questions avaient été traitées et qu'une question était toujours en cours de traitement.

7.1. Gestion des liquidités dans le contexte de la hausse des coûts financiers – Lors de son audit, l'IBAN a constaté que la NETMA, qui agit pour le compte de la NAMMO, n'avait pas élaboré de politique écrite relative à la gestion des liquidités, comme elle aurait dû le faire suite à la décision d'une banque commerciale d'un pays membre d'appliquer des taux d'intérêt négatifs aux liquidités de la NAMMO. Le RPPB souscrit à la recommandation de l'IBAN, qui demande à la NETMA d'élaborer et de mettre en place des procédures concernant les abondantes liquidités détenues par la NAMMO afin d'éviter que les pays doivent prendre en charge des frais supplémentaires non prévus et d'atténuer les risques de liquidité potentiels.

7.2. Questions soulevées à l'issue d'audits précédents et entre-temps traitées – Deux questions ont été traitées en 2019, des améliorations ayant été apportées par la NAMMO

s'agissant de la détermination des charges constatées par régularisation et de la comptabilisation des montants à recevoir.

7.3. Question soulevée à l'issue d'un audit précédent et en cours de traitement – En 2018, l'IBAN avait recommandé à la NETMA d'améliorer la présentation du rapport sur l'exécution du budget qui accompagne les états financiers de la NAMMO et de mettre en place des contrôles à appliquer aux informations produites pour ce rapport. Tout comme l'IBAN, le RPPB constate que des progrès ont été réalisés en ce qui concerne la présentation du rapport sur l'exécution du budget qui accompagne les états financiers de la NAMMO ainsi que la qualité des chiffres présentés, mais que des améliorations restent nécessaires.

CHAPITRE 4 : NETMA

8. À l'issue de l'audit des états financiers 2019 de la NETMA, l'IBAN n'a pas formulé d'observation ni de recommandation. L'IBAN a par ailleurs fait le point sur la suite donnée aux questions ayant fait l'objet d'observations et de recommandations lors de précédents audits, et il a constaté qu'une question restait à traiter et qu'une autre était toujours en cours de traitement.

8.1. Question soulevée à l'issue d'un audit précédent et en cours de traitement – En 2017, l'IBAN avait recommandé à la NETMA de veiller à ce que le chef de l'audit interne et son équipe ne participent pas au fonctionnement de l'entité. Pour donner suite à cette recommandation, les pays membres de la NETMA ont mis en place un comité d'audit ainsi qu'une commission consultative sur l'audit et ont marqué leur accord pour qu'un bureau de consultance évalue la fonction d'audit interne de la NETMA. L'IBAN examinera le rapport qui aura été établi par les consultants externes, dans le cadre de l'audit des états financiers de 2020. Toujours en 2017, l'IBAN avait recommandé à la NETMA de renforcer la procédure de vérification des données présentées dans les états financiers et d'améliorer les procédures de contrôle interne, de manière à corriger les éventuelles erreurs avant la publication des états financiers. La NETMA a apporté des améliorations en effectuant davantage de contrôles et de vérifications croisées. Toutefois, l'IBAN a encore trouvé des erreurs dans les états financiers. Le RPPB souscrit à la recommandation de l'IBAN selon laquelle la NETMA devrait faire procéder à une évaluation indépendante de la fonction d'audit interne, le but étant de continuer à renforcer la procédure de vérification des données chiffrées et d'améliorer les procédures de contrôle interne du compte rendu financier.

CONCLUSIONS

NAGSMO

9. Deux observations ont été formulées concernant les états financiers 2019 de la NAGSMO. Aucune d'elles n'a eu d'incidence sur les opinions émises. À la date de l'établissement du rapport de l'IBAN, parmi les questions ayant fait l'objet d'observations lors de précédents audits, une était en cours de traitement et deux avaient été traitées.

10. L'IBAN a recommandé que le processus de liquidation de la NAGSMO, y compris le transfert à la NSPO des éléments d'actif du système central de l'AGS, soit défini, organisé et contrôlé de manière adéquate. À cet égard, le RPPB souscrit à la recommandation de l'IBAN, qui demande à la NAGSMO de devenir membre d'un groupe de travail formel au sein duquel elle collaborerait avec des experts techniques de l'AGS de la NSPO et des responsables financiers, le but étant de mettre à disposition des données financières et de préparer la note relative au processus de dissolution.

11. S'agissant de la suite donnée aux observations antérieures, le RPPB prend note des progrès accomplis par la NAGSMO concernant les documents justificatifs relatifs aux demandes de crédits ainsi que le processus de compte rendu financier et de préparation à l'audit. Par ailleurs, il souscrit à la recommandation de l'IBAN selon laquelle la NAGSMO devrait joindre à l'état de l'exécution du budget opérationnel une note contenant des informations sur les obligations juridiques contractées.

NAHEMO

12. Deux observations ont été formulées concernant les états financiers 2019 de la NAHEMO. Aucune d'elles n'a eu d'incidence sur les opinions émises. À la date de l'établissement du rapport de l'IBAN, parmi les questions ayant fait l'objet d'observations lors de précédents audits, quatre étaient en cours de traitement et trois avaient été traitées.

13. L'IBAN a recommandé à la NAHEMO de faire approuver à l'avance son budget opérationnel révisé par le Comité directeur et d'améliorer l'estimation du coût des phases du programme réalisées avec le budget opérationnel. À cet égard, le RPPB souscrit à la recommandation de l'IBAN, qui demande à la NAHEMO de faire en sorte que les augmentations budgétaires soient systématiquement approuvées au préalable par le Comité directeur et de communiquer le montant exact des phases réalisées, mais n'ayant pas fait l'objet de paiements en fin d'exercice.

14. S'agissant de la suite donnée aux observations antérieures, le RPPB note avec satisfaction que la NAHEMO a apporté des améliorations dans les domaines de la gestion des risques, du contrôle interne et de l'audit interne et qu'elle utilise mieux le système ERP. Par ailleurs, il souscrit à la recommandation de l'IBAN selon laquelle il conviendrait d'ajuster les appels de fonds de manière à éviter les excédents de liquidités ainsi que d'améliorer l'établissement du budget opérationnel. Dans ce contexte, il souscrit également à la recommandation de l'IBAN, qui demande à la NAHEMO d'assurer une séparation des tâches pour les processus financiers et de tenir à jour un registre répertoriant tous les actifs.

NAMMO

15. Une observation a été formulée concernant les états financiers 2019 de la NAMMO. Elle n'a pas eu d'incidence sur les opinions émises. À la date de l'établissement du rapport

de l'IBAN, parmi les questions ayant fait l'objet d'observations lors de précédents audits, une était en cours de traitement et deux avaient été traitées.

16. Le RPPB souscrit à la recommandation de l'IBAN, qui demande à la NETMA d'élaborer et de mettre en place des procédures concernant les abondantes liquidités détenues par la NAMMO afin d'éviter que les pays doivent prendre en charge des frais supplémentaires non prévus et d'atténuer les risques de liquidité potentiels.

17. S'agissant de la suite donnée aux observations antérieures, le RPPB se félicite que des améliorations aient été apportées par la NAMMO en ce qui concerne la détermination des charges constatées par régularisation et la comptabilisation des montants à recevoir. Par ailleurs, il souscrit à la recommandation de l'IBAN selon laquelle la présentation du rapport sur l'exécution du budget qui accompagne les états financiers de la NAMMO devrait encore être améliorée.

NETMA

18. Aucune observation n'a été formulée par l'IBAN à l'issue de son audit des états financiers 2019 de la NETMA. À la date de l'établissement du rapport de l'IBAN, parmi les questions ayant fait l'objet d'observations lors de précédents audits, une restait à traiter et une autre était en cours de traitement.

19. S'agissant de la suite donnée aux observations antérieures, le RPPB souscrit à la recommandation de l'IBAN selon laquelle le contrôle interne du compte rendu financier devrait être amélioré et les rôles du chef de l'audit interne devraient être évalués de manière à garantir que la fonction d'audit interne reste indépendante.

RECOMMANDATIONS

20. Le Bureau de la planification et de la politique générale des ressources recommande au Conseil :

20.1. de prendre note du présent rapport ainsi que des rapports de l'IBAN cités en référence A à D ;

20.2. d'approuver les conclusions formulées aux paragraphes 9 à 11 (NAGSMO), 12 à 14 (NAHEMO), 15 à 17 (NAMMO) et 18 et 19 (NETMA) ;

20.3. d'approuver la communication au public des états financiers 2019 de la NAGSMO, de la NAMMO et de la NETMA, de la version des états financiers 2019 de la NAHEMO qui contient des passages masqués, des rapports de l'IBAN correspondants ainsi que du présent rapport, conformément à la politique agréée dans le document de référence F.



NORTH ATLANTIC TREATY ORGANIZATION
ORGANISATION DU TRAITÉ DE L'ATLANTIQUE NORD
INTERNATIONAL BOARD OF AUDITORS
COLLÈGE INTERNATIONAL DES AUDITEURS EXTERNES DE L'OTAN

PIÈCE JOINTE
C-M(2020)0051

NATO SANS CLASSIFICATION

IBA-A(2020)0078
21 août 2020

À : Secrétaire général
(À l'attention du Directeur du Cabinet)

Cc : Représentants permanents auprès de l'OTAN
Président du Comité de direction de la NAGSMO
Directeur général de la NAGSMA
Contrôleuse des finances de la NAGSMA
Président du Bureau de la planification et de la politique générale des ressources
Chef de la Branche Secrétariat et finances du Bureau OTAN des ressources
Bureau d'ordre du Cabinet

Objet : ***Opinion et lettre d'observations et de recommandations du Collège international des auditeurs externes de l'OTAN (IBAN) concernant l'audit des états financiers de l'Organisation OTAN de gestion de la capacité alliée de surveillance terrestre (NAGSMO) pour l'exercice clos le 31 décembre 2019 – IBA-AR(2020)0014***

Monsieur le Secrétaire général,

Vous trouverez ci-joint l'opinion (annexe 2) et la lettre d'observations et de recommandations (annexe 3) de l'IBAN, ainsi qu'une note succincte à l'intention du Conseil (annexe 1).

L'IBAN a émis une opinion sans réserve sur les états financiers de la NAGSMO ainsi que sur la conformité pour l'exercice 2019.

Veuillez agréer, Monsieur le Secrétaire général, l'assurance de ma haute considération.

Daniela Morgante
Présidente

Pièces jointes : voir ci-dessus.

NATO SANS CLASSIFICATION

**Note succincte du Collège international des auditeurs externes de l'OTAN
à l'intention du Conseil sur l'audit des états financiers de l'Organisation OTAN
de gestion de la capacité alliée de surveillance terrestre (NAGSMO)
pour l'exercice clos le 31 décembre 2019**

Le Collège international des auditeurs externes de l'OTAN (IBAN) a audité les états financiers de l'Organisation OTAN de gestion de la capacité alliée de surveillance terrestre (NAGSMO) pour l'exercice clos le 31 décembre 2019. La NAGSMO a été créée au sein de l'OTAN pour l'acquisition du système central de la capacité alliée de surveillance terrestre (AGS). Elle est chargée de la gestion globale du programme AGS. Elle se compose d'un comité de direction et de groupes de travail où sont représentés les pays participants ainsi que d'une agence de gestion, placée sous la responsabilité d'un directeur général.

En 2019, les dépenses relevant du budget administratif se sont élevées à 8,01 millions d'euros, et les dépenses relevant du budget opérationnel à 35,12 millions d'euros et 105,25 millions de dollars des États-Unis.

L'IBAN a émis une opinion sans réserve sur les états financiers ainsi que sur la conformité pour l'exercice clos le 31 décembre 2019.

À l'issue de l'audit, l'IBAN a formulé deux observations, assorties de recommandations. L'ensemble est présenté dans la lettre d'observations et de recommandations (annexe 3).

On trouvera ci-après un relevé des principales constatations, qui n'ont pas d'incidence sur l'opinion émise au sujet des états financiers et de la conformité.

1. Transfert par la NAGSMO à la NSPO des éléments du système central de l'AGS.
2. Liquidation de la NAGSMO et manque d'exhaustivité des notes jointes aux états financiers de 2019.

L'IBAN a fait le point sur la suite donnée aux questions ayant fait l'objet d'observations et de recommandations lors de précédents audits. Il a constaté que deux questions avaient été traitées et que une question était en cours de traitement.

L'opinion (annexe 2) et la lettre d'observations et de recommandations (annexe 3) ont été transmises à la NAGSMO, dont les commentaires ont ensuite été joints à la lettre et assortis, le cas échéant, de la position de l'IBAN à leur sujet (appendice à l'annexe 3).

21 août 2020

COLLÈGE INTERNATIONAL DES AUDITEURS EXTERNES DE L'OTAN

**OPINION SUR LES ÉTATS FINANCIERS
DE L'ORGANISATION OTAN DE GESTION DE LA CAPACITÉ ALLIÉE DE
SURVEILLANCE TERRESTRE
(NAGSMO)
POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 2019**

**OPINION DE L'AUDITEUR EXTERNE
À L'INTENTION DU CONSEIL DE L'ATLANTIQUE NORD**

Audit des états financiers

Opinion sur les états financiers

Le Collège international des auditeurs externes de l'OTAN (IBAN) a audité les états financiers de l'Organisation OTAN de gestion de la capacité alliée de surveillance terrestre (NAGSMO) portant sur la période de 12 mois ayant pris fin le 31 décembre 2019. Diffusés sous la cote NAGSMA/FC/L/(2020)004305 et soumis à l'IBAN le 16 mars 2020, ces états financiers se composent de l'état de la situation financière au 31 décembre 2019, de l'état de la performance financière, de l'état des variations de l'actif net/situation nette et du tableau des flux de trésorerie pour la période de 12 mois ayant pris fin le 31 décembre 2019, ainsi que d'un résumé des méthodes comptables importantes et d'autres notes explicatives. Ils contiennent en outre un rapport sur l'exécution du budget portant sur la période de 12 mois ayant pris fin le 31 décembre 2019.

L'opinion de l'IBAN est que les états financiers donnent une image fidèle et exacte de la situation financière de la NAGSMO au 31 décembre 2019 ainsi que de sa performance financière, de ses flux de trésorerie et de l'exécution du budget pour la période de 12 mois ayant pris fin le 31 décembre 2019, en application des dispositions comptables et des normes de compte rendu du cadre comptable OTAN.

Justification de l'opinion émise sur les états financiers

Le Règlement financier de l'OTAN (NFR) prévoit que l'audit externe des entités OTAN présentant des états financiers et des organismes OTAN établis en vertu du Traité de l'Atlantique Nord est effectué par l'IBAN.

L'IBAN a effectué son audit sur la base des normes internationales des institutions supérieures de contrôle des finances publiques (ISSAI 1000-1810), définies par l'Organisation internationale des institutions supérieures de contrôle des finances publiques (INTOSAI), ainsi que des dispositions complémentaires figurant dans sa propre charte.

L'IBAN est indépendant, ainsi que le prévoit le Code de déontologie de l'INTOSAI, et il s'est acquitté de ses responsabilités dans le respect des dispositions de ce code. Les responsabilités des membres de l'IBAN sont décrites de manière plus détaillée dans la section « Responsabilités de l'IBAN concernant l'audit des états financiers » et dans sa charte.

L'IBAN estime qu'il a obtenu par son audit les éléments probants nécessaires et suffisants pour lui permettre de formuler une opinion.

Responsabilité de la direction concernant les états financiers

La responsabilité de la direction concernant les états financiers est définie dans le NFR. Les états financiers de la NAGSMO sont établis en application des dispositions comptables et des normes de compte rendu du cadre comptable OTAN tel qu'approuvé par le Conseil. Il incombe au contrôleur des finances de soumettre les états financiers à l'IBAN au plus tard le 31 mars qui suit la fin de l'exercice visé dans les états financiers.

Les états financiers sont signés par le chef de l'entité OTAN concernée et par le contrôleur des finances. En apposant leur signature sur ces documents, ceux-ci confirment que des mesures de gouvernance financière, des mécanismes de gestion des ressources, des contrôles internes et des systèmes d'information financière ont été mis en place et maintenus afin de garantir une utilisation efficace et efficiente des ressources.

Cette confirmation couvre l'élaboration, la mise en place et le maintien d'un ensemble de contrôles internes de nature à permettre l'établissement et la présentation d'états financiers qui soient auditables et exempts d'inexactitudes significatives, que celles-ci relèvent d'une fraude ou d'une erreur. Elle couvre aussi le compte rendu relatif à la capacité de l'entité à poursuivre son activité, la présentation, le cas échéant, des questions relatives à la continuité de l'activité, et l'application du principe comptable de continuité d'activité, à moins qu'il soit prévu de liquider l'entité ou de mettre un terme à son activité ou qu'il ne soit pas réaliste de procéder de la sorte.

Responsabilités de l'IBAN concernant l'audit des états financiers

L'audit a pour objectif de permettre à l'IBAN d'obtenir une assurance raisonnable sur le point de savoir si les états financiers considérés dans leur ensemble sont exempts d'inexactitudes significatives, que celles-ci relèvent d'une fraude ou d'une erreur, et de formuler une opinion à leur sujet. L'assurance raisonnable correspond à un degré de certitude élevé, mais elle ne garantit pas qu'un audit effectué conformément aux ISSAI permettra dans tous les cas de détecter les inexactitudes significatives. Les inexactitudes, qui peuvent résulter d'une fraude ou d'une erreur, sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce que, considérées isolément ou collectivement, elles influent sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'audits effectués conformément aux ISSAI, les auditeurs font appel à leur jugement professionnel et à leur esprit critique tout au long de la planification et de la réalisation du travail. Cela nécessite de tenir compte des particularités que présentent les entités du secteur public. L'IBAN s'attache aussi :

- à recenser et à évaluer les risques d'inexactitudes significatives dans les états financiers, que celles-ci relèvent d'une fraude ou d'une erreur, à concevoir et à mettre en œuvre des procédures d'audit sensibles à ces risques ainsi qu'à

obtenir par son audit les éléments probants nécessaires et suffisants pour lui permettre de formuler une opinion ; le risque de non-détection d'une inexactitude significative relevant d'une fraude est plus élevé que le risque de non-détection d'une inexactitude significative relevant d'une erreur, car la fraude peut résulter d'une collusion, d'une falsification, d'omissions intentionnelles, de fausses déclarations ou du contournement du contrôle interne ;

- à acquérir une connaissance du contrôle interne qui soit pertinente pour l'audit, le but étant d'élaborer des procédures d'audit qui soient adaptées à la situation considérée et non pas d'exprimer une opinion sur l'efficacité du système de contrôle interne de l'entité ;
- à déterminer si les méthodes comptables appliquées sont appropriées et si les estimations comptables et les informations connexes fournies par la direction sont raisonnables ;
- à se prononcer sur le caractère approprié ou non de l'utilisation du principe comptable de la continuité d'activité et à déterminer, à partir des éléments probants obtenus par l'audit, s'il existe une incertitude significative du fait d'événements ou de circonstances susceptibles de remettre fondamentalement en cause la capacité de l'entité à poursuivre son activité ; si l'IBAN juge qu'une telle incertitude existe, il est tenu d'appeler l'attention, dans son opinion, sur les informations correspondantes figurant dans les états financiers ou, si ces informations sont incomplètes, de formuler une opinion modifiée ; les conclusions de l'IBAN sont fondées sur les éléments probants en sa possession à la date d'établissement de son rapport d'audit ; il n'est toutefois pas exclu que l'entité soit amenée à cesser son activité en raison d'événements ou de circonstances futurs ;
- à évaluer la présentation générale, la structure et le contenu des états financiers, y compris les informations fournies, et à déterminer si les états financiers rendent compte fidèlement des opérations et des événements qui en font l'objet.

L'IBAN est tenu de communiquer avec les organes chargés de la gouvernance, et notamment de les informer du périmètre et du calendrier de la mission d'audit qu'il prévoit d'effectuer, des principales conclusions de l'audit et des lacunes significatives qu'il aura éventuellement constatées dans le contrôle interne au cours de l'audit.

L'opinion que l'IBAN formule à l'intention du Conseil de l'Atlantique Nord doit aider ce dernier à s'acquitter de son rôle. C'est la raison pour laquelle l'IBAN est responsable de ses travaux et de son opinion devant le seul Conseil.

Audit de conformité

Opinion sur la conformité

Sur la base des procédures qu'il a appliquées, l'IBAN estime que rien, dans son audit des états financiers, ne lui donne de raison de penser que les fonds n'ont pas été employés aux bonnes fins – pour le règlement de dépenses autorisées – et en conformité avec le Règlement financier de l'OTAN et le Règlement du personnel civil de l'OTAN.

Justification de l'opinion émise sur la conformité

L'IBAN a effectué l'audit de conformité sur la base des normes internationales des institutions supérieures de contrôle des finances publiques (ISSAI 4000), définies par l'Organisation internationale des institutions supérieures de contrôle des finances publiques (INTOSAI), ainsi que des dispositions complémentaires figurant dans sa propre charte.

L'IBAN estime qu'il a obtenu par son audit les éléments probants nécessaires et suffisants pour lui permettre de formuler une opinion.

Responsabilité de la direction concernant la conformité

Tous les membres du personnel – civils et militaires – de l'OTAN sont tenus de respecter le Règlement financier de l'OTAN ainsi que les règles et procédures financières qui s'y rattachent et les directives d'application particulières, dont le Règlement du personnel civil de l'OTAN fait partie.

Le chef de l'entité OTAN présentant des états financiers est responsable et tenu comptable d'une saine gestion financière. Les organismes OTAN et les entités OTAN présentant des états financiers doivent administrer leurs finances en s'appuyant sur les principes suivants : adéquation, bonne gouvernance, obligation de rendre compte, transparence, gestion des risques et contrôle interne, audit interne, audit externe, prévention et détection des fraudes.

Responsabilité de l'IBAN concernant la conformité

Selon sa charte, en plus d'être responsable de fournir une assurance raisonnable quant à la question de savoir si les états financiers considérés dans leur ensemble sont exempts d'inexactitudes significatives, l'IBAN doit chaque année rendre au Conseil un avis indépendant lui assurant que les fonds ont été employés aux bonnes fins – pour le règlement de dépenses autorisées (adéquation) – et en conformité avec la réglementation en vigueur (régularité). Par « adéquation », on entend le respect des principes généraux régissant une gestion financière saine ainsi que la conduite des membres de l'administration. Par « régularité », on entend le respect de critères officiels tels que les règlements, règles et procédures applicables.

Il incombe ainsi à l'IBAN d'appliquer des procédures lui permettant d'obtenir en toute indépendance une assurance sur le point de savoir si les fonds ont été employés aux bonnes fins – pour le règlement de dépenses autorisées – et en conformité avec la réglementation en vigueur. De telles procédures prévoient notamment la prise en compte des risques de non-conformité significative.

Bruxelles, le 21 août 2020



Daniela Morgante
Présidente

21 août 2020

COLLÈGE INTERNATIONAL DES AUDITEURS EXTERNES DE L'OTAN

**LETTRE D'OBSERVATIONS ET DE RECOMMANDATIONS CONCERNANT
L'ORGANISATION OTAN DE GESTION DE LA CAPACITÉ ALLIÉE DE
SURVEILLANCE TERRESTRE (NAGSMO)
POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 2019**

Introduction

Le Collège international des auditeurs externes de l'OTAN (IBAN) a audité les états financiers de l'Organisation OTAN de gestion de la capacité alliée de surveillance terrestre (NAGSMO) pour l'exercice clos le 31 décembre 2019, et il a émis une opinion sans réserve à leur sujet ainsi qu'au sujet de la conformité.

Observations et recommandations

À l'issue de l'audit, l'IBAN a formulé deux observations, assorties de recommandations.

Ces observations n'ont pas eu d'incidence sur l'opinion émise concernant les états financiers et la conformité.

1. Transfert par la NAGSMO à la NSPO des éléments du système central de l'AGS.
2. Liquidation de la NAGSMO et manque d'exhaustivité des notes jointes aux états financiers de 2019.

L'IBAN a fait le point sur la suite donnée aux questions ayant fait l'objet d'observations et de recommandations lors de précédents audits. Il a constaté que deux questions avaient été traitées et que une question était en cours de traitement.

OBSERVATIONS ET RECOMMANDATIONS

1. TRANSFERT PAR LA NAGSMO À LA NSPO DES ÉLÉMENTS DU SYSTÈME CENTRAL DE L'AGS

Contexte

1.1 L'Organisation OTAN de gestion de la capacité alliée de surveillance terrestre (NAGSMO) et l'Organisation OTAN de soutien et d'acquisition (NSPO) exercent leurs activités sous le couvert de la personnalité juridique dont est dotée l'OTAN en vertu de la convention d'Ottawa. Ces entités OTAN présentant des états financiers font partie intégrante de l'Organisation. Ainsi que le prévoient les chartes de la NAGSMO et de la NSPO, la personnalité juridique de chacune de ces organisations fait partie intégrante de celle de l'OTAN et ne peut en être dissociée.

1.2 Selon le paragraphe 3.1 de l'Accord n° 1817 de l'Organisation OTAN de soutien et d'acquisition (Accord d'association de soutien « Capacité alliée de surveillance terrestre »), les moyens du système central de l'AGS sont acquis sous l'autorité de la NAGSMO. Le système central de l'AGS comprend les éléments suivants : drone Global Hawk, système de commandement et de contrôle de la gestion de véhicules aériens, segment sol et segment soutien. Le paragraphe 3.2 de cet accord prévoit que, dès l'introduction des composantes du système central de l'AGS destinées à être exploitées par la Force OTAN de la capacité alliée de surveillance terrestre (NAGSF), l'exercice des droits de propriété sur ces éléments sera transféré de la NAGSMO à l'association de soutien AGS, qui fait partie de la NSPO et qui exercera alors toutes les prérogatives dont jouit l'OTAN conformément à la charte de la NSPO.

1.3 Selon le paragraphe 2.2.3 du cadre organisationnel pour l'exploitation et le soutien de la capacité alliée de surveillance terrestre de l'OTAN (PO(2015)0342 + AS1), la NAGSF est une organisation activée par le Conseil en tant que quartier général militaire international en vertu du Protocole de Paris, de 1952. La NAGSF, qui relève du Grand quartier général des puissances alliées en Europe (SHAPE)/du Commandement allié Opérations (ACO), est chargée d'exploiter le système central de l'AGS de l'OTAN à partir de sa base d'opérations principale ou sur le terrain, en opérations extérieures, lorsqu'elle en reçoit l'instruction. Toutefois, selon l'accord d'association de soutien AGS, même si la NAGSF sera l'utilisatrice finale des éléments de l'AGS, ceux-ci ne seront pas comptabilisés dans les états financiers de l'ACO.

1.4 Selon le paragraphe 11.5.4 du plan de transition pour l'AGS (NAGSMO/BOD/D/2016/0025REV1), l'Agence OTAN de soutien et d'acquisition (NSPA), en tant qu'organe exécutif de l'association de soutien AGS, exercera le droit de propriété et la responsabilité sur ce qui suit :

- i) enregistrement du droit de propriété et exercice de l'obligation de rendre compte pour chacun des éléments, avec le degré de granularité défini dans le plan de transition ;
- ii) comptabilisation, amortissement et présentation dans ses propres états financiers des éléments du système central de l'AGS en conformité avec les règles approuvées par le Conseil, y compris celles qui concernent le cadre comptable OTAN, et les normes comptables internationales du secteur public (IPSAS).

1.5 Selon le point 1 du paragraphe 11 (Transfert des éléments du système central de l'AGS, documentation et données) du plan de transition pour l'AGS, les éléments qui feront l'objet d'un transfert comprennent les segments air et sol du système, les moyens de soutien de l'AGS, les données et la documentation techniques relatifs au système ainsi que les documents de conformité nécessaires et l'attestation de certification relative aux prescriptions, aux normes appliquées et aux dispositions de sécurité, de sûreté, de navigabilité aérienne et de tenue au sol. Il est indiqué au paragraphe 11.5.6 de ce plan de transition que, pour le système central de l'AGS, il faut fournir des données d'un degré de granularité aussi élevé que possible pour chacune des composantes. Il faut établir la liste des articles qui composent cette partie du système et les classer par catégorie suivant le cadre comptable OTAN. La date et le prix d'achat (coût historique) de chaque article doivent être indiqués, ainsi que la durée de vie économique utile prévue de chacun d'eux. Si un article n'entre pas dans une catégorie générale définie dans le cadre comptable OTAN, une autre description appropriée peut être utilisée. Il incombe à l'Agence OTAN de gestion de la capacité alliée de surveillance terrestre (NAGSMA) de soumettre la liste recensant les actifs initiaux en respectant les exigences relatives aux données à fournir absolument qui sont définies dans le document LW-A/2016/088/IS/II (Asset Accounting Minimum Data Requirements). La NAGSMA fournira des données pour l'ensemble des éléments d'actif et des stocks transférés. Ces données seront en conformité avec les dispositions du cadre comptable OTAN et les éventuelles méthodes comptables OTAN spécifiques. Elles seront transférées au moment du transfert du droit de propriété ou avant ce transfert.

1.6 On trouve dans la section 3.5 du document définissant la méthode comptable OTAN relative aux immobilisations corporelles (AC/335-N(2016)0088-REV3) une liste énumérant les informations financières pertinentes - avec indication de leur degré de granularité - que doit fournir chacune des parties prenantes - internes ou externes - concernées. On trouve au point 10 du document définissant la méthode comptable OTAN relative aux stocks (C-M(2017)0043) et au point 7 du document définissant la méthode comptable OTAN relative aux immobilisations incorporelles (C-M(2017)0044) des listes similaires énumérant les informations que doit fournir chacune des parties prenantes - internes ou externes - concernées.

1.7 Les états financiers ainsi que les notes qui y sont jointes doivent être exempts de toute inexactitude et de toute autre erreur ou omission découlant d'un contrôle insuffisant au moment de leur établissement. Chaque entité doit disposer d'un système approprié de contrôle interne, et notamment d'un mécanisme d'examen et de rapprochement, pour faire en sorte que les informations présentées dans ses états financiers soient cohérentes et exactes.

Observations

1.8 Il est prévu que le transfert de l'exercice des droits de propriété de la NAGSMO à l'association de soutien AGS de la NSPO se fasse élément par élément au terme d'une vérification des performances du système (SLPV) concluante et après réception contractuelle de chaque composante du système central de l'AGS. La SLPV est la réalisation des tests finaux qui permet au contractant principal de démontrer que tous les critères ont été respectés au niveau du système.

1.9 La NAGSMO est bien consciente de sa responsabilité s'agissant de la fourniture de données détaillées, complètes et exactes qui seront présentées dans le compte rendu financier que la NSPO établira pour les immobilisations corporelles. Toutefois, à ce stade, la NAGSMO n'a pas reçu du contractant principal des données financières ayant le degré de granularité défini dans le plan de transition pour l'AGS.

1.10 Il est indiqué dans les états financiers 2019 de la NAGSMO que, parmi les principales activités prévues pour 2020, figurent l'achèvement de la vérification ainsi que la SLPV. Par conséquent, il est actuellement prévu que le transfert du système de l'AGS de la NAGSMO à la NSPO aura lieu en 2020. Ce transfert se fera selon les modalités définies dans le plan de transition pour l'AGS. De nombreuses activités relatives à l'AGS ont déjà été transférées à la NSPO, et des agents qui travaillaient autrefois pour la NAGSMA (quatre ingénieurs et un coordonnateur de projet) ont été engagés par l'association de soutien AGS de la NSPO. La NAGSMO et la NSPO coordonnent leur action dans ce domaine et ont déjà demandé qu'une équipe composée d'experts techniques et d'experts financiers se réunisse en septembre 2020 pour examiner les modalités de collaboration et la question de la valorisation des données financières de l'AGS en vue de la comptabilisation des éléments de l'AGS. L'IBAN estime toutefois que la NAGSMO et la NSPO doivent mettre en place un groupe de travail formel pour, ensemble, faire en sorte que les divers rôles et responsabilités soient clairement définis, notamment pour ce qui concerne la valorisation des éléments transférés à la NSPO.

1.11 Il est indiqué à la page 12 des états financiers 2019 de la NAGSMO que, pour respecter le cadre comptable OTAN, il a été décidé que l'utilisateur final comptabiliserait à l'avenir tous les éléments d'actif achetés par la NAGSMA. Ainsi que le prévoient le cadre comptable OTAN et la méthode comptable OTAN relative aux immobilisations corporelles, la NAGSMA a informé l'utilisateur final qu'aucun article important n'avait été acheté au cours de l'exercice financier clos le 31 décembre 2019. On peut lire à la page 35 des états financiers 2019 de la NAGSMO qu'il est prévu que

la NSPA rendra compte du système central de l'AGS dès que celui-ci lui aura été transféré.

1.12 Toutefois, selon l'accord d'association de soutien, la propriété des éléments de l'AGS sera transférée de la NAGSMO à la NSPO (en tant que détentrice des actifs et futur agent de négociation des contrats pour l'opérateur). Pour l'heure, il est prévu que la capacité soit livrée à la NAGSF, qui exploitera les moyens de l'AGS en tant qu'utilisatrice finale. En raison de ce qui précède, s'agissant de l'AGS, les notes jointes aux états financiers de 2019 ne présentent pas avec exactitude les droits de propriété de la NSPO et d'exploitation par la NAGSF en tant qu'utilisatrice finale. Bien que les données financières présentées dans les états financiers de la NAGSMO soient soumises à des contrôles internes visant à faire en sorte qu'elles soient exactes et correctes, il est nécessaire d'effectuer des contrôles internes supplémentaires pour veiller à ce que les notes jointes aux états financiers soient exhaustives.

Recommandations

1.13 L'IBAN recommande à la NAGSMO :

- de faire en sorte que, avant le transfert officiel du système AGS à la NSPO, le contractant principal fournisse des données financières ayant le degré de granularité défini dans le plan de transition et exigé par les méthodes comptables de la NSPO ;
- de devenir membre d'un groupe de travail formel au sein duquel elle collaborerait avec des experts techniques de l'AGS de la NSPO et des responsables financiers, afin qu'un accord soit trouvé sur la valorisation des coûts au moment du transfert officiel des éléments de l'AGS à l'association de soutien AGS de la NSPO ; il faudrait donner à ce groupe de travail un mandat clair et déterminer les responsabilités de chacune des deux parties ; cela permettra de faire en sorte que des données complètes, exactes et fiables soient utilisées pour l'analyse et le calcul de la valeur des éléments d'actif et des stocks de l'AGS que la NSPO devra comptabiliser ;
- de mettre en place des contrôles internes supplémentaires, et notamment des mécanismes d'examen et de rapprochement, pour faire en sorte que les informations relatives à la phase de transition présentées dans les notes jointes aux états financiers soient cohérentes et exactes.

2. LIQUIDATION DE LA NAGSMO ET MANQUE D'EXHAUSTIVITÉ DES NOTES JOINTES AUX ÉTATS FINANCIERS DE 2019

Contexte

2.1 Selon les paragraphes 38 et 39 de l'PSAS 1 (Présentation des états financiers), les états financiers doivent être établis sur une base de continuité d'activité sauf s'il y a une intention ou s'il n'y a pas d'autre solution réaliste que de liquider l'entité ou de cesser son activité. Lorsque les personnes responsables de la préparation des états financiers ont conscience, à l'occasion de cette évaluation, d'incertitudes significatives liées à des événements ou à des conditions susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de l'entité à poursuivre son activité, ces incertitudes doivent être indiquées. Les états financiers sont normalement préparés selon l'hypothèse qu'une entité est en situation de continuité d'activité et qu'elle poursuivra ses activités et respectera ses obligations réglementaires dans un avenir prévisible. Pour évaluer si l'hypothèse de continuité d'activité est appropriée, les personnes responsables de la préparation des états financiers prennent en considération toutes les informations dont elles disposent concernant l'avenir, soit un horizon minimal, bien que non limitatif, de douze mois à compter de la date d'autorisation de la publication des états financiers.

2.2 La dissolution, la liquidation et la fermeture de la NAGSMO sont régies par le C-M(66)9 (Règles gouvernant la dissolution des organisations de production de l'OTAN (1966)), la charte de la NAGSMO (2008), le mémorandum d'entente cadre (PMOU) pour l'AGS (2009), le cadre organisationnel pour l'exploitation et le soutien de la capacité alliée de surveillance terrestre de l'OTAN (2015) et le plan de transition pour l'AGS (2016). Selon la section II (Amendement et procédure de dissolution) de la charte de la NAGSMO, seul le Conseil de l'Atlantique Nord peut dissoudre la NAGSMO.

2.3 Conformément au PMOU de l'AGS, le Comité de direction procédera à une revue du programme AGS afin de déterminer si les objectifs de ce programme ont été atteints. Dans l'affirmative, la NAGSMO sera dissoute, sauf instruction contraire du Comité de direction en vue de la gestion du soutien de l'AGS central. Toute demande de dissolution de la NAGSMO ou toute demande d'amendement ou de révocation de sa charte doit être soumise conjointement par les États membres de la NAGSMO au Conseil de l'Atlantique Nord, par l'intermédiaire du secrétaire général de l'OTAN. L'objectif premier des notes jointes aux états financiers est de faciliter la communication des informations exigées par les IPSAS qui revêtent la plus haute importance pour les parties prenantes à des fins de prise de décision et d'exercice de l'obligation de rendre compte.

Observations

2.4 Le 4 décembre 2019, le Comité de direction de la NAGSMO a décidé que celle-ci cesserait ses activités le 30 juin 2021 et que la procédure de liquidation

commencerait le 1^{er} juillet 2021 (BOD/DS/2019/0005). Par conséquent, au 31 décembre 2019, on a considéré, aux fins d'établissement des états financiers, que la NAGSMA était en situation de continuité d'activité, et les états financiers ont été approuvés le 16 mars 2020.

2.5 Le Comité de direction de la NAGSMO ayant fixé une date pour la liquidation de l'Organisation, la prochaine étape de la phase de préliquidation consiste à informer le secrétaire général, qui présentera ensuite le dossier de liquidation/dissolution au Conseil de l'Atlantique Nord afin que celui-ci l'approuve. L'IBAN comprend qu'il s'agit de l'événement déclencheur qui détermine quand les états financiers de la NAGSMO seront établis sur la base du principe selon lequel l'entité n'est plus en situation de continuité d'activité.

2.6 Bien que la NAGSMO respecte les délais fixés dans l'IPSAS 1 pour l'établissement des états financiers selon l'hypothèse que l'entité est en situation de continuité d'activité, les états financiers de 2019 ne contiennent aucune note relative à la cessation prochaine des activités de la NAGSMO et à la liquidation de l'entité. La question ne soulève, certes, pas de problème de conformité par rapport au Règlement financier de l'OTAN d'un point de vue comptable, mais il faut, par principe, présenter des notes sur la question afin de donner aux utilisateurs externes des états financiers des informations à des fins de prise de décision et d'exercice de l'obligation de rendre compte.

Recommandations

2.7 L'IBAN recommande à la NAGSMO de faire en sorte que les notes relatives au processus de liquidation soient complètes et utiles et, à cet effet, de fournir des informations pertinentes aux utilisateurs des états financiers en vue de la prise de décisions et de l'exercice de l'obligation de rendre compte.

SUITES DONNÉES AUX OBSERVATIONS ANTÉRIEURES

L'IBAN a fait le point sur la suite donnée aux questions ayant fait l'objet d'observations lors de précédents audits. On trouvera dans le tableau ci-après un récapitulatif de ces observations et des mesures prises par l'entité (dans la mesure où elles ont été examinées par l'IBAN), ainsi que l'état de la question.

Une question est considérée comme étant « à traiter » lorsqu'aucun progrès notable n'a encore été réalisé en vue de son règlement. Une question est considérée comme étant « en cours de traitement » lorsque l'entité a commencé à mettre en œuvre la recommandation correspondante ou lorsque certains éléments de la recommandation (mais pas tous) ont été suivis d'effets. Une question est considérée comme étant « traitée » lorsque la recommandation correspondante a été mise en œuvre ou qu'elle a été rendue ou est devenue caduque. Lorsque la recommandation se subdivise en plusieurs éléments, l'état de la question est indiqué pour chacun d'eux dans la colonne « Mesures prises ».

OBSERVATION/RECOMMANDATION	MESURES PRISES PAR L'ENTITÉ	ÉTAT DE LA QUESTION
(1) NAGSMO – Exercice 2018 IBA-AR(2019)0024, paragraphe 1 ABSENCE DE DOCUMENTS JUSTIFICATIFS CONCERNANT UNE DEMANDE DE CRÉDITS POUR ENGAGEMENT FAISANT SUITE À UNE MODIFICATION DU CALENDRIER CONTRACTUEL Recommandation de l'IBAN L'IBAN recommande à la NAGSMO de veiller à ce que les modifications du calendrier contractuel soient dûment étayées par des documents émanant de l'industrie, l'idée étant de pouvoir justifier les demandes de crédits qui sont soumises aux pays pour engagement sur l'exercice en cours.	L'IBAN n'a pas relevé de problème lors de la vérification par sondage qui a porté sur l'exercice 2019.	Observation traitée
(2) NAGSMO – Exercice 2018 IBA-AR(2019)0024, paragraphe 2 NÉCESSITÉ D'AMÉLIORER LA PRÉSENTATION ET LES INFORMATIONS CONCERNANT LES ENGAGEMENTS DANS LA NOTE JOINTE À L'ÉTAT DE L'EXÉCUTION DES BUDGETS OPÉRATIONNELS DE LA NAGSMO		Observation en cours de traitement

OBSERVATION/RECOMMANDATION	MESURES PRISES PAR L'ENTITÉ	ÉTAT DE LA QUESTION
Recommandation de l'IBAN Afin de faciliter la compréhension des états financiers de la NAGSMO par ses lecteurs et utilisateurs, en particulier dans la perspective de l'achèvement du programme, l'IBAN recommande de faire apparaître, dans la note jointe à l'état de l'exécution du budget, des informations concernant les obligations juridiques contractées pendant l'exercice en cours pour l'acquisition de biens et de services pendant les exercices à venir. Par ailleurs, l'IBAN recommande d'utiliser le terme « dépenses » au lieu du terme « charges » dans le contexte de l'exécution du budget.	L'IBAN a constaté qu'il manquait un montant de 1 182 006 dollars des États-Unis (USD) dans la colonne « Dotation initiale pour 2019 » de l'état de l'exécution du budget opérationnel (partie libellée en USD). Il s'agit d'un montant reporté de 2014 et destiné à la rubrique « Conception, développement et qualification du système ». Ce montant a toutefois été pris en considération dans les totaux, et ces derniers ont donc été correctement présentés. Par ailleurs, l'IBAN a constaté que, pour convertir en euros les montants figurant dans l'état de l'exécution du budget opérationnel (partie libellée en USD), la NAGSMO utilisait le taux de change de fin d'année fourni par la Banque centrale européenne, et non le taux moyen pour l'année.	
(3) NAGSMO – Exercice 2017 IBA-AR(2018)0036, paragraphe 1 NECESSITE D'AMELIORER LE PROCESSUS DE COMPTE RENDU FINANCIER ET DE PREPARATION A L'AUDIT Recommandation de l'IBAN Le Collège recommande à la NAGSMA : a) d'améliorer son processus de compte rendu financier et de préparation à l'audit. Pour ce faire, la NAGSMA doit veiller à présenter, dans les délais impartis, des états financiers auditable, et faire en sorte que l'ensemble des soldes et des informations présentés dans les états financiers aient fait l'objet, avant le début des travaux d'audit, de rapprochements complets et soient étayés par les justificatifs voulus.	La NAGSMA a réalisé des progrès considérables par rapport à l'audit des états financiers de 2018, tant sur le plan de la préparation à l'audit que sur le plan du compte rendu financier.	Observation traitée

**COMMENTAIRES OFFICIELS
DE L'ORGANISATION OTAN DE GESTION DE LA CAPACITÉ ALLIÉE DE
SURVEILLANCE TERRESTRE (NAGSMO)
CONCERNANT LA LETTRE D'OBSERVATIONS ET DE RECOMMANDATIONS
ET POSITION DU COLLÈGE INTERNATIONAL DES AUDITEURS EXTERNES DE
L'OTAN (IBAN)**

**OBSERVATION 1 :
TRANSFERT PAR LA NAGSMO À LA NSPO DES ÉLÉMENTS DU SYSTÈME
CENTRAL DE L'AGS**

Commentaires officiels de la NAGSMO

Ainsi que le prévoit le plan de transition, la NAGSMA (a) est tenue de fournir à la NSPA des informations sur la comptabilisation des éléments d'actif conformément aux méthodes comptables de l'OTAN et de la NSPA et (b) doit répondre aux demandes de collaboration soumises par la NSPA. Comme cela a déjà été longuement discuté et précisé lors de la réunion de clôture qui a eu lieu avec l'équipe de l'IBAN le 13 juillet 2020, ce n'est pas la NAGSMA qui comptabilise les éléments d'actif de l'AGS de l'OTAN, mais c'est la NSPA, en tant qu'agence de gestion du cycle de vie du programme AGS de l'OTAN, qui le fait et qui fixe notamment le niveau et les modalités de la collaboration entre les deux agences. C'est donc à la NSPA qu'il incombe d'établir un groupe de travail formel ou informel afin que la collaboration puisse s'exercer au niveau qu'elle juge approprié. Il convient de préciser que c'est à la NAGSMA qu'il incombe de fournir des informations comptables exactes et fiables conformément aux méthodes en vigueur et que ce ne sera pas au groupe de travail de le faire une fois qu'il aura été établi. Dans ce contexte, il appartient à la NSPA, en tant qu'agence de gestion du cycle de vie du programme AGS de l'OTAN, de déterminer comment elle va comptabiliser les éléments d'actif de l'AGS et leur amortissement.

Position de l'IBAN

L'IBAN note que la NAGSMO ne comptabilisera pas les éléments d'actif de l'AGS de l'OTAN dans ses états financiers. L'IBAN maintient toutefois sa recommandation : étant donné que la NAGSMO est chargée de fournir des données détaillées, complètes et exactes qui seront présentées dans le compte rendu financier que la NSPO établira pour les immobilisations corporelles, elle devrait de manière proactive participer aux activités d'un groupe de travail formel avec la NSPO.

Il est indiqué au paragraphe 9 de l'observation 1 que, du point de vue du contractant principal pour les éléments de l'AGS, la NAGSMO et la NSPO constituent la même personne juridique, étant donné que ces deux organisations font partie intégrante de l'OTAN.

La NAGSMA estime que cette affirmation n'est pas exacte et n'est pas juridiquement correcte. La NAGSMO a demandé à l'IBAN de vérifier cette affirmation, étant donné que, pour la phase d'acquisition (contrat relatif à l'AGS central), le contractant principal (la société Northrop Grumman ISS International Inc. (NGISSII)) n'a d'obligations contractuelles qu'envers la NAGSMA au nom de la NAGSMO, et que ces obligations ne sont ou ne seront pas transférées à la NSPO ou au Comité d'association de soutien (SPC) de l'AGS en dépit du fait que la NAGSMA et la NSPA font toutes les deux partie de l'OTAN.

De plus, il est indiqué que les données financières relatives au système AGS qui doivent être fournies par le contractant à la NAGSMO avec le degré de granularité requis seront, d'un point de vue juridique, rendues accessibles à la NSPO. Cette affirmation découle d'un accord interne passé entre deux entités OTAN et approuvé par le Conseil de l'Atlantique Nord, et non d'une négociation ou d'un accord avec le contractant principal. Le contractant principal n'a d'obligations qu'envers la NAGSMA au nom de la NAGSMO. Cela étant, il importe de noter que les demandes de la NSPA de communication de données qui vont au-delà de celles que le contractant principal met à la disposition de la NAGSMA en toute bonne foi et en conformité avec les dispositions du contrat relatif à l'AGS central et qui pourraient donner lieu à une réclamation de la part du contractant principal doivent être financées par la NSPA.

Selon l'avis juridique reçu, la NAGSMA et la NSPA sont des organismes OTAN distincts fondés sur des chartes distinctes. Même si la NAGMSA et la NSPA partagent la même personnalité juridique et mènent toutes les deux des activités au nom de l'OTAN, ce sont des entités juridiques distinctes par rapport à l'OTAN. (La situation est semblable dans les pays : le ministère de la Défense n'est pas le même que le ministère des Finances alors qu'ils agissent tous les deux au nom de leur pays). Northrop Grumman estime que la NAGSMA, au nom de la NAGSMO, est la seule partie contractante et la seule personnalité juridique à laquelle il doit rendre des comptes pour le contrat relatif à l'AGS central. La NSPA est une partie tierce et n'a rien à voir avec le contrat relatif à l'AGS central. L'échange d'informations avec la NSPA se fait sur la base d'autres instruments juridiques. Il faudrait donc supprimer l'affirmation mentionnée plus haut.

Position de l'IBAN

Bien que la NAGSMO et la NSPO soient des entités OTAN présentant des états financiers et qu'elles n'aient pas des personnalités juridiques distinctes, l'IBAN note que les obligations ne seront pas nécessairement transférées d'une entité à l'autre sans une décision du Conseil. L'IBAN note en outre que l'échange d'informations entre les entités présentant des états financiers peut se faire sur la base d'autres instruments approuvés par le Conseil. Le paragraphe 1.9 a été modifié en conséquence.

GLOSSAIRE

En application des normes d'audit, les opinions émises au sujet des états financiers et au sujet de la conformité peuvent être des opinions sans réserve, des opinions avec réserve, des déclarations d'abstention ou des opinions défavorables.

- L'IBAN émet une opinion sans réserve (*unqualified opinion*) lorsqu'il estime que les états financiers et le rapport sur l'exécution du budget sont exacts et lorsque rien ne lui donne de raison de penser que les fonds n'ont pas été employés aux bonnes fins – pour le règlement de dépenses autorisées – et en conformité avec la réglementation en vigueur.
- L'IBAN émet une opinion avec réserve (*qualified opinion*) lorsque, d'une manière générale, il est satisfait de la présentation des états financiers, mais que, pour certains éléments clés, il constate que les états n'ont pas été correctement établis ou que l'ampleur de l'audit a été limitée ou lorsque des problèmes particuliers lui donnent des raisons de penser que les fonds n'ont pas été employés aux bonnes fins – pour le règlement de dépenses autorisées – et en conformité avec la réglementation en vigueur.
- L'IBAN se déclare dans l'impossibilité d'exprimer une opinion (*disclaimer of opinion*) lorsque l'ampleur de l'audit est extrêmement limitée – au point que l'IBAN n'est pas en mesure d'exprimer une opinion – ou lorsque d'importantes incertitudes entourent les états financiers ou l'emploi des fonds.
- L'IBAN émet une opinion défavorable (*adverse opinion*) lorsqu'une erreur ou une anomalie présente dans les états financiers a des conséquences si étendues et si importantes que, selon lui, une réserve n'est pas suffisante pour faire apparaître le caractère trompeur ou incomplet des états financiers.

NAGSMO

2019

FINANCIAL STATEMENTS



NATO UNCLASSIFIED



NATO ALLIANCE GROUND SURVEILLANCE MANAGEMENT AGENCY

NAGSMA



PAGE LEFT INTENTIONALLY BLANK

NATO UNCLASSIFIED

NAGSMA NATO HQ
Boulevard Léopold III
B-1110 Brussels - Belgium
Tel: +32 2 707 1801 Email: nagsma@nagsma.nato.int

NATO UNCLASSIFIED



NATO ALLIANCE GROUND SURVEILLANCE MANAGEMENT AGENCY

NAGSMA



NAGSMA/FC/L/(2020)00 4305

16 March 2020

International Board of Auditors for NATO

Attention: NAGSMO Board of Directors - Chairman and National Representatives

Subject: **NAGSMO Financial Statements - Year ending 31 December 2019**

Enclosed are the NAGSMO 2019 Financial Statements. Please note that the enclosed statements are subject to audit by the International Board of Auditors for NATO.

For the General Manager

A handwritten signature in blue ink, appearing to read "Grazia M. D'Arcangelo".

Grazia M. D'Arcangelo
NAGSMA Financial Controller

Encl.: NAGSMO Financial Statements for the year ending 31 December 2019.

NATO UNCLASSIFIED

NAGSMA NATO HQ
Boulevard Léopold III
B-1110 Brussels - Belgium
Tel: +32 2 707 1801 Email: nagsma@nagsma.nato.int

NATO UNCLASSIFIED



NATO ALLIANCE GROUND SURVEILLANCE MANAGEMENT AGENCY

NAGSMA



PAGE LEFT INTENTIONALLY BLANK

NATO UNCLASSIFIED

NAGSMA NATO HQ
Boulevard Léopold III
B-1110 Brussels - Belgium
Tel: +32 2 707 1801 Email: nagsma@nagsma.nato.int

These Financial Statements represent the consolidated activities of the NATO Alliance Ground Surveillance Management Organisation (NAGSMO) and its executive body NATO Alliance Ground Surveillance Management Agency (NAGSMA).

THE NATO ALLIANCE GROUND SURVEILLANCE PROGRAMME

NAGSMO is acquiring as an agent a NATO owned and operated Alliance Ground Surveillance (AGS) system that will give commanders an up-to-date picture of the situation on the ground throughout a wide area of interest. The AGS Core will be compliant with NATO Standardization Agreements (STANAGs) in order to ensure interoperability with interoperable national and NATO systems.

The AGS Core capability will enable the Alliance to perform persistent surveillance over wide areas from high-altitude, long-endurance (HALE), unmanned air platforms operating at considerable stand-off distances and in any weather or light condition. Using advanced radar sensors, the AGS Core will continuously detect and track moving objects throughout the observed areas, as well as providing radar imagery of areas and stationary objects.

The NAGSMO and its executive body NAGSMA are responsible for the procurement of the NATO AGS Core capability. NAGSMA was established in September 2009, after all Participating Nations signed the AGS Programme Memorandum of Understanding.

In late 2011, NAGSMA completed negotiations of the AGS Core procurement contract which was subsequently approved by the Participating Nations. The AGS Programme contract award was signed on 20 May 2012 in the margins of the NATO Summit in Chicago. In parallel, all 28 NATO nations negotiated the AGS Programme's practical funding solution for the related Capability Package for the future operations and support of the system.

THE AGS CORE

The AGS Core will be an integrated system consisting of an air segment, a ground segment and a support segment.

The air segment will be based on the Block 40 version of the US RQ-4B Global Hawk high-altitude, long-endurance (HALE) unmanned aerial vehicle (UAV). The UAV will be equipped with the state-of-the-art Multi-Platform Radar Technology Insertion Program (MP-RTIP) ground surveillance sensor, and also with an extensive suite of communications and data links. The air segment will also include the ground-based UAV control stations, which will be located at the AGS Main Operating Base (MOB) at Sigonella Air Base, Italy.

The ground segment will consist of deployable ground stations in mobile and transportable and maritime configurations, and dedicated mission operations support facilities at the MOB. The ground segment entities will provide data link connectivity, data processing and

exploitation capabilities, and interoperable interfaces between the AGS Core System and a wide range of NATO and national Command, Control, Intelligence, Surveillance and Reconnaissance systems. This will enable the AGS Core to interconnect with and provide data to multiple deployed and non-deployed operational users in a flexible, timely and effective manner.

The AGS support segment provides items needed to train the air and ground segment operators and maintainers, to support the AGS System at its main operating base, and to enable maintenance and repair during deployed operations.

The AGS Core System will be supplemented by interoperable national airborne ground surveillance systems from NATO countries, as part of NATO's broader Joint Intelligence, Surveillance and Reconnaissance (JISR) capability.

NATO ALLIANCE GROUND SURVEILLANCE MANAGEMENT ORGANISATION

The NATO Alliance Ground Surveillance Management Organisation (NAGSMO) is a NATO body

- created within the framework of NATO for the acquisition of the AGS Core System and established by the North Atlantic Council pursuant to Article IX of the North Atlantic Treaty and within the meaning of the Agreement on the Status of the North Atlantic Treaty Organisation, National Representatives and International Staff, signed in Ottawa 20 September 1951;
- to which the North Atlantic Council grants, within the framework of the NATO, a clearly defined organisational, administrative and financial status as specified below; and
- established with a view to meeting the NATO requirement, by Bulgaria, Czech Republic, Denmark, Estonia, Germany, Italy, Latvia, Lithuania, Luxembourg, Norway, Poland, Romania, Slovakia, Slovenia, and the United States of America in the field of implementation of the NATO AGS Programme described in the AGS Programme Memorandum of Understanding (PMOU).

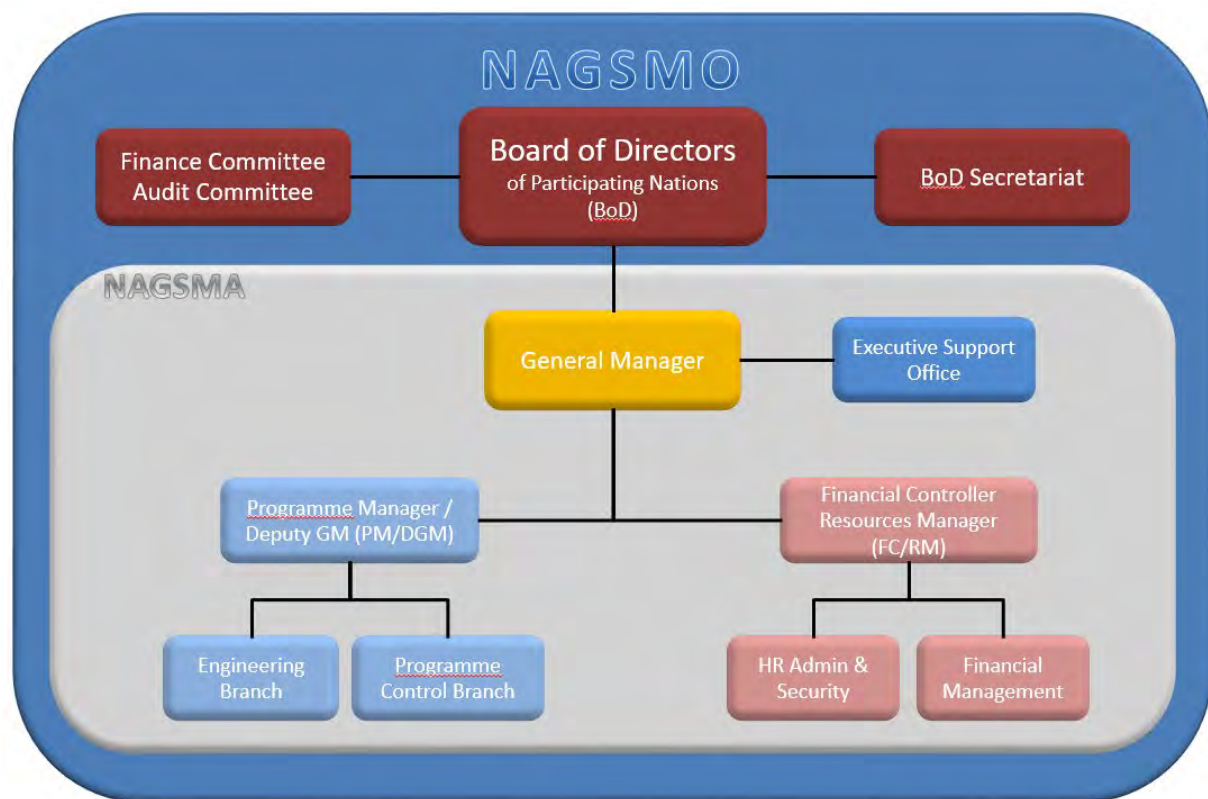
In June 2010, Denmark announced her intent to withdraw from the AGS Programme, a process that under the terms of the PMOU came into effect on 31 March 2011. Subsequently, in July 2011, Canada also announced her intent to withdraw, effective as of 30 April 2012. Later in 2012 Denmark announced her interest and intent to re-join the AGS Programme. Denmark re-joined the AGS Programme in December 2012. Poland announced to the NAGSMO Board of Directors their interest in joining the AGS Programme in August 2012. An amendment to the PMOU was sent to Participating Nations for signature in August 2013. Poland signed the Amendment 1 to the AGS PMOU in April 2014. With the signature of all of the Participating Nations, the Amendment 1 to the AGS PMOU has come into effect on the 19th of June 2014.

The principal task of the NAGSMO is to ensure the planning and implementation of a harmonised AGS Programme, which satisfies the operational requirements, in accordance with the provisions of the PMOU, and with due regard to the NAGSMO Member States' views on political, economic, industrial and technological factors. NAGSMO shall assume the functions of overall management of the AGS Programme, including:

- overall governance of the AGS Programme;
- general administration of the NAGSMA and procurement of the AGS Core System;
- examination of all issues that might impact the AGS Programme;
- coordination, as necessary, of the policy and working methods of the NAGSMO Member States' services, such as quality assurance and auditing; and
- support integration of the AGS Core System with the NATO Joint Intelligence, Surveillance and Reconnaissance (JISR) architecture.

NAGSMO comprises a Board of Directors (BoD) with Representatives from the Participating Nations, and NAGSMA as the Executive Body, led by a General Manager (GM).

The diagram below depicts the NAGSMO and NAGSMA organizational structure in 2019.



NAGSMA and Service Support/Level Agreement

NAGSMA has signed service support agreements with the NATO IS and the NCI Agency in a number of areas necessary for the day-to-day operations of the Agency. In all respects of NAGSMA related activities, the GM and his staff remain fully accountable for the responsibilities assigned to them and make the final decisions on all matters related to the execution of NAGSMA's mandate. The SSA with the NCI Agency included a partial support services in the area of accounting and financial support in accordance with the NATO Financial Regulations (NFRs).

NAGSMO Financial Management Procedures Document and Financial Rules and Procedures (FMPD-FRP)

The NAGSMO FMPD-FRP conforms to the provision of the NATO Financial Regulations. The NAGSMO BoD approved the latest revised NAGSMO FMPD-FRP in November 2019 that foresees a creation of Annex 7 to the FMPD-FRP tables, specifying the Voluntary National Financial Contributions. The NAGSMO FMPD-FRP recognises the withdrawal of Canada and the re-entry of Denmark, the conversion parameters from Then-Year to Base-Year, the call for contribution structure and the proposed structure of the Operational Budget.

NAGSMA 2019 Administrative Budget

In November 2018 the NAGSMO BoD approved the 2019 NAGSMA Administrative Budget. The 2019 Administrative Budget funded NAGSMA's expenditures from 1 January to 31 December 2019. In 2019 NAGSMA continued finding cost-effective manpower and increased performance solutions.

In 2019 NAGSMA's administrative expenditures were considerably lower than what had been anticipated. 48% of the total savings were in Chapter I. The majority of savings were generated in basic salary and payroll related costs as well as consultancy. Savings in basic salary resulted from early departures of staff as well as delays in filling the vacancies.

In Chapter II, Operations and Maintenance, the Agency successfully negotiated two amendments for the Service Support Agreement and an annual Service Support Package with the NCI Agency for external administrative and IT support. It also received administrative and operational support from the NATO IS under the Memorandum of Agreement. 47% of the total savings were in Chapter II, these are primarily related to lower administrative cost allocations after the move to a new NATO HQ building, lower scope of financial and accounting support from NCI Agency as well as less travel on duty. The remaining 5% of administrative savings were in risk management.

NAGSMA 2019 Operational Budget

The 2019 NAGSMA Operational budget was approved In November 2018 by the NAGSMO BoD. At the same time the NAGSMO BoD approved the updated Mid-Point Factor (MPF) methodology, converting the Then Year values of the different contracts in place to the respective Base Year values 2007. This resulted from the alignment of the Period of Performance of the originally signed AGS Core Contract to the Period of Performance of the re-baselined AGS Core Contract including the Initial In-Service Support (I-ISS) with the estimated end date of July 2020.

In April 2019, the NAGSMO BoD approved the revised 2019 NAGSMA Operational Budget that included the updated Mid-Point Factor effect. The budget primarily covers the completion of the AGS Core System Design, Development and Production including ferry flight, completion of SLPV and SDDQ as well as delivery and handover of the AGS Core System. In addition it covers the execution of the contracts in place with Terma (Denmark), EXENCE, PITRADWAR & ITWL (Poland), ALIS (Italy) and Kongsberg (Norway).

At Mid-Year Review 2019, the 2019 Operational Budget was increased to include Contract Amendment 0026 to the AGS Core Contract with NGISSII. This amendment incorporates changes by realigning the Milestone-Based payment plan with the revised Verification strategy that cancels three milestones originally planned for completion in 2018 and adds five new milestones with the corresponding values to the 2019 Operational budget. The NAGSMO BoD approved the 2019 Operational Budget increase on 30 September 2019.

Major Achievements FY 2019:

In 2019, the AGS Programme achieved the following important milestones:

- Completion of Developmental Flight Test with a dual-aircraft test flight;
- Title Transfer to NATO of NA-03 and NA-04;
- Issuance of the Limited Military Type Certificate (MTC) N° 108 of the AGS Air Segment by the Italian Ministry of Defence Directorate of Air Armaments and Airworthiness (DAAA);
- Technical Publications accepted by DAAA for Certification (conditional);
- Factory Acceptance of NA-01, NA-02, and the AVMC2;
- Issuance of Temporary Registration Numbers to NATO-01, NA-02, and AVMC2;
- Ferry Flight of the first two AGS air vehicles, NA-01 and NA-02, to the Main Operating Base in Sigonella, Sicily;
- Completion of Annex R Airworthiness Milestones and closing of the Airworthiness Claim;
- Delivery of all Ground Entities to the Main Operating Base (MOB) in Sigonella (with the exception of DUCE 2), and initiation of Production MGGS Early Acceptance;

- Ku-Band SATCOM SKYWAN integration between Ground Entities;
- Training Courses and Courseware complete and delivered;
- Completion of all Spares orders and initial delivery and acceptance of over 3000 spares ongoing;
- Approval of Contract Amendments CA-0026, CA-0027, and CA-0028;
- Trainer Entity integration, test, and certification ongoing;
- Test and Verification (T&V) completion. As of the end of December, 2019, percent (%) complete are as follows:

<i>Element</i>	<i>% Complete</i>
AVMC2	84%
MGGS	99%
MOS	94%
TGGS	91%
Trainer	29%
UAV	77%
Entity-Level	85%
System-Level	34%
Overall	82%

- Phase I of Danish company TERMA contract is completed, including ATR/ATID hardware installation, Site Activation, and Security Testing at MOB.

Phase II of ATR/ATID was approved by the BoD on 9 May 2019. It provides software integration into the MOS/TGGS and other categorization features, currently only at the SIL in TERMA and Leonardo facilities. System Design Review (SDR) and Critical Design Review (CDR) has been executed. An assessment on options for ATR/ATID integration into MGGS and further development of the simulation tool chain is on-going.

- A contract with the Polish company EXENCE S.A. was signed on 6 December 2016 to design/develop/qualify/produce the Phase I of NATO AGS Test System Environment Capability (TSEC). In 2019 major part of Phase I activities has been completed; Phase I Capability deployment was postponed due to ongoing AGS Core integration tests. An Amendment (Phase II) to the contract has been signed on 10 April 2019. Before end of 2019 the System Design Review (SDR) and the Critical Design Review (CDR) have been executed. Contract Amendment 002 which includes Airbus as a subcontractor together with other changes had been approved by BoD on 19 December 2019 and a additional work package "AGS Configuration Analysis" was added within the TSEC scope. TSEC completion and shipment to the MOB is planned for April 2020.
- NAGSMA signed a contract with the Polish company ITWL on 17 October 2017 to design/develop/qualify/produce the AGS Battle-Laboratory. In 2019 ITWL conducted three (3) Contract Management Reviews (CMR) , successfully exited SDR as well as completed System Security Working Group. Furthermore, the Systems Integration Laboratory (SIL) facility was completed at ITWL premises. Accreditation, Integration and SW are development ongoing. AGS Battle Lab CONOPS has been developed with

Stakeholders.

- A contract with the Polish company PIT-RADWAR was signed in October 2017 to design/develop/qualify/produce the NATO AGS Core Software Only Package (CSOP). In 2019 multiple CMRs and SDR have been completed, CSOP Lab has been finalized. A Contract for Backup SMARF Hardware, which NAGSMA has to provide as CAFX has been awarded and the HW was delivered in December 2019 by NAGSMA to PIT-RADWAR.
- The NATO AGS Logistic Information System (ALIS) “Go Live” was achieved with the System Integration & Interoperability (SI&I) Phase completed. Security Accreditation issues are in progress and Full Operational Capability (FOC) for the ALIS system is expected in May 2020.
- The Norwegian company Kongsberg is providing support to the SMARF performing activities like the SMARF Mediation Service and BiSC AIS Integration CSD to SMARF test activity. Amendment 01 to the support contract has been approved by BoD 16 December 2019. It foresees a support to the Contracts with Polish and Danish industries as well as I-ISS activities.

The main activities foreseen in 2020 are the execution/completion of the following:

- Core Contract:
 - Completion of Verification and SLPV;
 - I-ISS activities, which are going to start 1st quarter 2020 for the;
 - Air-Segment with NGISSII (Part 6 of the AGS Core Contract).
 - MGGS with Airbus.
 - TGGS/MOS with Leonardo.
 - SMARF with Kongsberg.
 - Activities to complete SDDQ, including closeout ECPs (e.g., NAR retrofit).
 - Activities to complete Handover, including potential retrofits (e.g., Radar software).
- Execution of the Industrial Participation Contracts:
 - POL- EXENCE for TSEC;
 - POL - PITRADWAR for CSOP;
 - POL - ITWL for the BattleLab;
 - DEN - ATR/ATID with TERMA;
 - NOR - SMARF with Kongsberg;
 - IT - ALIS with Leonardo.

NAGSMA Assets

Office space, including furniture is provided by NATO IS via MoU. IT and other equipment is provided by the NCI Agency via the SSA.

NAGSMO & NAGSMA Acting as a Procurement Agent

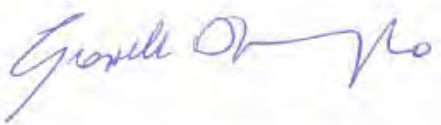
The North Atlantic Council (NAC) established NAGSMO by approving its Charter. The Charter clearly establishes that NAGSMO is a subsidiary body of NATO and states that the objective is to procure the AGS Core which will be owned, controlled and operated by NATO. NAGSMA is an entity acting as an agent with no control over the assets procured. The AGS Participating Nations reiterated the specific nature of the AGS Programme: temporary existence of the Agency and that the Agency will not own any asset. In order to comply with the NATO Accounting Framework, it was decided that end user will account for all NAGSMA procured assets in the future. NAGSMA will fully disclose and provide at the end of each reporting period to the relevant NATO entity all financial data regarding the assets procured. In accordance with the NATO Accounting Framework and the NATO Accounting Policy for Property, Plant and Equipment, NAGSMA informed the end user that no material items were procured in the financial year ending in December 2019.

CERTIFICATION

1. The NAGSMO 2019 Financial Statements are submitted to the International Board of Auditors for NATO.
2. The Financial Statements will be audited in accordance with the following reference documents:
 - a. The NAGSMO FMPD-FRP conform to the NFRs, Part II as approved by the North Atlantic Council (NAC) in C-M(2015)0025.
 - b. PO(2002)109, dated 23 July 2002: the document from the NAC adopting IPSAS, including the accrual and going concern assumptions, as the applicable accounting standards for all NATO entities effective for the financial year of 2006.
 - c. The NATO Accounting Framework has been developed to provide minimum requirements for financial reporting for all NATO Reporting Entities following approval of C-M(2016)0023 by the North Atlantic Council on 29 April 2016 of an IPSAS-adapted accounting framework for the Alliance.
3. The NAGSMO Financial Statements are certified by the NAGSMA Financial Controller to the best of her knowledge and according to the applicable accounting standards to give a true and fair view of the assets, liabilities, financial position and financial performance of NAGSMO and to be in accordance with the books and records maintained by the NCI Agency and NAGSMA.
4. The NAGSMO Financial Statements may be disclosed to the general public.



BrigGen Volker Samarin
NAGSMA General Manager



Grazia M. D'Arcangelo
NAGSMA Financial Controller

STATEMENT ON INTERNAL CONTROL

This statement of internal control applies to the Financial Statements of NAGSMA, as the executive body of NAGSMO, for the year ended 31 December 2019.

Scope of responsibility

- The General Manager acknowledges responsibility to maintain a sound system of internal control that supports the achievement of NAGSMA's mandate under its NATO Charter.
- The Financial Controller acknowledges responsibility for the correct use of funds made available to NAGSMA and for maintaining a sound system of internal control that supports the achievement of NAGSMA's goals and objectives, whilst safeguarding the public funds and assets.
- Funds received are recorded, accounted and managed through the NCI Agency core financial system.

The NAGSMO Board of Directors approved the NAGSMO Financial Management Procedures Document-Financial Rules and Procedures (FMPD-FRP) to provide guidance on the proper handling and reporting of public funds. The FMPD-FRP sets out the relevant financial rules and procedures in accordance with the NATO Financial Regulations, emphasises the need for economy, efficiency and effectiveness, and promotes good practice and high standards of propriety.

Purpose of the System of Internal Control

The system of internal control is designed to ensure that NATO assets are used for the purposes intended and that the transactions relating to their usage reflect the highest standards of integrity to justify continued confidence of the AGS Programme Participating Nations.

The process within NAGSMA accords with the NAGSMO FMPD-FRP and has been in place for the year ending 31 December 2019 and up to the date of approval of the Financial Statements.

Risk and Control Framework

The NAGSMA system of internal control is based on an ongoing process designed to identify the key risks to the achievement of NAGSMA goals and objectives, to evaluate the nature and extent of those risks and to manage them efficiently and effectively.

NAGSMA is committed to a process of continuous development and improvement: developing systems in response to any relevant reviews and developments in best practice in this area.

Since the NCI Agency carries out transactions on behalf of NAGSMA under the Service Support Agreement, NAGSMA's processes need to be compatible to the NCI Agency financial management system.

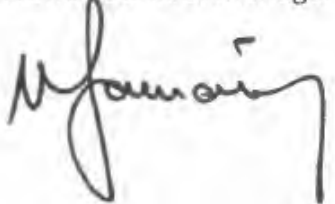
Review of Effectiveness

The Financial Controller has responsibility for reviewing the effectiveness of the system of internal control. The review is informed by:

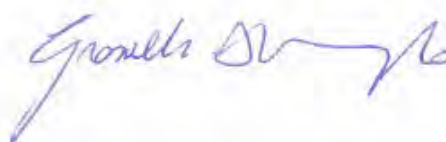
- The executive managers within the organisation who have responsibility for the development and maintenance of the internal control framework;
- Periodic Internal Audits performed on selected areas of activity within the FC/RM division; and
- Comments made by the external auditors in their management letters and other reports.

Appropriate action is in place to address any weaknesses identified and to ensure the continuous improvement of the system. During 2019, no material instances of failure to the internal control system were reported that should be brought to your attention.

BrigGen Volker Samanns
NAGSMA General Manager



Grazia M. D'Arcangelo
NAGSMA Financial Controller



NAGSMO – Statement of Financial Position
as at 31 December 2019
(all amounts in Euro)

	Notes	Current Year	Prior Year
	ANNEX B	31-Dec-19	31-Dec-18
ASSETS			
Cash and cash equivalents	B01	253,795,547	276,334,169
Short-term investments	B02	0	0
Receivables	B03	21,394,354	54,817,049
Other current assets and prepayments	B04	157,906	162,007
Current assets		275,347,806	331,313,226
TOTAL ASSETS		275,347,806	331,313,226
LIABILITIES			
Payables	B05	642,690	2,007,272
Advances and deferred revenue	B06	253,635,373	309,034,587
Short term provisions	B07	150,206	162,007
Other current liabilities	B08	20,919,537	20,109,360
Current liabilities		275,347,806	331,313,226
NET ASSETS/EQUITY			
Accumulated surpluses/(deficits)		0	0
Net Assets/Equity		0	0
TOTAL LIABILITIES		275,347,806	331,313,226

NAGSMO – Statement of Financial Performance
for the year ended 31 December 2019
(all amounts in Euro)

	Notes	Current Year	Prior Year
	ANNEX C	2019	2018
REVENUE			
Revenue from non-exchange transactions	C01	7,997,409	8,559,856
Revenue		7,997,409	8,559,856
EXPENSES			
Personnel	C02	6,330,735	6,510,239
Contractual supplies and services	C03	1,666,674	2,049,617
Expenses		7,997,409	8,559,856
NET SURPLUS/(DEFICIT)		0	0
NET SURPLUS/(DEFICIT) ALLOCATION			
Reserves		0	0
Accumulated surpluses/(deficits)		0	0
Net surplus/(deficit) allocation		0	0

NAGSMO – Cash Flow Statement (Indirect Method)
for the year ended 31 December 2019
(all amounts in Euro)

	Notes	Current Year	Prior Year
	ANNEX D	2019	2018
CASH FLOW FROM OPERATING ACTIVITIES			
Cash flow from operating and other activities			
Net surplus/(deficit)		0	0
Total cash flow from operating and other activities		0	0
Decrease/(increase) Current assets			
Decr./(incr.) Other current assets and prepayments		4,102	(17,609)
Decr./(incr.) Receivables		33,422,696	(43,846,613)
Total decrease/(increase) Current assets		33,426,797	(43,864,221)
Increase/(decrease) Current liabilities			
Incr./(decr.) Short term provisions		(11,802)	22,797
Incr./(decr.) Other current liabilities		810,177	(141,901,456)
Incr./(decr.) Payables		(1,364,582)	611,327
Incr./(decr.) Advances and deferred revenue		(55,399,214)	134,982,994
Total increase/(decrease) Current liabilities		(55,965,420)	(6,284,337)
NET CASH FLOW FROM OPERATING ACTIVITIES		(22,538,622)	(50,148,559)
NET CASH FLOW FROM INVESTING ACTIVITIES		0	0
NET CASH FLOW FROM FINANCING ACTIVITIES		0	0
NET INCREASE/(DECREASE) CASH AND CASH EQUIVALENTS		(22,538,622)	(50,148,559)
CASH AND CASH EQUIVALENTS AT BEGINNING OF PERIOD		276,334,169	326,482,728
CASH AND CASH EQUIVALENTS AT END OF PERIOD		253,795,547	276,334,169

**NAGSMO – Statement of Changes in Net Assets/Equity
for the year ended 31 December 2019
(all amounts in Euro)**

BALANCE AT 31-DECEMBER-2018	0
Net surplus for the period	0
BALANCE AT 31-DECEMBER-2019	0
NET CHANGE IN ASSETS/EQUITY (OPERATING FUND) FOR THE YEAR ENDED 31-DECEMBER-2019	0

NAGSMO Budget Execution Statement - Administrative Budget
for the year ended 31 December 2019
(All amounts in Euro)

	Notes		Initial Authorisation	Mid-year Review (MYR)	Final Approval - MYR	Transfers	Final Authorisation	Net Commitment	Expenses*	Total	Carry Forward	Lapsed
	ANNEX E											
Personnel												
2018 - Personnel	E02	0	0	0	0	0	0	0	-3,887	-3,887	0	3,887
2019 - Personnel	E03	8,321,766	0	8,321,766	-125,826	8,195,940	0	0	6,346,424	6,346,424	0	1,849,516
Total Personnel		8,321,766	0	8,321,766	-125,826	8,195,940	0	0	6,342,537	6,342,537	0	1,853,403
Contractual supplies and services												
2017 - Contractual supplies and services		0	0	0	0	0	0	0	-62	-62	0	62
2018 - Contractual supplies and services	E04	0	0	0	0	0	0	0	-63,306	-63,306	0	63,306
2019 - Contractual supplies and services	E05	3,391,000	0	3,391,000	125,826	3,516,826	0	0	1,730,042	1,730,042	0	1,786,784
Total Contractual supplies and services		3,391,000	0	3,391,000	125,826	3,516,826	0	0	1,666,674	1,666,674	0	1,850,152
Capital and investment budgeting												
2018 - Capital and investment budgeting		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2019 - Capital and investment budgeting	E06	5,000	0	5,000		5,000	0	0	0	0	0	5,000
Total Capital and investment budgeting		5,000	0	5,000	0	5,000	0	0	0	0	0	5,000
Budget contingencies												
2018- Budget contingencies		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2019 - Budget contingencies	E07	200,000	0	200,000		200,000	0	0	0	0	0	200,000
Total Budget contingencies		200,000	0	200,000	0	200,000	0	0	0	0	0	200,000
TOTAL BUDGET EXECUTION		11,917,766	0	11,917,766	0	11,917,766	0	0	8,009,211	8,009,211	0	3,908,555

Note: Negative amounts in Expenses include the impact of reversal of unspent accruals from previous periods.

NAGSMO Budget Execution Statement - Operational Budget Total
for the year ended 31 December 2019
(All amounts in Euro equivalent)

Notes	Initial Authorisation	Transfers Effected	Revised Budget Authorisation	Mid Year - Review (MYR)*	Final Approval - MYR	Budget transfers approved by BoD**	Transfers	Final Authorisation	Net Commitment	Actual Expenses	Total Spend	Carry Forward	Lapsed
Annex F													
AGS Core System Procurement													
2014 - AGS Core System Procurement	1,078,178	0	1,078,178	0	1,078,178	0	0	1,078,178	0	1,078,178	1,078,178	0	0
2015 - AGS Core System Procurement	1,000,956	0	1,000,956	0	1,000,956	0	1,000,956	1,000,956	518	1,000,438	1,000,956	518	0
2016 - AGS Core System Procurement	393,524	0	393,524	0	393,524	0	393,524	393,524	170,800	-948	169,853	170,800	223,671
2017 - AGS Core System Procurement	1,705,416	0	1,705,416	0	1,705,416	0	1,705,416	1,705,416	144,635	1,537,147	1,681,782	144,635	23,634
2018 - AGS Core System Procurement	114,223,014	0	114,223,014	0	114,223,014	0	114,223,014	114,223,014	22,541,989	75,265,050	97,807,039	22,541,989	16,415,975
2019 - AGS Core System Procurement	187,039,937	24,710,309	211,750,245	11,485,317	223,235,562	-14,228,490	209,007,072	209,007,072	154,824,492	52,245,634	207,070,126	154,824,492	1,936,946
TOTAL AGS Core System Procurement	305,441,024	24,710,309	330,151,332	11,485,317	341,636,649	-14,228,490	326,329,981	327,408,159	177,682,434	131,125,500	308,807,933	177,682,434	18,600,226

Note: * At MYR 2019, the 2019 Operational Budget was increased to include Contract Amendment 0026 to the AGS Core Contract with NGISSII.

** Transfers effected after the Mid-Year review include the special carry forwards of uncommitted appropriations from the 2019 NAGSMA Operational Budget to the 2020 NAGSMA Operational Budget, approved by BoD on 7 January 2020 (NAGSMO/BOD/D/2019/0028-AS1)

NAGSMO Budget Execution Statement - Operational Budget (EUR part)
for the year ended 31 December 2019
All amounts in Euro

Notes Annex F	Initial Authorisation	Transfers Effected	Revised Budget Authorisation	Mid Year - Review (MYR)	Final Approval - MYR	Transfers	Final Authorisation	Net Commitment	Expenses	Total Spend	Carry Forward	Lapsed*
BL 6604011				MYR			FA					
System Design, Development and Qualification												
2016 - System Design, Development and Qualification	1,000,000	0	1,000,000	0	1,000,000	0	1,000,000	0	1,000,000	1,000,000	0	0
2018 - System Design, Development and Qualification	2,640,000	0	2,640,000	0	2,640,000	0	2,640,000	100,000	0	100,000	100,000	2,540,000
2019 - System Design, Development and Qualification	20,464,648	117,226	20,581,874	0	20,581,874	2,540,000	23,121,874	20,180,479	2,941,395	23,121,874	20,180,479	0
Total System Design, Development and Qualification	24,104,648	117,226	24,221,874	0	24,221,874	2,540,000	26,761,874	20,280,479	3,941,395	24,221,874	20,280,479	2,540,000
Production												
2018 - Production	5,743,020	0	5,743,020	0	5,743,020	0	5,743,020	1,474,166	1,780,395	3,254,561	1,474,166	2,488,459
2019 - Production	18,879,753	1	18,879,754	0	18,879,754	2,488,459	21,368,213	19,576,091	1,792,122	21,368,213	19,576,091	0
Total Production	24,622,773	1	24,622,774	0	24,622,774	2,488,459	27,111,233	21,050,257	3,572,517	24,622,774	21,050,257	2,488,459
Management Reserve												
2016 - Management Reserve	169,853	0	169,853	0	169,853	0	169,853	170,800	-948	169,853	170,800	0
2017 - Management Reserve	660,829	0	660,829	0	660,829	0	660,829	86,189	574,640	660,829	86,189	0
2018 - Management Reserve	361,528	0	361,528	0	361,528	0	361,528	254,564	100,374	354,937	254,564	6,591
2019 - Management Reserve	341,112	4,079,898	4,421,010	1,301,702	5,722,712	-5,221,003	501,709	370,090	131,619	501,709	370,090	0
Total Management Reserve	1,533,322	4,079,898	5,613,220	1,301,702	6,914,922	-5,221,003	1,693,919	881,643	805,685	1,657,328	881,643	6,591
CAFEX												
2016 - CAFEX	1,156	0	1,156	0	1,156	0	1,156	0	0	0	0	1,156
2017 - CAFEX	23,634	0	23,634	0	23,634	0	23,634	0	0	0	0	23,634
2018 - CAFEX	148,522	0	148,522	0	148,522	0	148,522	2,425	22,554	24,979	2,425	123,543
2019 - CAFEX	4,480,237	950,000	5,430,237	1,931,678	7,361,915	-327,292	7,034,623	902,301	5,879,822	6,782,123	902,301	252,500
Total CAFEX	4,653,549	950,000	5,603,549	1,931,678	7,555,228	-327,292	7,207,935	904,726	5,902,376	6,807,102	904,726	400,833
ISS												
2017 - ISS	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2018 - ISS	7,680,152	0	7,680,152	0	7,680,152	0	7,680,152	6,632,519	1,047,633	7,680,152	6,632,519	0
2019 - ISS	806,692	14,100,000	14,906,692	-6,700,000	8,206,692	-6,280,000	1,926,692	1,226,692	700,000	1,926,692	1,226,692	0
Total ISS	8,486,844	14,100,000	22,586,844	-6,700,000	15,886,843	-6,280,000	9,606,844	7,859,210	1,747,633	9,606,843	7,859,210	0
ATR / ATID												
2019 - ATR / ATID	0	3,740,000	3,740,000	2,330,000	6,070,000	0	6,070,000	0	6,070,000	6,070,000	0	0
Total ATR / ATID	0	3,740,000	3,740,000	2,330,000	6,070,000	0	6,070,000	0	6,070,000	6,070,000	0	0
T CB												
2017 - TSEC, CSOP & Battle Lab. Capability	153,542	0	153,542	0	153,542	0	153,542	58,446	95,096	153,542	58,446	0
2018 - TSEC, CSOP & Battle Lab. Capability	7,117,645	0	7,117,645	0	7,117,645	0	7,117,645	39,372	7,078,273	7,117,645	39,372	0
2019 - TSEC, CSOP & Battle Lab. Capability	18,710,127	6,071,362	24,781,489	-1,674,476	23,107,013	-1,043,541	22,063,472	16,099,867	5,911,924	22,011,792	16,099,867	51,680
Total TCB	25,981,314	6,071,362	32,052,676	-1,674,476	30,787,200	-1,043,541	29,334,559	16,197,686	13,085,293	29,282,979	16,197,686	51,680
	89,382,450	29,058,487	118,440,937	-2,811,096	115,629,841	-7,843,377	107,786,464	67,174,002	35,124,898	102,298,900	67,174,002	5,487,564

Note: Transfers effected after the Mid-Year review include the special carry forwards of uncommitted appropriations from the 2019 NAGSMA Operational Budget to the 2020 NAGSMA Operational Budget approved by BoD on 7 January 2020 (NAGSMO/BOD/D/2019/0028-AS1)

NAGSMO Budget Execution Statement - Operational Budget (USD part)
for the year ended 31 December 2019
All amounts in USD

Notes	Initial Authorisation	Transfers Effected	Revised Budget Authorisation	Mid Year - Review (MYR)	Final Approval - MYR	Transfers Effected*	Final Authorisation	Net Commitment	Expenses	Total Spend	Carry Forward	Lapsed
Annex F												
BL 6604010							FA					
System Design, Development and Qualification												
2018 - System Design, Development and Qualification	59,909,581	0	59,909,581	0	59,909,581	0	59,909,581	3,109,181	44,673,504	47,782,685	3,109,181	12,126,896
2019 - System Design, Development and Qualification	39,869,165	0	39,869,165	9,805,762	49,674,927	12,126,896	61,801,823	46,667,997	15,133,826	61,801,823	46,667,997	0
Total System Design, Development and Qualification	100,960,752	0	100,960,752	9,805,762	110,766,514	12,126,896	122,893,410	49,777,178	60,989,336	110,766,514	49,777,178	12,126,896
Production												
2018 - Production	19,492,737	0	19,492,737	0	19,492,737	0	19,492,737	7,673,765	11,818,972	19,492,737	7,673,765	0
2019 - Production	51,590,609	0	51,590,609	0	51,590,609	2,852,048	54,442,657	45,982,984	8,449,673	54,442,657	45,982,984	0
Total Production	71,083,346	0	71,083,346	0	71,083,346	2,852,048	73,935,394	53,666,749	20,268,645	73,935,394	53,666,749	0
Management Reserve												
2017 - Management Reserve	950,943	0	950,943	0	950,943	0	950,943	0	950,943	950,943	0	0
2018 - Management Reserve	1,220,127	0	1,220,127	0	1,220,127	0	1,220,127	0	1,005,556	1,005,556	0	214,571
2019 - Management Reserve	6,766,908	-4,766,908	2,000,000	15,026,896	17,026,896	-16,076,896	950,000	0	0	0	0	950,000
Total Management Reserve	8,937,978	-4,766,908	4,171,070	15,026,896	19,197,966	-16,076,896	3,121,070	0	1,956,499	1,956,499	0	1,164,571
CAFEX												
2015 - CAFEX	1,048	0	1,048	0	1,048	0	1,048	568	480	1,048	568	0
2016 - CAFEX	243,943	0	243,943	0	243,943	0	243,943	0	0	0	0	243,943
2018 - CAFEX	8,500,000	0	8,500,000	0	8,500,000	0	8,500,000	0	8,500,000	8,500,000	0	0
2019 - CAFEX	10,000	0	10,000	840,500	850,500	0	850,500	0	10,500	10,500	0	840,000
Total CAFEX	8,754,991	0	8,754,991	840,500	9,595,491	0	9,595,491	568	8,510,980	8,511,548	568	1,083,943
IISS												
2018 - IISS	10,127,947	0	10,127,947	0	10,127,947	0	10,127,947	4,607,947	5,520,000	10,127,947	4,607,947	0
2019 - IISS	37,000,000	0	37,000,000	-10,000,000	27,000,000	-5,902,048	21,097,952	13,097,952	8,000,000	21,097,952	13,097,952	0
Total IISS	47,127,947	0	47,127,947	-10,000,000	37,127,947	-5,902,048	31,225,899	17,705,899	13,520,000	31,225,899	17,705,899	0
TOTAL BUDGET EXECUTION	236,865,014	-4,766,908	232,098,106	15,673,158	247,771,264	-7,000,000	240,771,264	121,150,394	105,245,459	226,395,853	121,150,394	14,375,410

Note: Transfers effected after the Mid-Year review include the special carry forwards of uncommitted appropriations from the 2019 NAGSMA Operational Budget to the 2020 NAGSMA Operational Budget that, approved by BoD on 7 January 2020 (NAGSMO/BOD/D/2019/0028-AS1)

Notes to the Financial Statements for the year ending 31 December 2019

Index Page

- A. Basis of Preparation and Accounting Policies
- B. Notes to the Statement of Financial Position
- C. Notes to the Statement of Financial Performance
- D. Notes to the Cash Flow Statement
- E. Notes to the Budget Execution Statement – Administrative Budget
- F. Notes to the Budget Execution Statement – Operational Budget
- G. General Notes to the Financial Statements

ANNEX A Basis of Preparation and Accounting Policies

A01 Basis of preparation

The financial statements of the NAGSMO, including NAGSMA being the executive body of the NATO Alliance Ground Surveillance Management Organisation (NAGSMO), have been prepared on the accrual basis of accounting in accordance with the International Public Sector Accounting Standards (IPSAS) and based on International Financial Reporting Standards (IFRS/IAS), as adopted by the North Atlantic Council (NAC) in 2002. In 2013 and in 2016, the NAC approved an adaptation to IPSAS to better suit the specific requirements of the Alliance and an associated NATO Accounting Framework.

The financial statements have been prepared in accordance with the NATO Accounting Framework, the NATO Financial Regulations (NFRs) and the Financial Rules and Procedures (FRPs) and the relevant entity directives and policies.

In accordance with Article 2.1 of the NFRs, the financial year at NAGSMA begins on 1 January and ends on 31 December of the year.

The NAGSMO financial statements have been prepared on a going concern basis. During the Lisbon Summit in 2010 the Heads of State and Government approved the consolidation and rationalisation of the functions and programmes of the 14 NATO agencies into three agencies and the reorganisation of the military commands. NAGSMA is recognized as the NATO Procurement, Logistics and Support Organisation (NPLSO) in the framework of NATO Agencies' Reform initiative.

These financial statements represent the consolidated activities of the NATO Alliance Ground Surveillance Management Organisation (NAGSMO) and its executive body NAGSMA.

NAGSMA's significant accounting policies are set out below. The accounting policies have been applied consistently to all periods presented.

A02 Use of estimates

In accordance with IPSAS and generally accepted accounting principles, the financial statements necessarily include amounts based on estimates and assumptions by management, based on historical experience as well as the most reliable information available, judgement and assumptions. Estimates include accrued revenue and expenses. The majority of goods and services are provided by third parties and other NATO entities; therefore, accrued expenses and the related revenue recognition are based on estimates. By nature, these estimates are subject to measurement uncertainty. Actual results could differ from those estimates. Changes in estimates are reflected in the period in which they become known.

A03 Significant Accounting Policies

Accounting as a Procurement Agent

IPSAS draws a distinction between transactions that an entity undertakes on its own behalf (principal) and those on behalf of others (agent). The distinction is whether the economic benefits arising from the procurement effort accrue to the entity or to the extent that a fee may be levied for providing an agency service.

Agency activities are those activities carried out by the reporting entity, but which are not its own activities. Where an entity undertakes agency activities, it is identified as the agent in relation to those activities.

NAGSMA is considered as a procurement agent in respect of its operations since:

- It was created for the sole purpose of procuring the AGS Core System on behalf of the AGS Participating Nations;
- It does not bear any inventory risk before or after the customer order;
- It does not bear the credit risk for the amounts receivable from the customer;
- It does carry out acceptance of goods and services on behalf of Nations/NATO;
- It does not receive a fixed fee per transaction or a stated percentage of the amount billed, as it is reimbursed for the running costs of the Agency via the Administrative Budget.

NAGSMA provides contract administration function to NAGSMO. NAGSMA acts as an agent in accordance with a mandate set by the NAGSMO Participating Nations in the PMOU, which defines the role of the Agency in the procurement of a NATO owned and operated core AGS capability. NAGSMO is as well considered an Agent in respect of its operations, as a subsidiary body of NATO, with the sole objective to procure the AGS Core which will be owned, controlled and operated by the 29 Nations of NATO. NAGSMO and its executive body NAGSMA do not have and will not have control in the future of the assets procured as per the criteria in the NATO Accounting Framework. Transactions are treated accordingly in the NAGSMO Financial Statements.

Foreign Currency Translation

The functional and reporting currency of NAGSMA is the EUR. Transactions in currencies other than EUR are translated into EUR at the prevailing NATO rates of exchange at the time of transaction. Monetary assets and liabilities denominated in currencies other than EUR are translated into EUR at the prevailing NATO year-end closing rate. Resulting foreign exchange unrealised gains and losses are recognised as Advances from Nations. Realised exchange differences are recognised as Payables to Nations in the Statement of Financial Position.

Financial Instruments

Financial instruments are recognised at the contract date and initially measured at fair value. Their subsequent measurement depends on their classification. Loans and receivables and

other liabilities are not re-valued (except for changes in exchange rates). Financial instruments are not recognised on expiry or when all contractual rights and obligations are transferred.

Management is aware of the risks associated with financial instruments and is bound by NAGSMO's Financial Rules and Procedures to keep these risks very low. NAGSMA uses only non-derivative financial instruments as part of its normal operations, such as bank accounts, deposit accounts.

Currency risk: To limit the exposure to foreign currency exchange risk, NAGSMA is forecasting the yearly expected expenditures in foreign currencies. In order to have the required funding, NAGSMA asks the Participating Nations to provide their contributions in the necessary currencies.

Liquidity risk: The liquidity risk is based on the assessment of whether the organisation will encounter difficulties in meeting its obligation associated with financial liabilities. There is a very limited exposure to liquidity risk because of the budget funding mechanism that guarantees contributions for the total approved budget. The accuracy of forecasts that result in the calls for contributions as well as the delay in payment represents the main liquidity risks. There is a clause in the NAGSMO FMPD-FRP art. 28 Contributions, that deals with unpaid contributions giving the Agency the authority to determine the appropriate course of action in case of a delay or a non-payment and the financial consequences of such, borne by the Participating Nation.

Credit Risk: There is a very limited credit risk as the contributing Nations generally have a high credit rating. NAGSMA uses three banks to deposit its cash holdings. UniCredit S.p.A. bank was selected after a competitive review and approved as a service bank for NAGSMA by the BoD in February 2019 in order to avoid negative interests on EUR holdings charged by other banks. UniCredit bank is a SIFI bank – subject to stricter regulations and supervision by the European Central Bank. The credit ratings of the banks used by NAGSMA are as follows:

DNB Bank ASA: AA- (S&P)

Banque et Caisse d'Épargne de l'État: AA+ (S&P)

UniCredit S.p.A. : BBB (S&P)

Cash and Cash Equivalents

Cash and cash equivalents includes cash held with the bank in current and savings accounts.

Receivables

Receivables are stated at net realisable value, after provision for doubtful and uncollectible debts. No allowance for loss is recorded with respect to Member States' assessed contributions receivable except for exceptional and agreed technical reasons.



Other Current Assets and Prepayments

Other current assets include prepayments which are payments in advance of the period to which it pertains as well as bank interest receivable at year-end.

Payables

Payables are amounts due to third parties based on goods received or services provided that remain unpaid. This includes an estimate of accrued obligation to third parties for goods and services received but not yet invoiced.

Advances and Deferred Revenue

Advances are contributions called or received related to future years' budgets. Advances include future budget funding.

Deferred revenue represents contributions from Nations and/or third parties that have been called for current or prior years' budgets but that have not yet been recognised as revenue. Funds are called in advance of their need because the entity has no capital that would allow it to pre-finance any of its activities.

Provisions and Contingent Liabilities

Provisions are recognised when NAGSMA has a present obligation as a result of a past event, and it is probable that NAGSMA will be required to settle that obligation. Provisions are measured at the General Manager's best estimate of the expenditure required to settle the obligation at the date of the statement of financial position, and are discounted to present value where the effect is material.

Other commitments, which do not meet the recognition criteria for liabilities, are disclosed in the notes to the financial statements as contingent liabilities when their existence will be confirmed only by the occurrence or non-occurrence of one or more uncertain future events which are not wholly within the control of NAGSMA.

Budget Execution Statement

The Board of Directors approves the annual budgets which include budgeted amounts for the administration of the Agency and Programme costs. Budgets may be subsequently amended by the Board of Directors or through the exercise of delegated authority. The budget execution statement provides a comparison of budgeted and actual amounts calculated on accrual basis.

Revenue and Expense Recognition

Revenue comprises contributions from Participating Nations to fund the entity's budgets. Revenue is recognised to the extent that it is probable that the economic benefits will flow to the entity and the revenue can be measured reliably. Where a transfer is subject to conditions that, if unfulfilled, require the return of the transferred resources, NAGSMA recognises a liability until the condition is fulfilled.



Revenue for the Administrative Budget

Contributions to the budget are initially recorded as advances from nations. They are recognised as revenue in the statement of financial performance when such contributions are used for their intended purpose as envisioned in its approved budget.

Interest

Interest receivable is credited as payables to Participating Nations in the statement of financial position.

Representation Allowance

As from 1 June 2013, a summary of the operations related to the Representation Allowance is included in the Financial Statements. Transactions occurring in respect of Representation Allowance are expensed in the period to which they relate, and were paid directly from payroll or reimbursed.

*Post-employment benefits**Defined Contribution Plans*

NAGSMA employees are members of the NATO-wide Defined Contribution Pension Scheme (DCPS). The assets of the plans are held separately from those of NAGSMA in funds under the control of trustees. NAGSMA is required to contribute a specified percentage of payroll costs to the DCPS to fund the benefits. Payments to the DCPS are recognised as an expense when employees have rendered service entitling them to the contributions. The only obligation of NAGSMA with respect to the DCPS is to make the specified contributions.

Defined Benefit Plans

NAGSMA employees who have joined NATO before 1 July 2005 are members of the NATO Coordinated Pension Scheme which is a funded defined benefit plan. Under the plans and upon completion of 10 years employment with NATO, the employees are entitled to retirement benefits of 2% per year of service of final basic salary on attainment of a retirement age of 65. No other post-retirement benefits are provided to these employees. Staff members whose length of service is not sufficient to entitle them to a retirement pension are eligible for a leaving allowance. The assets and liability for NATO's Defined Benefit Plan are accounted for centrally at NATO Headquarters and therefore are not recognised in these financial statements.

ANNEX B Notes to the Statement of Financial Position

Notes Reference	Current Year	Prior Year
	31-Dec-19	31-Dec-18
The Statement of Financial Position details the assets and liabilities of NAGSMA as of 31 December.		
B01 Cash and cash equivalents	253,795,547	276,334,169
Cash and Cash equivalents are short-term liquid assets. NAGSMA operates highly reliable and interest bearing bank accounts in EUR and USD currencies.		
B02 Short-term investments	0	0
Short-term investments are bank deposits maturing in less than 3 months.		
B03 Receivables	21,394,354	54,817,049
Accounts receivable are kept in separate sub-ledgers that provide detailed insight into the outstanding calls for contribution and provide accurate and up-to-date cash forecast information. The receivables as of 31 December 2019 are primarily outstanding calls for contributions towards the Administrative Budget 2019 and the Operational Budget 2019 which have not yet past their due date.		
B04 Other current assets and prepayments	157,906	162,007
Other current assets match provisions for annual leave entitlements accrued but untaken at year-end as well as a short-term loan for an employee.		
B05 Payables	642,690	2,007,272
These short-term payables are accruals for goods and services received in 2019 such as consulting contracts, communication, travel and personnel related invoices.		



B06	Advances and deferred revenue	253,635,373	309,034,587
	Advances from NATO entities	462,064	1,319,696
	Advances from Nations	75,490,876	151,905,272
	Deferred revenue	177,682,433	155,809,619

Advances from NATO entities relate to NSIP contribution provided through NSPA for ALIS implementation, which is co-funded by NAGSMA.

Advances from Nations are funds called and/or received from Nations in respect of 2020 Administrative and Operational Budgets and unrealised exchange rate gains and losses. Advances include future budget funding as well as the cumulative effect of unrealised foreign exchange impact over the periods.

Deferred revenue comprises unspent funding from prior periods.

B07	Short-term provisions	150,206	162,007
------------	------------------------------	----------------	----------------

The provision includes annual leave entitlements accrued matched with Other current assets and prepayments.

Balance at 1 January 2019	162,007
Provision decrease	-11,801
Balance at 31 December 2019	150,206

B08	Other current liabilities	20,919,537	20,109,360
------------	----------------------------------	-------------------	-------------------

Other payables mainly include lapsed credits 2019 and the 2019 financial result that will have to be refunded upon national decision.

B09	Contingent Liabilities		
------------	-------------------------------	--	--

On 16 August 2019, NAGSMA received a notification from the NATO Administrative Tribunal where a decision taken on the suspension of a NAGSMA staff member was contested. The case will be resolved with a decision by the Tribunal. Moreover, NAGSMA made a decision on February 2020 on the termination of the staff member's employment contract on disciplinary offenses' grounds, which potentially will be also subject to an appeal at the Tribunal. The costs in case of materialization of a contingent liability will be borne by NAGSMO Nations.



ANNEX C Notes to the Statement of Financial Performance

Notes Reference	Current Year	Prior Year	
	2019	2018	
The Statement of Financial Performance details the revenue and expenses that NAGSMA incurred during the year ending 31 December.			
C01	Revenue from non-exchange transactions	7,997,409	8,559,856
Revenue represents funding from Nations for expenses incurred during the financial year.			
C02	Personnel	6,330,735	6,510,239
Personnel costs are for staff members hired under the NATO Civilian Personnel Regulations as well as for consultants and contractors.			
The figures represent the costs of personnel including basic salary, allowances, insurance and pension plan contributions.			
NAGSMA had 32 staff members at the year-end 2019 (2018: 38 staff members).			
The breakdown of wages, salaries and employee benefits is as follows:			
	Year ended 31/12/19	Year ended 31/12/18	
	EUR	EUR	
Employee benefits expense, consultants and contractors	5,924,344	6,032,595	
Post-employment benefits			
for defined contribution pension scheme	418,193	454,847	
for defined benefit pension scheme	0	0	
Termination benefits	0	0	
Provision for annual leave entitlements accrued	-11,802	22,796	
Total employee benefits expense	6,330,735	6,510,239	
C03	Contractual supplies and services	1,666,674	2,049,617
Supplies and consumables are costs of goods and services used by NAGSMA associated with the general management and administrative activities under the SSA and SLA, such as information management, finance, human resources, building and facilities, security, travel expenses, etc. These costs are linked to the approved NAGSMA Staffing Plan. It also includes hospitality funds, communications services (i.e. telephones), and NATO Headquarters support (MOA).			

ANNEX D Notes to the Cash Flow Statement

The Cash Flow Statement is prepared using the indirect method.

The Cash Flow Statement summarises the cash movements in and out of the Agency during the financial year.

ANNEX E Notes to the Budget Execution Statement – Administrative Budget

The Administrative Budget is prepared and presented using the accrual basis.

The classification basis adopted for the Administrative Budget is to show expenditure in three chapters for Personnel costs, Contractual supplies and services costs as well as Capital and Investment expenditure.

The actual expenses presented in the budget execution statement include accruals (expenses for goods and services delivered before the year-end but not yet invoiced) and therefore reconcile to the expenses in the statement of financial performance after excluding the reversal for the provision for annual leave entitlement (decrease of 11,802 EUR). The net commitments are those commitments for which a contractual obligation has been created before the year-end without the goods and services delivered before the year-end.

Personnel, E01 – E02

The expenses with regard to Personnel mainly covered basic salary, allowances, contributions to the employees' pension scheme and consultancy. Lapses are due to savings that were generated in basic salary and education allowance, following the lower personnel strength than what was approved in the NAGSMA staffing plan 2019.

Contractual supplies and services, E03 – E04

The commitments and expenditures as regards Contractual Supplies and Services were mainly related to travel for duty and telecommunication services.

Capital and investment budgeting, E05

Expenditures incurred with regard to Capital and investment budgeting are to provide for business equipment and software not provided by NCI Agency via the Service Support Agreement.

Budget contingencies, E06

Lapses are due to unused budget contingencies.

ANNEX F Notes to the Budget Execution Statement – Operational Budget

The accounting basis used in preparation and presentation of the Operational Budget is the same as the one used in the financial statements, the accrual basis for recording of the actual expenditures. Due to the Agency's role as an agent acting with no control over the assets being procured, it is not accounting for the operational budget expenditures as an asset under construction. Rather, it is expected that NSPA will account for the AGS Core System once the system will be transitioned to them.

The classification basis adopted for the Operational Budget is to show expenditure for AGS Core System Procurement.

The exchange rate used to translate the USD portion of expenditure to the presentation currency EUR in the Operational Budget Total table is the official NATO rate applicable as at 31 December 2019 of 1.0963.

The Operational Budget is presented to Participating Nations in two currencies, EUR and USD. The Budget Execution Statements by currency show the Budget's net commitments, expenditures and lapses by sub-categories, as presented to and approved by Participating Nations.

System Design, Development and Qualification

The AGS Core System Design, Development and Qualification covers the design and development for the AGS Core System. The Budget includes provisions for milestones which cover: Programme Design Review of the AGS Core System in accordance with the mandatory TRD requirements; Technical Interchange Meetings; the beginning of Critical Design Review and Working Group meetings and Programme design reviews.

Production

Contractual milestones under the production sub-category are related to production progress payments and advance procurement authority to meet the contract timeline for production of deliverable SSS items and related placement of purchase orders for long-lead-time items. Long lead items include parts, components, equipment and sub-assemblies that must be ordered by the Contractor well in advance of actual final assembly such as the structural carbon fibre and metal components, nacelles, communication equipment, navigation equipment.

I/ISS

I/ISS includes NGISSII's effort for Initial In-Service Support as Part 6 of the AGS Core Contract and includes sustaining services for a period of 15 months starting at SLPV of the AGS Core Contract. This budget line also includes payments for the NATO Alliance Logistics Information System contract. It covers the Test Readiness Review of Final Operational Capability (FOC), System and Factory Acceptance training and the Final System Acceptance. Two milestones

have been paid for in 2019, with the remaining funds carried forward to 2020 due to delays in the programme.

Management Reserve

The Management Reserve was used to provide financial coverage for Phase 2 of Terma contract related to the ATR/ATID capability, I-ISS procurement based on Work Order signed with NGISSII later in October 2019, Italy's Non-Financial Contribution as well as for the impact of Core Contract Amendment 26, where a number of milestones committed in 2018 were lapsed and shifted to 2019 instead.

CAFX

Funds to provide items for the Prime Contractor in accordance with Contracting Authority Furnished Property. Commitments and expenditures for the NCI Agency were for the NATO CIS support to the AGS programme. CAFX funds were also used to pay for SMARF Re-use, Support and Sustainment Security services provided by Kongsberg based on NAGSMA-CON-0025, NATO AGS Backup SMARF Hardware Configuration Items (HWCI)s provided by Exence, support of MP-RTIP and Integrated Mission Management Computer (IMMC) maintenance during IISS, repair/shipping of COMSEC equipment from NSPA storage to their final destination to Sigonella AB Italy as well as additional furniture items for prefabricated containers in MOB Sigonella.

ATR/ATID

Danish funds committed and expensed for contractual milestones for the acquisition of the NATO AGS Automatic Target Recognition/ Automatic Target Identification Capability Development & Integration Phase II.

TCB

Expenditures comprised milestones for CMR3 & CMR4, SDR, CDR and Site acceptance related to Battle Laboratory capabilities provided by Exence and ITWL.

Carry Forwards

In December 2019 the NAGSMO Finance Committee provided an exceptional extension of the carry forward of 2015, 2016 and 2017 commitments to be expensed in 2020. The exceptional carry forward of funds was requested for commitments mainly related to the Italian Non-Financial Contributions, Collaborative Environment as well as Foreign military sales.

Carry forwards from 2018 are primarily related to IISS support to be provided by Leonardo as well as 7 NGISSII milestones related to Factory Acceptance of AVMCs, completion of Mission Crew Trainer & UAV Pilot Trainer & Training Management System (TMS) and Test Team Training.

Carry forwards from 2019 mainly relate to remaining outstanding AGS Core Contract milestones, I-ISS related milestones as well as remaining Battle-Lab and CSOP milestones.

The Table below represents the cumulative NAGSMA Operational budget per year from 2012 to 2019 expended, carried forward and lapsed in two currencies EUR and USD.

In 2019, some of the milestones have been re-planned as part of the Amendment 0026 to complete the remainder of the program. As a result 3 milestones initially planned for completion in 2018 have been moved to 2019. The corresponding funds carry forward from 2018 have been lapsed and added to the Operational Budget 2019 as a part of Mid-Year Review exercise. The Amendment has impacted SDDQ, Production and MR.

The Budgets are presented below by currency showing the actual expenditures, carry forwards and lapses as of the 31.12.2019.

NAGSMA Operational Budget EUR

	Budget	Actual Expenses	Carry Forward	Lapsed
2012	107,086,412	107,086,412	0	0
2013	137,794,865	137,794,865	0	0
2014	122,977,865	117,257,630	0	5,720,236
2015	109,014,294	91,671,063	0	17,343,231
2016	63,924,048	12,590,190	170,800	51,163,058
2017	34,822,414	9,312,331	144,635	25,365,447
2018	42,137,943	24,898,599	8,503,046	8,736,298
2019	82,095,181	23,426,882	58,355,520	304,181
Total	699,853,023	524,037,971	67,174,002	108,632,451

NAGSMA Operational Budget USD

	Budget	Actual Expenses	Carry Forward	Lapsed
2012	204,865,340	204,865,340	0	0
2013	238,445,262	238,445,262	0	0
2014	373,468,465	365,689,392	0	7,779,073
2015	169,456,878	104,644,827	568	64,811,483
2016	193,990,813	51,246,428	0	142,744,385
2017	103,520,795	86,303,846	0	17,216,949
2018	157,284,201	125,991,933	15,390,893	15,901,375
2019	139,142,933	31,593,998	105,758,933	1,790,001
Total	1,580,174,687	1,208,781,026	121,150,394	250,243,268

Note to the table:

The Carry Forwards from the Financial Statements 2014-2018 which have been expended in 2019 have been added to the Actual Expenses of 2014-2018 respectively.

ANNEX G General Notes to the Financial Statements

G01 Related Party Disclosures

NAGSMO and NAGSMA have related party relationships with the Members of the NAGSMO Board of Directors and a number of other NATO bodies.

Transactions with NATO bodies

	Current Year 2019	Prior Year 2018
	EUR	EUR
NATO Communications and Information Agency	1,523,431	2,148,977
NATO Support and Procurement Agency	8,432,857	8,172
NATO International Staff	250,310	279,892
SHAPE	475	0
NATO School	900	0
	10,207,973	2,437,041

In 2019, the NCI Agency provided administrative services for NAGSMA under the Support Services and Service Level Agreements.

NSPA provided support of MP-RTIP and Integrated Mission Management Computer (IMMC) maintenance during IISS, logistics support services as well as Technical Engineering Services support.

NATO IS provided operating, Human Resources, administrative, medical and telephone services for NAGSMA.

SHAPE, the NATO School and NATO IS provided NAGSMA with training support in 2019.

Compensation of key management personnel

The remuneration of Directors and other members of key management personnel (NATO civilian grade A5 and above) is determined by the NATO salary scales and was as follows during the year:

	Current Year 2019	Prior Year 2018
	EUR	EUR
Basic salaries	599,252	642,942
Allowances	125,503	111,494
Post-employment benefits	81,564	86,313
Employer's contribution to Insurance	70,967	77,057
	877,286	917,806

The compensation of key management personnel in 2019 is lower than the previous year due to an A5 vacancy that was filled in on 1 August 2019.

	Current Year 2019	Prior Year 2018
Number of individuals at year-end on a full time equivalent basis		
General Manager	1	1
Programme Manager	1	1
Key management personnel	3	3
	5	5

G02 Representation Allowance

The purpose of the Representation Allowance is to help meet the reasonable representational expenses of certain designated high level officials of the Agency whose positions entail responsibility for establishing and maintaining relationships of value with individuals or groups external to NATO.

As from 1 June 2013, a new procedure is in place in respect of Representation Allowance; as all recipients are now reimbursed permitted expenses within the limits of their individual Representation Allowance allocation. All representation allowance disbursements for the 2019 reporting period were administered by the Agency in in line with the guidelines which apply to the use of the representation allowance as of 1 February 2017.

Expenditures	EUR
Rental Supplement	2,673
Functions	543
Total	3,216
 Entitlements	 EUR
Representation Allowance annual entitlement	10,692
<i>of which: Rental Supplement annual entitlement</i>	2,673
 Transactions	 EUR
Rental Supplement January-December	2,673
Dinners and Luncheons	543
Total	3,216

G03 Post balance sheet events

With the rapid development of the coronavirus disease 2019 (COVID-19) outbreak in the 1st quarter 2019, many countries have required entities to limit or suspend business operations and have implemented travel restrictions and quarantine measures. In March 2019 NATO also has taken preventive measures at its headquarters, based on guidance from the World Health Organization, to reduce the risk of the infection.

These measures include the temporary suspension of staff travel, conferences and meetings, encouraging staff to work from home, and the temporary suspension of group visits to NATO HQ in Brussels. Considering NATO has robust business continuity measures ensuring that the essential work continues, NAGSMA foresees the following key risks exposures as a result of the impact of COVID-19.

Interruptions of production and supply chain disruptions

Mid-March 2020, the contract with PITRADWAR & ITWL (Poland) was put on hold after the Polish Government decided to close its borders and take preventive measures. Considering

global responses to COVID-19 continue to rapidly evolve, a lot of uncertainty exists as regards the full extent and duration of possible interruptions of production and supply chain productions.

Unavailability of personnel and disruptions in business travel

Global restrictions rise as more and more countries close borders and take drastic steps to slow the spread of COVID-19. Accordingly, disruptions in business travel, including to the AGS Main Operating Base at Sigonella Air Base (Italy), the U.S. and European countries may possibly result in a slow down of the Test and Verification (T&V) phase (among others).

Looking ahead, the impact of COVID-19 on the global economy is expected to continue to evolve in a context of uncertainty, and may possibly result in further delays in the full programme completion.

G04 Approval of Financial Statements

The financial statements were approved by the Financial Controller and authorised to be issued on 16 March 2020.

PAGE LEFT INTENTIONALLY BLANK

PAGE LEFT INTENTIONALLY BLANK



NATO Alliance Ground Surveillance
Management Organisation
(NAGSMO)

NAGSMO
NATO Headquarters
1110 Brussels
Belgium



NORTH ATLANTIC TREATY ORGANIZATION
ORGANISATION DU TRAITÉ DE L'ATLANTIQUE NORD
INTERNATIONAL BOARD OF AUDITORS
COLLÈGE INTERNATIONAL DES AUDITEURS EXTERNES DE L'OTAN

NATO SANS CLASSIFICATION

IBA-A(2020)0076
21 août 2020

À : Secrétaire général
(À l'attention du Directeur du Cabinet)

Cc : Représentants permanents auprès de l'OTAN
Président du Comité directeur de l'Organisation de gestion OTAN pour la conception, le développement, la production et la logistique de l'hélicoptère OTAN (NAHEMO)
Directeur général de l'Agence de gestion OTAN pour la conception, le développement, la production et la logistique de l'hélicoptère OTAN (NAHEMA)
Directeur de la Division administrative de l'Agence de gestion OTAN pour la conception, le développement, la production et la logistique de l'hélicoptère OTAN (NAHEMA)
Président du Bureau de la planification et de la politique générale des ressources
Chef de la Branche Secrétariat et finances du Bureau OTAN des ressources
Bureau d'ordre du Cabinet

Objet : ***Opinion et lettre d'observations et de recommandations du Collège international des auditeurs externes de l'OTAN (IBAN) concernant la vérification des états financiers rectifiés de l'Organisation de gestion OTAN pour la conception, le développement, la production et la logistique de l'hélicoptère OTAN (NAHEMO) pour l'exercice clos le 31 décembre 2019 - IBA-AR(2020)0011***

Monsieur le secrétaire général,

Vous trouverez ci-joint l'opinion (annexe 2) et la lettre d'observations et de recommandations (annexe 3) de l'IBAN, ainsi qu'une note succincte à l'intention du Conseil (annexe 1).

L'IBAN a émis une opinion sans réserve sur les états financiers rectifiés de la NAHEMO ainsi que sur la conformité pour l'exercice 2019.

Veuillez agréer, Monsieur le Secrétaire général, l'assurance de ma haute considération.

Daniela Morgante
Présidente

Pièces jointes : voir ci-dessus

NATO SANS CLASSIFICATION

-1-

**Note succincte du Collège international des auditeurs externes de l'OTAN
à l'intention du Conseil sur la vérification des états financiers rectifiés
de l'Organisation de gestion OTAN pour la conception, le développement,
la production et la logistique de l'hélicoptère OTAN (NAHEMO)
pour l'exercice clos le 31 décembre 2019**

Le Collège international des auditeurs externes de l'OTAN (IBAN) a procédé à la vérification des états financiers rectifiés de l'Organisation de gestion OTAN pour la conception, le développement, la production et la logistique de l'hélicoptère OTAN (NAHEMO) pour l'exercice clos le 31 décembre 2019. La NAHEMO est un organisme subsidiaire de l'OTAN créé en vue de répondre aux besoins en hélicoptères de la France, de l'Allemagne, de l'Italie, des Pays-Bas, et de la Belgique. La NAHEMO est chapeautée par un comité directeur, composé des représentants des pays participants et chargé de la gestion globale du programme et de l'Agence (NAHEMA). L'Agence se trouve à Aix-en-Provence (France).

Pour 2019, les budgets opérationnel et administratif de la NAHEMO se sont élevés respectivement à 1,109 milliard et à 11,60 millions d'euros.

L'IBAN a émis une opinion sans réserve sur les états financiers rectifiés de la NAHEMO ainsi que sur la conformité pour l'exercice clos le 31 décembre 2019.

Au cours de l'audit, l'IBAN a formulé deux observations assorties de recommandations. Ses constatations sont présentées dans la lettre d'observations et de recommandations (annexe 3).

On trouvera ci-après un relevé des principales constatations de l'IBAN. À la suite de la rectification des états financiers reçue par l'IBAN le 25 juin 2020, ces constatations n'ont pas d'incidence sur l'opinion émise au sujet des états financiers et de la conformité.

1. Absence d'approbation préalable par le Comité directeur du budget opérationnel révisé.
2. Nécessité d'améliorer l'estimation du coût des phases du programme réalisées en 2019 avec le budget opérationnel, mais n'ayant pas donné lieu à des paiements en 2019.

L'IBAN a fait le point sur la suite donnée aux questions ayant fait l'objet d'observations et de recommandations lors de précédents audits. Il a constaté que trois questions avaient été traitées, dont une est rendue caduque par une observation portant sur l'exercice 2019, et que quatre questions étaient en cours de traitement.

L'opinion (annexe 2) et la lettre d'observations et de recommandations (annexe 3) ont été transmises à la NAHEMO, dont les commentaires ont ensuite été intégrés dans la lettre avec, le cas échéant, la position de l'IBAN à leur sujet (appendice à l'annexe 3).

21 août 2020

COLLÈGE INTERNATIONAL DES AUDITEURS EXTERNES DE L'OTAN

**OPINION SUR LES ÉTATS FINANCIERS RECTIFIÉS
DE L'ORGANISATION DE GESTION DE L'HÉLICOPTÈRE OTAN**

(NAHEMO)

POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 2019

**OPINION DE L'AUDITEUR EXTERNE
À L'INTENTION DU CONSEIL DE L'ATLANTIQUE NORD**

Vérification des états financiers rectifiés

Opinion sur les états financiers

Le Collège international des auditeurs externes de l'OTAN (IBAN) a procédé à la vérification des états financiers rectifiés de l'Organisation de gestion de l'hélicoptère OTAN (NAHEMO) portant sur la période de 12 mois ayant pris fin le 31 décembre 2019. Diffusés sous la cote NH/ADM/ACC-1/03004/2020 et soumis à l'IBAN le 25 juin 2020 ces états financiers se composent de l'état de la situation financière au 31 décembre 2019, de l'état de la performance financière, de l'état des variations de l'actif net/situation nette et du tableau des flux de trésorerie pour la période de 12 mois ayant pris fin le 31 décembre 2019, ainsi que d'un résumé des méthodes comptables importantes et d'autres notes explicatives. Ils contiennent en outre une annexe sur l'état de l'exécution du budget portant sur la période de 12 mois ayant pris fin le 31 décembre 2019.

L'opinion de l'IBAN est que les états financiers rectifiés donnent une image fidèle et exacte de la situation financière de la NAHEMO au 31 décembre 2019 ainsi que de sa performance financière, de ses flux de trésorerie et de l'exécution du budget pour la période de 12 mois ayant pris fin le 31 décembre 2019, en application des dispositions comptables et des normes de compte rendu du cadre comptable OTAN.

Justification de l'opinion émise sur les états financiers rectifiés

Le Règlement financier de l'OTAN (NFR) prévoit que l'audit externe des entités OTAN présentant des états financiers et des organismes OTAN établis en vertu du Traité de l'Atlantique Nord est effectué par l'IBAN.

L'IBAN a effectué son audit sur la base des normes internationales des institutions supérieures de contrôle des finances publiques (ISSAI 1000-1810), définies par l'Organisation internationale des institutions supérieures de contrôle des finances publiques (INTOSAI), ainsi que des dispositions complémentaires figurant dans sa propre charte.

L'IBAN est indépendant, ainsi que le prévoit le Code de déontologie de l'INTOSAI, et il s'est acquitté de ses responsabilités dans le respect des dispositions de ce code. Les responsabilités des membres de l'IBAN sont décrites de manière plus détaillée dans la section « Responsabilités de l'IBAN concernant la vérification des états financiers » et dans sa charte.

L'IBAN estime qu'il a obtenu par son audit les éléments probants nécessaires et suffisants pour lui permettre de formuler une opinion.

Responsabilité de la direction concernant les états financiers

La responsabilité de la direction concernant les états financiers est définie dans le NFR. Les états financiers de la NAHEMO sont établis en application des dispositions comptables et des normes de compte rendu du cadre comptable OTAN tel qu'approuvé par le Conseil. Il incombe au contrôleur des finances de soumettre les états financiers à l'IBAN au plus tard le 31 mars qui suit la fin de l'exercice visé dans les états financiers.

Les états financiers sont signés par le chef de l'entité OTAN concernée et par le contrôleur des finances. En apposant leur signature sur ces documents, ceux-ci confirment que des mesures de gouvernance financière, des mécanismes de gestion des ressources, des contrôles internes et des systèmes d'information financière ont été mis en place et maintenus afin de garantir une utilisation efficace et efficiente des ressources.

Cette confirmation couvre l'élaboration, la mise en place et le maintien d'un ensemble de contrôles internes de nature à permettre l'établissement et la présentation d'états financiers qui soient auditable et exempts d'inexactitudes significatives, que celles-ci relèvent d'une fraude ou d'une erreur. Elle couvre aussi le compte rendu relatif à la capacité de l'entité à poursuivre son activité, la présentation, le cas échéant, des questions relatives à la continuité de l'activité, et l'application du principe comptable de continuité d'activité, à moins qu'il soit prévu de liquider l'entité ou de mettre un terme à son activité ou qu'il ne soit pas réaliste de procéder de la sorte.

Responsabilités de l'IBAN concernant la vérification des états financiers

L'audit a pour objectif de permettre à l'IBAN d'obtenir une assurance raisonnable sur le point de savoir si les états financiers considérés dans leur ensemble sont exempts d'inexactitudes significatives, que celles-ci relèvent d'une fraude ou d'une erreur, et de formuler une opinion à leur sujet. L'assurance raisonnable correspond à un degré de certitude élevé, mais elle ne garantit pas qu'un audit effectué conformément aux ISSAI permettra dans tous les cas de détecter les inexactitudes significatives. Les inexactitudes, qui peuvent résulter d'une fraude ou d'une erreur, sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce que, considérées isolément ou collectivement, elles influent sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers rectifiés prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'audits effectués conformément aux ISSAI, les auditeurs font appel à leur jugement professionnel et à leur esprit critique tout au long de la planification et de la réalisation du travail. Cela nécessite de tenir compte des particularités que présentent les entités du secteur public. L'IBAN s'attache aussi :

- à recenser et à évaluer les risques d'inexactitudes significatives dans les états financiers, que celles-ci relèvent d'une fraude ou d'une erreur, à concevoir et à mettre en œuvre des procédures d'audit sensibles à ces risques ainsi qu'à obtenir par son audit les éléments probants nécessaires et suffisants pour lui permettre de formuler une opinion ; le risque de non-détection d'une

inexactitude significative relevant d'une fraude est plus élevé que le risque de non-détection d'une inexactitude significative relevant d'une erreur, car la fraude peut résulter d'une collusion, d'une falsification, d'omissions intentionnelles, de fausses déclarations ou du contournement du contrôle interne ;

- à acquérir une connaissance du contrôle interne qui soit pertinente pour l'audit, le but étant d'élaborer des procédures d'audit qui soient adaptées à la situation considérée et non pas d'exprimer une opinion sur l'efficacité du système de contrôle interne de l'entité ;
- à déterminer si les méthodes comptables appliquées sont appropriées et si les estimations comptables et les informations connexes fournies par la direction sont raisonnables ;
- à se prononcer sur le caractère approprié ou non de l'utilisation du principe comptable de la continuité d'activité et à déterminer, à partir des éléments probants obtenus par l'audit, s'il existe une incertitude significative du fait d'événements ou de circonstances susceptibles de remettre fondamentalement en cause la capacité de l'entité à poursuivre son activité ; si l'IBAN juge qu'une telle incertitude existe, il est tenu d'appeler l'attention, dans son opinion, sur les informations correspondantes figurant dans les états financiers ou, si ces informations sont incomplètes, de formuler une opinion modifiée ; les conclusions de l'IBAN sont fondées sur les éléments probants en sa possession à la date d'établissement de son rapport d'audit ; il n'est toutefois pas exclu que l'entité soit amenée à cesser son activité en raison d'événements ou de circonstances futurs ;
- à évaluer la présentation générale, la structure et le contenu des états financiers, y compris les informations fournies, et à déterminer si les états financiers rendent compte fidèlement des opérations et des événements qui en font l'objet.

L'IBAN est tenu de communiquer avec les organes chargés de la gouvernance, et notamment de les informer du périmètre et du calendrier de la mission d'audit qu'il prévoit d'effectuer, des principales conclusions de l'audit et des lacunes significatives qu'il aura éventuellement constatées dans le contrôle interne au cours de l'audit.

L'opinion que l'IBAN formule à l'intention du Conseil de l'Atlantique Nord doit aider ce dernier à s'acquitter de son rôle. C'est la raison pour laquelle l'IBAN est responsable de ses travaux et de son opinion devant le seul Conseil.

Vérification de la conformité

Opinion sur la conformité

Sur la base des procédures qu'il a appliquées, l'IBAN estime que rien, dans son audit des états financiers, ne lui donne de raison de penser que les fonds n'ont pas été régulièrement employés à l'acquittement de dépenses autorisées ou qu'ils ne sont pas conformes au Règlement financier de l'OTAN et au Règlement du personnel civil de l'OTAN.

Justification de l'opinion émise sur la conformité

L'IBAN a effectué la vérification portant sur la conformité sur la base des normes internationales des institutions supérieures de contrôle des finances publiques (ISSAI 4000), définies par l'Organisation internationale des institutions supérieures de contrôle des finances publiques (INTOSAI), ainsi que des dispositions complémentaires figurant dans sa propre charte.

L'IBAN estime qu'il a obtenu par son audit les éléments probants nécessaires et suffisants pour lui permettre de formuler une opinion.

Responsabilité de la direction concernant la conformité

Tous les membres du personnel – civils et militaires – de l'OTAN sont tenus de respecter le Règlement financier de l'OTAN ainsi que les règles et procédures financières qui s'y rattachent et les directives d'application particulières, dont le Règlement du personnel civil de l'OTAN fait partie.

Le directeur général est responsable et tenu comptable d'une saine gestion financière. Les organismes OTAN doivent administrer leurs finances en s'appuyant sur les principes suivants : adéquation, bonne gouvernance, obligation de rendre compte, transparence, gestion des risques et contrôle interne, audit interne, audit externe, prévention et détection des fraudes.

Responsabilité de l'IBAN concernant la conformité

Selon sa charte, en plus d'être responsable de fournir une assurance raisonnable quant à la question de savoir si les états financiers considérés dans leur ensemble sont exempts d'inexactitudes significatives, l'IBAN doit chaque année rendre au Conseil un avis indépendant lui assurant que les fonds ont été régulièrement employés à l'acquittement de dépenses autorisées (adéquation) et qu'ils sont conformes aux règles en vigueur (régularité). Par « adéquation », on entend le respect des principes généraux régissant une gestion financière saine ainsi que la conduite des membres de l'administration. Par « régularité », on entend le respect de critères officiels tels que les règlements, règles et procédures applicables.

Il incombe ainsi à l'IBAN d'appliquer des procédures lui permettant d'obtenir en toute indépendance une assurance sur le point de savoir si les fonds ont été régulièrement employés à l'acquittement de dépenses autorisées et si les opérations correspondantes ont été exécutées conformément à la réglementation en vigueur. De telles procédures prévoient notamment la prise en compte des risques de non-conformité significative.

Bruxelles, le 21 août 2020



Daniela Morgante
Présidente

21 août 2020

COLLÈGE INTERNATIONAL DES AUDITEURS EXTERNES DE L'OTAN

**LETTRE D'OBSERVATIONS ET DE RECOMMANDATIONS CONCERNANT
L'ORGANISATION DE GESTION DE L'HÉLICOPTÈRE OTAN**

(NAHEMO)

POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 2019

Introduction

Le Collège international des auditeurs externes de l'OTAN (IBAN) a procédé à la vérification des états financiers rectifiés de la NAHEMO pour l'exercice clos le 31 décembre 2019, et il a émis une opinion sans réserve à leur sujet ainsi qu'au sujet de la conformité.

Observations et recommandations

Au cours de l'audit, l'IBAN a formulé deux observations, assorties de recommandations.

Ces observations n'ont pas eu d'incidence sur l'opinion émise concernant les états financiers et la conformité :

1. Absence d'approbation préalable par le Comité directeur du budget opérationnel révisé.
2. Nécessité d'améliorer l'estimation du coût des phases du programme réalisées en 2019 avec le budget opérationnel, mais n'ayant pas donné lieu à des paiements en 2019.

L'IBAN a fait le point sur la suite donnée aux questions ayant fait l'objet d'observations et de recommandations lors de précédents audits. Il a constaté que trois questions avaient été traitées, dont une a été rendue caduque par une observation portant sur l'exercice 2019, et que quatre questions étaient en cours de traitement.

Une lettre a été adressée à la direction de la NAHEMA. Elle contient des observations et des recommandations qui ont été formulées au cours de l'audit et qui ne figurent pas dans la présente lettre d'observations et de recommandations, et elle fait le point sur les suites données à des observations formulées dans de précédentes lettres à la direction. En effet, l'IBAN estime que ces questions doivent être traitées par la direction de la NAHEMA et qu'elles relèvent dès lors de la responsabilité de celle-ci.

OBSERVATIONS ET RECOMMANDATIONS

1. ABSENCE D'APPROBATION PREALABLE PAR LE COMITE DIRECTEUR DU BUDGET OPERATIONNEL REVISE

Contexte

1.1 L'article 23.5 du règlement financier de la NAHEMO consacré à la révision des budgets dispose que toute augmentation du budget de la NAHEMA doit être, dans tous les cas, approuvée au préalable par le Comité directeur.

Observations

1.2 En décembre 2019, la NAHEMA a augmenté son budget opérationnel de 344,27 millions d'euros (MEUR), qui est passé ainsi de 1 938 à 2 282 MEUR, afin de disposer de suffisamment de crédits à engager pour de nouveaux contrats et pour des avenants à des contrats existants.

1.3 La NAHEMA a informé officiellement les membres du Comité directeur de l'augmentation de son budget opérationnel en mars 2020, juste avant la publication des états financiers 2019 de la NAHEMO. Toutefois, la NAHEMA devait obtenir au préalable l'accord formel du Comité directeur pour augmenter le budget, comme l'exige l'article 23.5 du règlement financier de la NAHEMO. Elle a obtenu cet accord à la 35^e réunion du Comité directeur, en juin 2020.

1.4 Elle a donc pris des engagements contractuels avec un budget additionnel qui n'avait pas été approuvé formellement par les pays, alors que le règlement financier de la NAHEMO l'exige.

Recommandation

1.5 L'IBAN recommande à la NAHEMA de se conformer à l'article 23.5 du règlement financier de la NAHEMO et de faire en sorte que les augmentations budgétaires soient systématiquement approuvées au préalable par le Comité directeur.

2. NECESSITE D'AMELIORER L'ESTIMATION DU COUT DES PHASES DU PROGRAMME REALISEES EN 2019 AVEC LE BUDGET OPERATIONNEL, MAIS N'AYANT PAS DONNE LIEU A DES PAIEMENTS EN 2019.

Contexte

2.1 La NAHEMO est mandatée par ses pays membres pour assurer la gestion du programme du développement de l'hélicoptère de l'OTAN avec le budget opérationnel qui lui est accordé. Les dépenses prévues dans le budget opérationnel n'apparaissent donc pas dans l'état de la performance financière. En outre, l'état de l'exécution du budget opérationnel est établi suivant le principe de la comptabilité de caisse modifiée. Dès lors,

les dépenses correspondant aux phases réalisées en 2019, mais n'ayant pas donné lieu à des paiements en 2019 n'apparaissent pas dans l'état de l'exécution du budget.

2.2 Afin que les utilisateurs des états financiers aient cette information, une note indiquant le coût des phases déclarées réalisées en 2019, mais n'ayant pas été facturées fin 2019, a été ajoutée à l'état de l'exécution du budget opérationnel annexé aux états financiers rectifiés 2019 de la NAHEMO.

Observations

2.3 Les états financiers de la NAHEMO comportait une note indiquant un montant de 46,5 MEUR pour les phases réalisées en 2019 avec le budget opérationnel.

2.4 L'IBAN a vérifié si la liste des phases déclarées réalisées en 2019, mais n'ayant pas donné lieu à des paiements, était exacte et complète. L'IBAN a constaté, en vérifiant vingt de ces phases, que le montant total indiqué était sous-estimé d'au moins 24 MEUR, ce qui représente une différence significative. En conséquence, la NAHEMO a publié des états financiers rectifiés indiquant un montant révisé de 94,64 MEUR pour les phases réalisées, mais n'ayant pas donné lieu à des paiements fin 2019. L'IBAN a vérifié ce montant et n'a pas trouvé de nouvelles erreurs.

2.5 La différence importante entre les deux montants communiqués reflète les difficultés qu'éprouve l'Agence à fournir, lorsqu'on lui demande, la liste des phases réalisées, mais qui n'ont pas encore été facturées.

Recommandation

2.6 L'IBAN recommande que la NAHEMO communique, dans une note ajoutée à l'état de l'exécution du budget, le montant exact des phases réalisées, mais n'ayant pas encore fait l'objet de paiements en fin d'exercice.

SUITES DONNÉES AUX OBSERVATIONS ANTÉRIEURES

L'IBAN a fait le point sur la suite donnée aux questions ayant fait l'objet d'observations lors de précédents audits. On trouvera dans le tableau ci-après un récapitulatif de ces observations et des mesures prises par l'entité ainsi qu'un état de la question.

Une question est considérée comme étant « à traiter » lorsqu'aucun progrès notable n'a encore été réalisé en vue de son règlement. Une question est considérée comme étant « en cours de traitement » lorsque l'entité a commencé à mettre en œuvre la recommandation correspondante ou lorsque certains éléments de la recommandation (mais pas tous) ont été suivis d'effets. Une question est considérée comme étant « traitée » lorsque la recommandation correspondante a été mise en œuvre ou qu'elle a été rendue ou est devenue caduque. Lorsque la recommandation se subdivise en plusieurs éléments, l'état de la question est indiqué pour chacun de ces éléments dans la colonne « Mesures prises ».

OBSERVATION/RECOMMANDATION	MESURES PRISES PAR L'ENTITÉ VISÉE	ÉTAT DE LA QUESTION
(1) NAHEMO – Exercice 2018 IBA-AR(2019)0011, paragraphe 1 NÉCESSITÉ D'AJUSTER LES APPELS DE FONDS DE MANIÈRE À ÉVITER LES EXCÉDENTS DE LIQUIDITÉS Recommandation de l'IBAN L'IBAN recommande que la NAHEMA fasse en sorte que les appels de contributions couvrent uniquement les paiements à effectuer au cours de l'exercice financier concerné, conformément aux règles et procédures financières de la NAHEMO. Par ailleurs, la NAHEMA devrait aussi réduire ses avoirs en devises au minimum nécessaire pour couvrir les paiements prévus jusqu'à la réception de la tranche suivante et liquider les contributions inutilisées dans la même mesure.	L'IBAN note que le Comité directeur a été informé de cette recommandation. Toutefois, l'IBAN maintient sa recommandation visant à ce que les pays soient incités à se conformer au règlement interne ainsi qu'aux règles et procédures financières de la NAHEMO.	Observation en cours de traitement
(2) NAHEMO – Exercice 2018 IBA-AR(2019)0011, paragraphe 2 NÉCESSITÉ D'AMÉLIORER L'ÉTABLISSEMENT DU BUDGET OPÉRATIONNEL Recommandation de l'IBAN L'IBAN recommande que la NAHEMA : procède aux ajustements budgétaires nécessaires lors de l'examen de mi-exercice afin de corriger la surévaluation	L'IBAN note que le budget sera aligné sur les engagements et les paiements prévus, grâce à une analyse des phases en cours de réalisation. Par ailleurs, l'organe de	Observation en cours de traitement

OBSERVATION/RECOMMANDATION	MESURES PRISES PAR L'ENTITÉ VISÉE	ÉTAT DE LA QUESTION
du budget opérationnel et d'aligner celui-ci sur les engagements et les paiements prévus dans le courant de l'année ; passé en revue tous les engagements reportés des exercices précédents et justifie chacun d'eux, et qu'elle veille à déduire les crédits annulables des appels de fonds qui seront lancés au titre du budget opérationnel ; en outre, l'IBAN réitère l'observation qu'il a formulée lors d'un précédent audit, à savoir qu'aucune analyse n'a été réalisée pour déterminer si les crédits engagés devaient être reportés ou annulés ; communiqué au Comité directeur toutes les informations utiles sur les engagements reportés afin que les pays soient informés des crédits budgétaires disponibles pour l'année suivante.	gouvernance de la NAHEMO, le Comité exécutif conjoint (JEC) et le Comité exécutif conjoint de la communauté (CJEC) ont été informés des crédits budgétaires disponibles et des crédits reportés. Tous les contrats et les phases s'y rapportant sont actuellement passés en revue de sorte qu'ils soient alignés sur le budget effectif. L'IBAN note pourtant que seulement 1 108 MEUR sur 2 968 MEUR de crédits disponibles (budget 2019 et crédits reportés des exercices précédents) a été signalé comme dépensé fin 2019 et que le restant a été reporté sur l'exercice suivant.	
(3) NAHEMO – Exercice 2017 IBA-AR(2018)23, paragraphe 1 ERREURS SIGNIFICATIVES DANS LA PRÉSENTATION DE L'ÉTAT DE L'EXÉCUTION DU BUDGET OPÉRATIONNEL Recommandation de l'IBAN Le Collège recommande à la NAHEMA de procéder aux calculs, vérifications, rapprochements et examens nécessaires afin que l'état de l'exécution du budget présente les montants corrects pour chaque poste budgétaire et que les pays puissent s'y fier pour prendre des décisions.	L'IBAN note que, depuis 2018, les chiffres présentés dans l'état de l'exécution du budget sont corrects. La NAHEMA utilise mieux le système de gestion des ressources d'entreprise, ce qui lui permet d'éviter de faire des erreurs de calcul. En outre, un membre du personnel récemment chargé d'effectuer les tâches recommandées a été spécialement formé pour repérer les erreurs et les différences éventuelles.	Observation traitée
(4) NAHEMO – Exercice 2017 IBA-AR(2018)23, paragraphe 2 INEXACTITUDES, ERREURS ET PRÉSENTATION INCORRECTE D'INFORMATIONS DANS LES ÉTATS FINANCIERS, DUES À DES LACUNES DANS LE CONTRÔLE INTERNE DU COMPTE RENDU FINANCIER		Observation traitée

OBSERVATION/RECOMMANDATION	MESURES PRISES PAR L'ENTITÉ VISÉE	ÉTAT DE LA QUESTION
Recommandation de l'IBAN Le Collège recommande à la NAHEMA de renforcer son système de contrôle interne en améliorant l'établissement et l'examen des états financiers ainsi que le processus de compte rendu les concernant. Il rappelle également que la direction est responsable de l'établissement et de la présentation des états financiers de l'entité. Le processus d'examen des états financiers est nécessaire pour obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers ont bien été établis conformément au cadre de compte rendu financier applicable, ainsi que pour éviter et détecter les erreurs avant leur publication. Le Collège recommande à la NAHEMA de s'assurer que la présentation et le classement des éléments dans les états financiers sont conservés d'une période à l'autre. Lorsque la présentation ou le classement des éléments dans les états financiers est modifié, les montants fournis pour comparaison doivent être reclassés et des informations sur la nature du reclassement, le solde de chaque élément ou groupe d'éléments reclassés, et la raison du reclassement doivent être communiquées.	<u>Erreurs ayant un impact sur le budget opérationnel</u> Dans une note jointe aux états financiers 2019, le montant indiqué pour les phases réalisées, mais n'ayant pas donné lieu à des paiements en fin d'exercice, est sous-estimée d'au moins 24 MEUR, ce qui représente une différence significative. Dans la nouvelle note jointe aux états financiers rectifiés, le montant indiqué pour ces phases est multiplié par deux. Cette partie de l'observation est rendue caduque par la deuxième observation formulée dans le rapport d'audit 2019. <u>Erreurs ayant un impact sur le budget administratif</u> De nombreuses erreurs ont été relevées dans la comptabilisation des immobilisations corporelles et des charges à payer. Ces erreurs ont été partiellement corrigées dans les états financiers rectifiés de 2019. Cette partie de l'observation est rendue caduque par les observations formulées dans la lettre de la direction 2019. Aucun problème n'a été constaté dans la présentation et le classement des éléments fournis pour comparaison dans les états financiers 2018 et dans les états financiers 2019. Observation rendue caduque par la deuxième observation formulée dans le rapport d'audit 2019.	

OBSERVATION/RECOMMANDATION	MESURES PRISES PAR L'ENTITÉ VISÉE	ÉTAT DE LA QUESTION
(5) NAHEMO – Exercice 2017 IBA-AR(2018)23, paragraphe 3 NÉCESSITÉ D'APPORTER DES AMÉLIORATIONS DANS LES DOMAINES DE LA GESTION DES RISQUES, DU CONTRÔLE INTERNE ET DE L'AUDIT INTERNE Recommandation de l'IBAN Le Collège recommande à la NAHEMA : a) de faire en sorte que le plan de gestion des risques soit approuvé et mis en œuvre ; b) de fixer la propension au risque en trois étapes : 1) définir la propension au risque 2) faire connaître la propension au risque 3) assurer le suivi et la mise à jour de la propension au risque sur une base régulière ; la NAHEMA devra veiller à ce que l'organe de gouvernance de la NAHEMO supervise et valide son travail à cet égard ; c) de procéder, de manière systématique et détaillée, à l'évaluation de ses procédures de contrôle interne et de gestion des risques et à leur consignation par écrit, en vue d'une mise en conformité avec le cadre de contrôle interne qu'elle a approuvé ; d) d'évaluer pleinement le contrôle interne et la gestion des risques dans l'ensemble de l'organisme, et de veiller à ce que ce travail soit clairement documenté, de manière à ce que l'on puisse aboutir à la conclusion que la NAHEMA respecte le cadre de contrôle interne ; e) de décharger le directeur général adjoint de la fonction de chef de l'audit interne et d'assurer la mise en place d'une fonction d'audit interne efficace en externalisant les services d'audit interne ou en partageant la fonction d'audit interne avec d'autres entités OTAN, solutions qui garantissent l'indépendance de la fonction, dans les faits et en apparence, ainsi que le	a) Observation traitée. Voir lettre de l'IBAN (IBA-AR(2019)0011). b) Observation traitée. Voir lettre de l'IBAN (IBA-AR(2019)0011). c) Observation traitée. Sur la base d'une note interne de janvier 2019 concernant l'inventaire par écrit des processus internes de l'Agence, la NAHEMA a commencé à évaluer ses procédures financières et contractuelles avec le concours du gestionnaire des risques nouvellement désigné. d) Observation traitée. Voir c) ci-dessus. e) Observation traitée. Afin d'assurer l'indépendance de la fonction d'audit interne, le poste de gestionnaire des risques et d'auditeur interne a été activé le 2 décembre et confié à un membre du personnel, qui est responsable de la fonction d'audit interne et qui rend directement compte au	Observation traitée

OBSERVATION/RECOMMANDATION	MESURES PRISES PAR L'ENTITÉ VISÉE	ÉTAT DE LA QUESTION
respect des normes professionnelles communément admises pour l'audit interne.	directeur général et aux chefs des délégations de la NAHEMA par l'intermédiaire du groupe de travail de la Commission consultative sur l'audit. L'IBAN note que le directeur général adjoint n'est plus chef de l'audit interne.	
(6) NAHEMO – Exercice 2016 IBA-AR(2017)29, paragraphe 2 ABSENCE DE PROCÉDURES FIABLES ET COORDONNÉES POUR L'INSCRIPTION DES IMMOBILISATIONS À L'ACTIF ET LA TENUE DES REGISTRES DES ACTIFS Recommandation de l'IBAN Le Collège recommande à la NAHEMA de tenir à jour des registres complets répertoriant tous les actifs, conformément à l'article 12 du NFR. Il y a lieu de contrôler ces registres comme il se doit au niveau approprié, et il convient de dresser régulièrement l'inventaire des biens pour que les registres demeurent exacts et fiables. Le Collège recommande également à la NAHEMA de mettre en place des procédures fiables et coordonnées visant à assurer que les nouvelles acquisitions soient inscrites à l'actif dans les immobilisations corporelles ou dans les immobilisations incorporelles.	Cette recommandation concerne l'acquisition d'actifs financée sur le budget administratif. L'IBAN note que la tenue à jour des registres d'actifs a été améliorée conformément à la réglementation en vigueur. La cohérence des registres a aussi été améliorée grâce à l'utilisation de la suite Oracle E-Business pour les immobilisations. L'efficacité et la fiabilité du système devront être évaluées ultérieurement afin que l'IBAN puisse se prononcer sur l'état de la question.	Observation en cours de traitement.
(7) NAHEMO – Exercice 2016 IBA-AR(2017)29, paragraphe 3 SÉPARATION DES TÂCHES INAPPROPRIÉE POUR CERTAINS PROCESSUS FINANCIERS Recommandation de l'IBAN Le Collège recommande à la NAHEMA d'assurer une séparation des tâches appropriée en confiant à des personnes différentes la responsabilité des paiements et la responsabilité de la comptabilité.	Afin d'assurer une séparation des tâches appropriée, la NAHEMA a lancé le recrutement d'un responsable des paiements, dont la prise de fonction est prévue pour septembre 2020. Comme l'IBAN n'a pas encore l'assurance que la séparation des tâches sera efficace, il évaluera ultérieurement l'impact de la désignation du nouveau responsable des paiements.	Observation en cours de traitement

**COMMENTAIRES OFFICIELS
DE L'ORGANISATION DE GESTION DE L'HÉLICOPTÈRE OTAN (NAHEMO)
CONCERNANT LA LETTRE D'OBSERVATIONS
ET DE RECOMMANDATIONS ET POSITION DU COLLÈGE INTERNATIONAL
DES AUDITEURS EXTERNES DE L'OTAN**

**OBSERVATION N° 1 :
ABSENCE D'APPROBATION PREALABLE PAR LE COMITE DIRECTEUR DU BUDGET
OPERATIONNEL REVISE.**

Commentaires officiels de la NAHEMO

La NAHEMO souscrit à l'observation de l'IBAN.

**OBSERVATION N° 2 :
NECESSITE D'AMELIORER L'ESTIMATION DU COUT DES PHASES DU PROGRAMME
REALISEES EN 2019 AVEC LE BUDGET OPERATIONNEL, MAIS N'AYANT PAS
DONNE LIEU A DES PAIEMENTS EN 2019.**

Commentaires officiels de la NAHEMO

La NAHEMO souscrit à l'observation de l'IBAN.

SUITES DONNÉES AUX OBSERVATIONS ANTÉRIEURES

**(1) EXERCICE 2018
IBA-AR(2019)0011, paragraphe 1
NÉCESSITÉ D'AJUSTER LES APPELS DE FONDS DE MANIÈRE À ÉVITER LES
EXCÉDENTS DE LIQUIDITÉS**

Commentaires officiels de la NAHEMO

La NAHEMO souscrit à l'observation de l'IBAN.

Cette observation a été portée à la connaissance du Comité directeur. Les pays sont toutefois tenus de respecter leurs propres règlements internes, qui diffèrent parfois des règles et procédures financières de la NAHEMO.

(2) EXERCICE 2018

IBA-AR(2019)0011, paragraphe 2

NÉCESSITÉ D'AMÉLIORER L'ÉTABLISSEMENT DU BUDGET OPÉRATIONNEL

Commentaires officiels de la NAHEMO

La NAHEMO souscrit à l'observation de l'IBAN. Une analyse des phases en cours d'exécution permettra d'établir le budget opérationnel en tenant mieux compte des engagements et des paiements planifiés. Le montant des crédits budgétaires disponibles et des crédits reportés a été communiqué au Comité exécutif conjoint (JEC) et au Comité exécutif conjoint de la communauté (CJEC). Tous les contrats et les phases auxquelles ils se rapportent sont actuellement passés en revue pour une mise en adéquation avec le budget effectif.

(6) EXERCICE 2016

IBA-AR(2017)29, paragraphe 2

ABSENCE DE PROCÉDURES FIABLES ET COORDONNÉES POUR L'INSCRIPTION DES IMMOBILISATIONS À L'ACTIF ET LA TENUE DES REGISTRES DES ACTIFS

Commentaires officiels de la NAHEMO

La NAHEMO souscrit à l'observation de l'IBAN. La tenue à jour des registres d'actifs a été améliorée conformément à la réglementation en vigueur.

La cohérence des registres a aussi été améliorée grâce à l'utilisation de la suite Oracle E-Business.

(7) EXERCICE 2016

IBA-AR(2017)29, paragraphe 3

SÉPARATION DES TÂCHES INAPPROPRIÉE POUR CERTAINS PROCESSUS FINANCIERS

Commentaires officiels de la NAHEMO

Conformément à la décision prise par les chefs de division à la 82^e réunion du Comité directeur, un nouveau poste sera activé en septembre 2020 assurant ainsi la séparation des tâches.

GLOSSAIRE

En application des normes d'audit, les opinions émises au sujet des états financiers et au sujet de la conformité peuvent être des opinions sans réserve, des opinions avec réserve, des déclarations d'abstention ou des opinions défavorables.

- L'IBAN émet une opinion sans réserve (*unqualified opinion*) lorsqu'il estime que les états financiers et le rapport sur l'exécution du budget sont exacts et lorsque rien ne lui donne de raison de penser que les fonds n'ont pas été régulièrement employés à l'acquittement de dépenses autorisées ou ne sont pas conformes à la réglementation en vigueur.
- L'IBAN émet une opinion avec réserve (*qualified opinion*) lorsque, d'une manière générale, il est satisfait de la présentation des états financiers, mais que, pour certains éléments clés, il constate que les états n'ont pas été correctement établis ou que l'ampleur de la vérification a été limitée ou lorsque des problèmes particuliers lui donnent des raisons de penser que les fonds n'ont pas été régulièrement employés à l'acquittement de dépenses autorisées ou ne sont pas conformes à la réglementation en vigueur.
- L'IBAN renonce à exprimer une opinion (*disclaimer of opinion*) lorsque l'ampleur de la vérification est extrêmement limitée – au point qu'il est dans l'impossibilité d'exprimer une opinion – ou lorsque d'importantes incertitudes entourent les états financiers ou l'emploi des fonds.
- L'IBAN émet une opinion défavorable (*adverse opinion*) lorsqu'une erreur ou une anomalie présente dans les états financiers a des conséquences si étendues et si importantes que, selon lui, une réserve n'est pas suffisante pour faire apparaître le caractère trompeur ou incomplet des états financiers.



NAHEMA

"UNITE TO SUCCEED"

**NATO HELICOPTER D&D PRODUCTION AND LOGISTICS
MANAGEMENT AGENCY**



RE-STATEMENT
NAHEMO FINANCIAL STATEMENTS FOR
FINANCIAL YEAR 2019

NATO UNCLASSIFIED

NAHEMO Financial Statements 2019

Table of Contents

GENERAL INFORMATION	3
NAHEMO STATEMENT OF FINANCIAL POSITION	5
NAHEMO STATEMENT OF FINANCIAL PERFORMANCE.....	6
NAHEMO STATEMENT OF CHANGES IN NET ASSETS/EQUITY	7
NAHEMO 2019 CASH FLOW STATEMENT.....	8
A. ACCOUNTING POLICIES	8
<i>Accounting Period.....</i>	<i>9</i>
<i>Reporting Currency.....</i>	<i>9</i>
<i>Basis of preparation.....</i>	<i>9</i>
<i>Changes in accounting policy</i>	<i>10</i>
<i>Assets – Current Assets</i>	<i>10</i>
<i>Assets – Non - Current Assets.....</i>	<i>11</i>
<i>Current liabilities.....</i>	<i>13</i>
<i>Non-Current liabilities</i>	<i>14</i>
<i>Net Assets.....</i>	<i>14</i>
<i>Revenue and expense recognition</i>	<i>14</i>
<i>Surplus or Deficit for the Period.....</i>	<i>14</i>
<i>Cash Flow Statement.....</i>	<i>14</i>
B. SIGNIFICANT ACCOUNTING JUDGEMENTS AND ESTIMATES	15
C. NOTES TO STATEMENT OF FINANCIAL POSITION	15
ASSETS – CURRENT ASSETS.....	15
1. <i>Cash and cash equivalents</i>	<i>15</i>
2. <i>Accounts receivable</i>	<i>16</i>
3. <i>Prepayments.....</i>	<i>17</i>
ASSETS – NON-CURRENT ASSETS	18
4. <i>Property, plant and equipment</i>	<i>18</i>
5. <i>Intangible Assets</i>	<i>19</i>
LIABILITIES – CURRENT LIABILITIES.....	20
6. <i>Payables.....</i>	<i>20</i>
7. <i>Unearned Revenue and Advances</i>	<i>22</i>
NET ASSETS	22
8. <i>PP&E and Intangible Asset Reserve</i>	<i>22</i>
D. NOTES TO STATEMENT OF FINANCIAL PERFORMANCE.....	23
9. <i>Revenue</i>	<i>23</i>
10. <i>Expenses</i>	<i>24</i>
11. <i>Surplus or Deficit for the Period.....</i>	<i>26</i>
E. EVENTS AFTER REPORTING DATE.....	26
F. RELATED PARTIES DISCLOSURE.....	27
G. EMPLOYEE DISCLOSURE	28
H. FINANCIAL INSTRUMENTS DISCLOSURE/PRESENTATION	29
I. BANK GUARANTEES	29
ANNEX Statement of Budget Execution	

GENERAL INFORMATION

The "NATO Helicopter for the 1990s Design and Development, Production and Logistics Management Organisation" (NAHEMO) is a NATO subsidiary body established with a view to meet the requirements of the French Republic, the Federal Republic of Germany, the Republic of Italy and the Kingdom of The Netherlands for the Design and Development, Production and In-Service Support of a NATO Helicopter for the 1990s (NH90). The NATO Council approved the NAHEMO Charter on 7th February 1992.

NAHEMO consists of the *Steering Committee* (SC), composed of representatives of the Participants, and the Agency called NAHEMA.

On 8th June 2000 the Memorandum of Understanding (MOU) for the Production (P) Phase of the NH90 including Production Investment (PI) and Initial In-Service Support (IISS) was signed.

With the signature of the Addendum No. 1 to the MOU on 21st June 2001 Portugal joined the Programme.

On 17th July 2004 the NH90 Community MOU (CMOU) between NAHEMO Nations and Nordics Standard Helicopter Programme (NSHP) Nations (Finland, Norway and Sweden) has been signed with the aim that NAHEMA provides support in standardisation, qualification and interoperability to the Nordics. Australia and Belgium were admitted to the CMOU in 2008/2009.

With the signature of the NH90 Belgian Production MOU on 12th June 2007 Belgium joined the Programme.

On 23rd December 2004 the NH 90 ISS (In-Service Support) MOU between NAHEMO Nations has been signed to set out the framework for the In-Service Support Phase of the NH90. With the signature of the amendment No. 1 Belgium on 25th October 2006 was admitted to the ISS MOU.

On 29th May 2013 the amendment No. 4 to the CMOU has been signed concerning the admission of the Kingdom of Spain and New Zealand.

In the year 2014 Portugal decided to withdraw from the NH90 programme. The Addendum 6 to the NAHEMO Charter dealing with Portugal withdrawal from the NH90 programme was brought in force on 16th January 2015. The modification to the General MOU dealing with the same issue was brought in force on October 2017. The withdrawal of PRT from the CMOU is under finalization.

The NATO Financial Regulations are the basis of NAHEMO financial and administrative processes and procedures. The NAHEMO Financial Regulations have been approved on July, 27th, 2017.

The main goals of NAHEMO for years 2019 and after are:

- To ensure the delivery of serviceable and sustainable H/C (production and retrofits);
- To put into service the contracted capacities and to develop new operational capabilities;
- To put in place an effective and efficient in-service support;
- To develop the affordability and cost efficiency of the programme;
- To develop the efficiency of the NH90 Programme Organization.

NATO UNCLASSIFIED

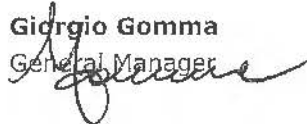
In 2019, in order to support the above mentioned goals, the following main operational activities have been performed:

- Preparation and signature of international agreements (MoU,...) amongst Nations;
- Preparation of budgets;
- Preparation of Statements of Work, negotiation and awarding of contracts;
- Assessment of the achievement of the technical Milestones of the awarded contracts;
- Assessment of invoices and execution of payments;
- Development of internal directives and guidance to streamline and improve procedures;
- Management of the execution of the NH90 programme, including qualification of the NH90 variants, configuration management, quality assurance, production of helicopters, logistic support, risks management;
- Management of NH90 Programme and Enterprise Risk in accordance with the new relevant approved documents;
- Implementation of Active Risk Management and Risk Express Software tools to improve and standardize risks treatment in NAHEMA.

On a financial point of view, NAHEMA is maintaining two different budget types:

- The Administrative Budget (AB) for the administrative costs of NAHEMA;
- The Operational Budget (OB), composed of the following three chapters:
 - Chapter 1: expenditures related to Design and Development activities for FRA, DEU, ITA, and NLD, under the legal framework of the D&D MOU;
 - Chapter 2: expenditures related to Production Investment, Production, Integrated Logistics Support and Initial In-Service Support for FRA, DEU, ITA, NLD under the legal framework of the PI/P MOU and for BEL under the BEL Prod MOU;
 - Chapter 3: expenditures related to In-Service Support activities for all NH90 Community Nations (NAHEMO and non-NAHEMO) under the legal framework of the CMOU.

The Financial Statements on pages 1 to 29 and the Annex hereto were issued to the International Board of Auditors for NATO on 23 June 2020.


Giorgio Gomma
General Manager


Adrianus van de Geijn
Financial Controller

NATO UNCLASSIFIED

NAHEMO

Statement of Financial Position

As of 31 December 2019 (in € '000)			
	2019	2018	Note
Assets			
Current assets			
Cash and cash equivalents	709,816	675,035	1
Short term investments (over 3 month)	0	0	
Receivables	183,983	127,353	2
Prepayments	0	0	3
Other current assets	0	0	
Inventories	0	0	
	893,799	802,388	
Non-current assets			
Receivables	0	0	
Property, plant & equipment	257	171	4
Intangible assets	177	104	5
Other non-current assets	0	0	
	434	275	
Total assets	894,233	802,663	
Liabilities			
Current liabilities			
Payables to suppliers	463	35,649	6
Payables to nations in respect of AB	2,229	2,489	6
Payables to nations in respect of OB	885,924	763,296	6
Unearned revenue	424	(42)	7
Advances	4,758	992	7
Short term provisions	0	0	
Other current liabilities:	1	4	7
	893,799	802,388	
Non-current liabilities			
Payables	0	0	
Long term provisions	0	0	
Deferred revenue	0	0	
Other non-current liabilities	0	0	
Total liabilities	893,799	802,388	
Net assets			
PP&E intangible assets reserves	275	304	8
Acquisition of PP&E and Intangible Assets	322	82	8
Surplus/(Deficit) for the Period	(163)	(111)	11
Total net assets / equity	434	275	

NAHEMO

Statement of Financial Performance

For the year ended 31 December 2019

(in € '000)

	2019	2018	Note
Revenue			9
Other revenue	11,639	11,621	
Financial revenue			
Total revenue	11,639	11,621	
Expenses			10
Personnel	(10,170)	(9,818)	
Operating	(1,195)	(1,217)	
Capital not capitalized	(47)	(202)	
Depreciation PP&E	(81)	(51)	
Amortisation Intangible Assets	(82)	(60)	
Provisions	0	0	
Value Added Tax	(215)	(205)	
Finance costs	0	0	
Accrued expenses	(12)	(179)	
Total expenses	(11,802)	(11,732)	
Surplus (Deficit) for the period	(163)	(111)	11

NAHEMO			
Statement of Changes in Net Assets/Equity			
For the year ended 31 December 2019			
(in € '000)			
	Reserves	Accumulated surplus / (deficit)	Total
Balance at the beginning of the period 2018	304	0	304
Changes in accounting policy			
Restated balance			
Exchange difference on translating foreign operations			
Gain / (losses) on property revaluation			
Acquisition of property	82		82
Surplus /(deficit) for the period		(111)	(111)
Change in net assets/equity for the year ended 2018	(111)	111	0
Balance at the end of the period 2018	275	0	275
Changes in accounting policy			
Restated balance			
Exchange difference on translating foreign operations			
Gain / (losses) on property revaluation			
Acquisition of property	322		322
Surplus /(deficit) for the period		(163)	(163)
Change in net assets/equity for the year ended 2019	(163)	163	0
Balance at the end of the period 2019	434	0	434

NAHEMO

Statement of Cash Flow

For the year ended 31 December 2019

(in € '000)

	2019	2018	Comments
Cash flow from operating activities			
Surplus / (Deficit)	(163)	(111)	
Non cash movements			
Depreciation/amortisation	163	111	
Impairment	0	0	
Increase / (decrease) in payables to suppliers	(35,186)	35,077	
Increase / (decrease) in payables to Nations	122,368	259,545	
Increase / (decrease) in unearned revenue	466	(182)	
Increase / (decrease) in provisions	0	0	
(Gains) / losses on sale of property, plant and equipment	0	0	
Decrease / (Increase) in net assets	322	82	
Decrease / (Increase) in receivables	(56,630)	(105,092)	
Increase / (decrease) in advances	3,766	105	
Increase / (decrease) in other current liabilities	(3)	4	
Net cash flow from operating activities	35,103	189,539	
Cash flow from investing activities			
Purchase of property plant and equipment / Intangible assets	(322)	(82)	
Proceeds from sale of property plant and equipment	0	0	
Net cash flow from investing activities	(322)	(82)	
Cash flow from financing activities	0	0	
Net cash flow from financing activities	0	0	
Net Increase / (decrease) in cash and cash equivalents	34,781	189,457	
Cash and cash equivalent at the beginning of the period	675,035	485,578	
Cash and cash equivalent at the end of the period	709,816	675,035	

A. Accounting Policies

Accounting Period

These 2019 Financial Statements are based on the accounting records of NAHEMO as of 31 December 2019. In accordance with Article 2 of the NFR, the financial year at NAHEMO begins on 1 January and ends on 31 December of the year.

Reporting Currency

The functional and reporting currency used throughout these Financial Statements is the Euro (€). All call for funds and contributions are made in Euro.

Basis of preparation

The financial statements have been prepared in accordance with NATO Accounting Framework (NAF) which is based upon International Public Sector Accounting Standards (IPSAS). In addition, where certain financial reporting requirements are required by the NATO Financial Regulations (NFR), these were also met. The financial statements are prepared on a going-concern basis, which means that those in charge with governance of NAHEMA believe NAHEMA will continue in existence for at least a year from the date the financial statements are issued.

The accounting principles recognized as appropriate for the recognition, measurement and reporting of the financial position, performance and cash flows on an accrual based accounting using historical costs have been applied consistently throughout the reporting period to ensure that the financial statements provide information that is relevant to the decision-making and reliable, comparable, and understandable in light of the qualitative characteristics of financial reporting as well as of the principle of the right balance between the benefits derived from the information and the costs of providing it.

These financial statements represent the consolidated activities of NAHEMO and its executing agency NAHEMA.

In December 2012 NAHEMO changed its accounting policy for the treatment of accounting for revenues and expenditures in relation to operational programme revenues and expenditures. Therefore, these revenues and expenditures are excluded from the Statement of Financial Performance. The subject of knowing the stage-of-completion of operational programme assets from an accounting perspective is not relevant due to the change in accounting policy.

NATO UNCLASSIFIED

NAHEMO considers that it is acting as an agent for its member states in relation to managing the NH90 programme. As NAHEMO is not exposed to the risks or rewards of the programme and is paying Industry on behalf of NAHEMO member states it considers that it should show the net consideration received from member states for running the programme and match this to expenditures; this revenue and expenditure is equivalent to NAHEMO's AB. NAHEMO's management considers that this information provides more reliable and transparent financial reporting to users of the financial statements. The change in accounting policy is in accordance with IPSAS 9: Revenue from Non-Exchange Transactions.

NAHEMO considers that Industry controls the assets like helicopters, training media, AGE and spares until they are delivered to Nations. Liabilities for accrued expenses for the OBs are excluded from the Statement of Financial Performance and these assets are excluded from the Statement of Financial Position.

NAHEMO makes prepayments on behalf of member nations to Industry. However, these prepayments are not considered assets of NAHEMO (they are assets of the member nations) and as such are not shown as assets in the Statement of Financial Position.

The cash flow Statement is prepared using the indirect method and the format follows the layout provided by IPSAS 2 (Cash Flow Statements).

Expenditure, on a cash basis, in respect of the OB can be found in the Budget Execution Statement.

Changes in accounting policy

The same accounting policies are applied within each period and from one period to the next, unless a change in accounting policy meets one of the criteria set in IPSAS 3. For the 2019 Financial Statements the accounting policies have been applied consistently throughout the reporting period.

The impacts of any other change to the entity accounting policy have been identified in the notes under the appropriate headings.

Assets – Current Assets

The entity holds the following types of current assets:

a. Cash and cash equivalents

Cash and cash equivalents are defined as short-term assets. They include cash on hand, petty cash, current bank accounts and deposits held with banks.

NATO UNCLASSIFIED

b. Receivables

Receivables are stated at net realizable value, after provision for doubtful and uncollectible debts.

In accordance with IPSAS, receivables are broken down into amounts receivable from user charges, taxes, receivables from related parties, etc.

Contribution receivables are recognized when a call for contribution has been issued to the member nations.

c. Inventories

NAHEMO does not hold Inventory. In this respect, purchases which might be considered inventory consist entirely of administrative operating material and regularly consumed supplies. All such supplies are expensed when purchased. The total of all such items in stock at any one date is deemed to be immaterial to these financial statements.

d. Prepayments

A prepayment is a payment in advance of the period to which it pertains and is mainly in respect of advance payments made to third parties. NAHEMO acts as an agent on behalf of member states. It makes prepayments on behalf of member nations to industry. However, these prepayments are not considered assets of NAHEMO (they are assets of the member nations) and as such are not shown as assets in the Statement of Financial Position.

Assets – Non – Current Assets

In this category, NAHEMO is reporting all assets invested for more than 12 months or receivable beyond 12 months from the closing date of the financial statements.

a. Property, Plant and Equipment

Basic Principles

- Buildings are shown at their re-valued amounts, being the fair value based on internal valuations at each reporting date. NAHEMO has rented the building.
- All other property, plant and equipment are stated at historical cost less accumulated depreciation and any recognised impairment loss.
- No external evaluator to set values for assets.
- Best available information from procurement sources, industry estimates or any relevant source of information as a basis for valuation.

PP&E categorizations for purposes of determining the appropriate depreciable life of the assets is listed in the table below. The categories for both tangible and intangible assets complete with the years in which the asset is to be depreciated.

NATO UNCLASSIFIED

NATO UNCLASSIFIED

Straight-line depreciation method is used for all categories; however, the depreciable life of an asset is dependent on the particular category it is in.

Category	Capitalisation Threshold	Useful life	Depreciation method
Land	€200,000	N/A	N/A
Buildings	€200,000	40 years	Straight line
Other Infrastructure	€200,000	40 years	Straight line
Installed equipment	€30,000	10 years	Straight line
Machinery	€30,000	10 years	Straight line
Vehicles	€10,000	5 years	Straight line
Aircraft	€200,000	Dependent on type	Straight line
Vessels	€200,000	Dependent on type	Straight line
Mission equipment (e.g. deployable assets)	€50,000	3 years	Straight line
Furniture	€30,000	10 years	Straight line
Communication systems	€1,000	3 to 6 years	Straight line
Automated Information systems	€1,000	3 to 6 years	Straight line

Impairment of tangible assets

The carrying values of fixed assets are reviewed for impairment if events or changes in circumstances indicate that they may be not recoverable. In 2019 no indication existed to review the values of fixed assets for impairment.

b. Intangible assets

According to IPSAS 31: Intangible Assets; NAHEMO recognized the set-up costs for the implementation of ORACLE modules as intangible assets. In the financial statements these set-up costs have been expensed. NCIA Microsoft Licence Software Assurance was not capitalised in accordance with IPSAS 31 no. 93 and NATO Policy for Intangible Assets no. 4.1 and 5. Amortisation is calculated using the straight line method to allocate the cost to the residual values over the estimated useful lives.

NATO UNCLASSIFIED

Current liabilities

a. Payables

Payables are amounts due to third parties for goods received or services provided that remain unpaid as of reporting date. Accruals are estimates of the cost for goods and services received at year-end but not yet invoiced.

b. Unearned revenue, advances and amounts owing to nations

Unearned revenue represents contributions from Nations that have been called for current or prior year ABs but that have not yet been recognised as revenue. Funds are called in advance of their need because the agency has no capital that would allow it to pre-finance any of its activities.

Advances are contributions received related to future years' ABs.

Amounts owing to nations are amounts held by or owed to NAHEMO in respect of the AB or OB. Until these amounts are expensed they are considered as owing to the member nations.

c. Employee benefits

IPSAS 25 prescribes the accounting treatment of the following employee benefits:

1. Short term benefits which fall due wholly within twelve months after the end of the accounting period in which employees render the related service;
2. Post-employment benefits and
3. Termination benefits.

Employees participate in the New Defined Contribution Pension Scheme administered by NATO. Contributions to these Plans are limited to matching the employees' contributions for current service.

The assets and liability for NATO's Defined Benefit Plan are accounted for centrally at NATO Headquarters and therefore are not recognized in these financial statements, whilst the employer's contribution made to the New Defined Contribution Pension Plan are expensed during the reporting period.

Non-Current liabilities

Provisions

Provisions are recognised when the entity has a legal or constructive obligation as a result of past event, and where it is probable that an outflow of resources will be required to settle the obligation, and where a reliable estimate of the amount of the obligation can be made. In 2019 NAHEMO has no provisions.

Net Assets

Net assets represent the residual interest in the assets of the entity after deducting its liabilities.

Revenue and expense recognition

a. Revenue

Revenue is recognized to the extent that it is probable that the economic benefits will flow to NAHEMO and the revenue can be measured reliably. Contributions to the NAHEMO AB when called are booked as unearned revenue and subsequently recognized as revenue when it is earned.

Revenue comprises contributions from Member Nations to fund the NAHEMO AB. It is recognized as revenue in the statement of financial performance when such contributions are used for their intended purpose as envisioned by the AB. Revenue is recognized to the extent that it is probable that the economic benefits will flow to NAHEMO and the revenue can be measured reliably. The balance of unspent contributions and other revenues that relate to future periods are deferred accordingly.

Where a transfer is subject to conditions that, if unfulfilled, require the return of the transferred resources, NAHEMO recognizes a liability until the condition is fulfilled.

b. Expenses

NAHEMO AB expenses are recognized when occurred. Accruing of expenses is based on the concept of accruing when goods and services are received.

Surplus or Deficit for the Period

In accordance with NAHEMO accounting policies NAHEMO AB revenue is recognized up to the amount of the matching AB expenses.

Cash Flow Statement

The Cash Flow Statement is prepared using the indirect method and the format follows the layout provide by IPSAS 2 (Cash Flow Statement).

B. Significant Accounting Judgements and Estimates

In accordance with generally accepted accounting principles, the financial statements necessarily include amounts based on estimates and assumptions made by the management and based on historical experience as well as on the most reliable information available. In exercising the judgements to make the estimates a degree of caution was included in light of the principle of 'prudence' required by IPSAS in order not to overstate assets or revenue or understate liabilities or expenses.

The estimates and underlying assumptions are reviewed on an on-going basis. These estimates and assumptions affect the amounts of assets, liabilities, revenues and expenses reported. By their nature, these estimates are subject to measurement uncertainty. The effect of changes to such estimates and assumptions in future periods could be significant to the financial statements.

C. Notes to Statement of Financial Position

Assets – Current Assets

1. Cash and cash equivalents

	December 31, 2019	December 31, 2018
	€ '000	€ '000
Petty Cash	1	1
Current Bank Accounts	511,018	395,044
Cash equivalents	198,797	279,991
Total Cash and cash equivalents	709,816	675,035

Petty cash is cash on hand locked in a safe at NAHEMA.

Deposits are partly held in interest-bearing current bank accounts in immediately available funds. Current bank accounts are held in EURO.

Cash equivalents are funds invested on short-term deposit bank accounts held in EURO.

Cash and cash equivalents included in the Cash Flow Statement equal the above figures in the Statement of Financial Position.

NATO UNCLASSIFIED

2. Accounts receivable

	December 31, 2019	December 31, 2018
	€ '000	€ '000
Contributions from Member Nations		
Receivable from Nations related to AB	(35)	(35)
Receivable from Nations related to OB	183,753	127,139
Other receivables		
Receivables VAT reimbursement 2017	0	25
Receivables VAT reimbursement 2018	8	205
Receivables VAT reimbursement 2019	239	0
Receivable accrued interest	18	19
Total Receivables	183,983	127,353

Contributions from Member Nations

Contributions receivables from Member Nations are recognised when called.

Receivables from Nations related to the AB funding

The accounts receivable from Nations related to the NAHEMO AB are related to the NAHEMO Nations (France, Germany, Italy, The Netherlands and Belgium), and the Non-NH90-Programme Contributing Participants Finland, Norway and Sweden (the so called NORDIC Nations) and Australia, Spain and New Zealand.

The total yearly Administrative Costs of NAHEMA have been fixed by the Production MOU for the NAHEMO community to a ceiling amount of EUR 6.6 Million based on economic conditions of 01/01/1999. The ceiling has been increased to EUR 7.85 Million since the Addendum No. 5 to the Production MOU has been signed in September 2009. The ceiling is annually escalated using the annual NATO salaries increase and the index "Indice mensuel des prix à la consommation" published in the Bulletin mensuel de l'INSEE.

With Programme Arrangement No. 1 to the NH90 Community MOU an additional ceiling amount of EUR 750,000 on economic conditions of 01/01/1999 has been fixed for the NAHEMA activities in favour of the NORDIC Nations depending on the agreed scope of work. The NORDIC Nations contribute to the AB starting from the financial year 2005.

Since the financial year 2007 Australia is contributing to the AB.

In June 2007 the NH 90 Belgian Production MOU was signed and Belgium became the 6th NAHEMO Nation. The yearly administrative ceiling amount of EUR 110,000 for an A3 post or an amount of EUR 124,000 for an A4 post on economic conditions 01/1999 has been agreed as Belgian participation.

In May 2013 with Programme Arrangement No.1 amendment 2 to the Community MOU an additional ceiling amount of EUR 140,000 each of the Spanish and the New Zealand Contributing Participant on economic conditions 01/1999 has been agreed as annual administrative participation.

All expenses including salaries and associated costs within the scope of the AB are considered as administrative expenses.

NATO UNCLASSIFIED

NATO UNCLASSIFIED

In 2019, the NAHEMO Nations were invited to pay EUR 11,084,032.99 the NORDIC Nations share was EUR 1,390,620.00 and the share for Australia, New Zealand and the Kingdom of Spain was EUR 794,640.00.

Lapsed funds 2017 in the amount of EUR 96,500.20 were to be offset from call for funds in 2019. Respective credit memos were created and credited against the 2nd call for funds 2019.

PRT shares will not be returned to PRT. The funds will remain in NAHEMA until the MOU related to the PRT withdrawal has been signed. After signature of this MOU it will be determined how the remaining PRT funds will be used.

Receivables from Nations related to OB funding

At the end of Budget Year 2019, a total OB receivables of EUR 183,753,683.00 was recorded.

Receivables VAT reimbursement

These are receivables for outstanding VAT reimbursements from 2018 in the amount of EUR 7,935.00 and from 2019 in the amount of EUR 238,775.07 from the French Minister of Finance for a total of EUR 246,710.07.

According to the MOUs, VAT is payable by the country levying it, which is France in the case of the NH90 Programme. The Finance and Administrative Committee (FAC) decided that the AB is to be submitted exclusive of VAT. VAT payments are kept in a specific expense account and will be reimbursed by the French Ministry of Finance (MoF).

VAT payments not reimbursed by MoF due to French Internal regulations will be compensated by the French Ministry of Defence (MoD). This practice was confirmed per decision 35th Financial Administrative Committee Meeting 16-18 October 2018.

3. Prepayments

NAHEMO acts as an agent on behalf of member states. It makes prepayments on behalf of member nations to industry. However, these prepayments are not considered assets of NAHEMO (they are assets of the member nations) and as such are no longer shown as assets in the Statement of Financial Position.

NATO UNCLASSIFIED

Assets – Non-current Assets

4. Property, plant and equipment

Changes in Property, Plant and Equipment and related depreciation for the year were as follows:

	Vehicle	Automated Information Systems	Total
	EUR	EUR	EUR
Cost			
Net book value			
Balance at 31 December 2018	29,477.25	141,988.73	171,465.98
Additions	-	165,577.75	165,577.75
Disposals	-	-	-
Revaluation	-	-	-
Balance at 31 December 2019	29,477.25	307,566.48	337,043.73
Accumulated depreciation			
Depreciation expense	6,131.40	74,379.95	80,511.35
Balance at 31 December 2019	6,131.40	74,379.95	80,511.35
Net book value			
Balance at 31 December 2019	23,345.85	233,186.53	256,532.38

In 2019 NAHEMA replaced and purchased automated information systems for EUR 165,577.75 that are capitalized on NAHEMO's Statement of Financial Position. The total depreciation charge for the year 2019 was EUR 80,511.35 and results in a total net book value of EUR 256,532.38 for property, plant and equipment.

NATO UNCLASSIFIED

5. Intangible assets

Changes in Intangible assets and related amortisation for the year were as follows:

	Computer Software (off the shelf)	Computer Software (bespoke)	Total
	EUR	EUR	EUR
Cost			
Net book value			
Balance at 31 December 2018	94,069.93	9,547.22	103,617.15
Additions	156,193.99	-	156,193.99
Disposals	-	-	-
Revaluation	-	-	-
Balance at 31 December 2019	250,263.92	9,547.22	259,811.14
Accumulated amortisation			
Amortisation expense	79,191.15	3,273.33	82,464.48
Balance at 31 December 2019	79,191.15	3,273.33	82,464.48
Net book value			
Balance at 31 December 2019	171,072.77	6,273.89	177,346.66

In 2019 NAHEMA purchased computer software for EUR 156,193.99 that are capitalized on NAHEMO's Statement of Financial Position. The total amortisation charge for the year 2019 was EUR 82,464.48 and results in a total net book value of EUR 177,346.66 intangible assets.

NATO UNCLASSIFIED

Liabilities – Current Liabilities

6. Payables

	December 31, 2019	December 31, 2018
	€ '000	€ '000
Payables AB suppliers	12	370
Payables OB suppliers	451	35,278
Payables to suppliers	463	35,649
Payables to Nations in respect of AB	2,229	2,489
Payables to Nations in respect of OB	885,924	763,296
Payables to Nations	888,153	765,786
Other Payables	0	0
Total Payables	888,616	801,434

Payables to AB Suppliers

In 2019 there are payables to AB suppliers for the purchase of goods and services of EUR 1,013.80. Payables also contain liabilities for accrued expenses in the amount of EUR 12,168.42.

Payables to OB Suppliers

For 2019 there are payables to OB suppliers in the amount of EUR 450,239.16.

Payables to AB funding nations in respect of AB

This represents the net revenue containing interest, bank charges, lapses, and over/under call in 2019. The net result in the amount of EUR 2,228,630.55 has to be reimbursed to the nations following the MOU cost sharing agreement and NAHEMO SC decisions towards the NAHEMO AB funding.

Lapsed funds 2018 in the amount of EUR 854,053.22 will be offset from call for funds in 2020. Respective credit memos will be created and credited against the 2nd call for funds 2020.

Lapsed funds 2019 in the amount of EUR 1,362,009.66 will be offset from call for funds in 2021. Respective credit memos will be created and credited against the 2nd call for funds 2021.

NATO UNCLASSIFIED

Payables to OB funding nations in respect of OB

This represents the net revenue containing interest, bank charges, lapses, contributions from other Nations for compensation, unallocated contributions, miscellaneous receipts and unused contributions.

The amount of EUR 885,923,819.09 represents balances held by NAHEMO or owed from member Nations which are in turn owed to nations until they are expensed on the OB. Due to a change in accounting policy in 2013, contributions for next year's OB are shown as payables to Nations.

In the table below, the details of the total payables to Nations of EUR 2,228,630.55 (AB) and EUR 885,923,819.09 (OB) are explained.

Interest held on operational bank accounts have accumulated since 2007 to EUR 1,910,338.11.

Payables to Nations at the end of 2019	
Payables to Nations in respect of AB	
	EURO € '000
Misc. Payables	13
Lapsed Funds related to Budget Year 2018	854
Lapsed Funds related to Budget Year 2019	1,362
	2,229
Payables to Nations in respect of OB	
	EURO € '000
Interest	1,911
Lapsed Funds NSPA related to Budget Year 2011	106
Unallocated Contributions	5,900
Unused Contributions	878,007
Misc. Payables	1
Total OB Related	885,924

Other Payables

In 2019 there are no other payables.

NATO UNCLASSIFIED

7. Unearned Revenue and Advances

	December 31, 2019	December 31, 2018
	€ '000	€ '000
Unearned Revenue AB	424	(42)
Advances AB	4,758	992
Total	5,182	950

Unearned Revenue AB

Unearned revenue AB consists of contributions and other transfers received or receivable, but for which corresponding charges will be incurred after the reporting date. The unearned revenue liability as of 31 December 2019 was EUR 424,357.54.

In note 9, it is explained how the unearned revenue 2018, contributions and revenue recognition in 2019 result in the unearned revenue 2019.

Advances AB

Advances related to the AB are contributions called in advance relating to the 2020 Budget. EUR 4,758,137.13 was an advanced contribution from Germany, Italy and Norway.

Other current liabilities

The amount of EUR 438.87 is connected to an error in the ORACLE system at the fiscal year change. Together with ORACLE consultants NAHEMA is working on a solution

Net Assets

8. PP&E and Intangible Asset Reserve

Net assets of EUR 433,879.01 are represented by PP&E and intangible asset reserve of EUR 275,083.13 plus acquisition for 2019 of 321,771.74 EUR minus the depreciation/amortisation for 2019 of EUR 162,975.83.

D. Notes to Statement of Financial Performance

9. Revenue

The revenue recognition is matched with the recognition of expenses against the NAHEMO AB. Contributions when called are booked as an advance under unearned revenue and subsequently recognised as revenue when it is earned.

The table below shows the revenue from exchange transactions for the AB 2018 and 2019.

	December 31, 2019	December 31, 2018
	€ '000	€ '000
Revenue AB		
Contributions	11,424	11,417
Revenue	11,424	11,417

The revenue recognition is matched with the recognition of expenses.

Reconciliation between Revenue and Unearned Revenue

The table below explains to what extent the unearned revenue from previous years and the net calls in the current year for the AB is recognized as revenue in the current year. The remaining balance is unearned revenue for the funds that are carried forward to future years and payables for the AB credits that are lapsed.

The starting balance of the unearned revenue at the beginning of 2019 is EUR 949,826,82. The reversal for accrued expenses is EUR 179,465.72, the total amount called in 2019 reads EUR 17,035,507.59. EUR 204,650.32 was recorded for the VAT paid in 2018 to be reimbursed in 2019. EUR 214,677.37 was recorded for the VAT paid in 2019 to be reimbursed in 2020. The revenue recognized in 2019 is EUR 11,423,793.75 for expenses and EUR 419,198.76 for VAT expenses; lapsed funds to be returned to Nations are for an amount of EUR 1,366,296.49. EUR 192,301.73 correspond to capitalized expenditure incurred within the year. This results in unearned revenue of EUR 5,182,494.67.

NATO UNCLASSIFIED

Reconciliation of Unearned Revenue AB 2018 with 2019	
	EURO € '000
Unearned Revenue 31 December 2018	950
Reversal accruals 2018	179
Call for Funds 2019	12,278
Call for Funds 2020	4,758
VAT paid 2018 to be reimbursed in 2019	205
VAT paid 2019 to be reimbursed in 2020	215
Flow of capitalized expenditure in 2019	(192)
Accrued Expenses 2019	(12)
Revenue earned 2019	(11,412)
Bank Charges	(1)
Revenue earned in 2019 for VAT 2018	(215)
Payable to Governments 31 December 2019	(1,366)
VAT 2018 reimbursed 2019	(173)
VAT 2018 reimbursed 2019	(32)
Total unearned revenue 31 December 2019	5,182

10. Expenses

Expense recognition for the 2019 AB and previous years carried forward budgets activities are based upon actual payments made together with accrued expenses which are based on value of work completed by contractors or duty trips performed where invoices are not yet received. Depreciation for PP&E and Intangible Assets for 2019 is reflected as expense.

AB Expenses are recognized by nature within the following groups.

Personnel

All civilian Personnel expenses as well as other non-salary related expenses, in support of common funded activities. The amounts include expenses for salaries, temporary personnel, for other salary related and non-related allowances including overtime, medical examinations, recruitment, installation, and removal and for contracted consultants and training.

Contractual Supplies and Services

Contractual Supplies and Services expenses include expenses for general administrative overheads, and the maintenance costs of buildings/grounds, communication and information systems, transportation, travel expenses, representation/hospitality and miscellaneous expenses. These expenses were mainly needed to meet NAHEMOS' requirements in order to fulfil NAHEMAs' management tasks.

NATO UNCLASSIFIED

Operating Leases

NAHEMA rents premises on an operating lease. The annual rent for the premises is EUR 482,486.36 inclusive accessory charges. The lease for buildings A and B will terminate in 2020.

Capital & Investment

Capital Investments are still reported as expenses against the AB. Acquired assets of PP&E which exceed the materiality thresholds would be in principle capitalized and depreciated over their useful life.

The table below shows the breakdown of the expense from AB exchange transactions:

	December 31, 2019	December 31, 2018
	€ '000	€ '000
Personnel	10,170	9,818
Operating	1,195	1,217
Capital	47	202
Depreciation PP&E	81	51
Depreciation Intangible Assets	82	60
VAT	215	205
Finance Costs	0	0
Accrued Expenses	12	179
Total Expenses AB	11,802	11,732

AB expenses are recognized when occurred. Accruing of expenses is based on the concept of accruing when goods and services are received. The accrued expenses are composed as follows:

Personnel	1,573.72 EUR
Operating	10,594.70 EUR
Capital	0.00 EUR
Total	12,168.42 EUR

Reconciliation between Revenue and Expenses

The Revenue related to the AB that has been recognized in 2019 relates directly to the expenses that can be attributed to the AB. For the AB the total revenue incurred is matched with the total expenses recognized in 2019 for a total of EUR 11,801,473.95.

The depreciation for PP&E and amortisation for intangible assets are reflected as expense and cannot be matched with the Revenue and therefore result in a net surplus/deficit for the year 2019 of EUR 162,975.83.

11. Surplus or Deficit for the Period

In the Statement of Financial Performance the surplus/deficit of the period of EUR 162,975.83 represent the annual depreciation expense for PP&E and annual amortisation expense for intangible assets.

12. Bank Charges / Negative Interest

In 2019 bank charges exceeded the interest earned.

For the AB, charges were expensed and recognized as revenue in accordance with 76th NH90 Steering Committee decision.

For the OB, charges were offset from payable interest of previous years in accordance with respective Nations' requests.

In 2019 two NAHEMO Nations were charged with negative interest on their operational bank accounts.

For one Nation, negative interest in the amount of EUR 3,534.70 was offset from payable interest of previous years in accordance with respective Nation's request. For the other Nation negative interest in the amount of EUR 60,798.10 was recognized as expenses in accordance with respective Nation's request.

E. Events after Reporting Date

Under IPSAS 14 (Events after the reporting date) reporting entities are required to disclose any event, both favourable and unfavourable, which occurs between the reporting date and the date when the financial statements are authorized for issue.

At the end of 2019, two OB Calls for Funds (CFF) out of 2019 for Chapter 8 were still unpaid. These CFF with the amount of EUR 16,033,683.00 and EUR 220,000.00 were paid in January and February 2020. One OB Call for Funds (CFF) out of 2019 for Chapter 3 was partly paid at the end of 2019. The outstanding amount of EUR 6,600,000.00 will be paid in 2020 to avoid negative interest in accordance with respective Nation's request.

There have been no other events between reporting date and the date when the financial statements were authorized for issue that would affect the amounts recognized in these financial statements.

F. Related Parties Disclosure

Under IPSAS 20 Parties are considered to be related if one party has the ability to control or exercise significant influence over the other party in making financial and operating decisions. IPSAS 20 requires the disclosure of the existence of related party relationships, where control exists, and the disclosure of information about transactions between the entity and its related parties. This information is required for accountability purposes and to facilitate a better understanding of the financial position and performance of the reporting entity.

The key management personnel of NAHEMA have completed a declaration stating that they have no related party relationships that could affect the operation of this reporting entity. Also National Heads of Delegations as well as Joint Executive Committee Members have completed a declaration stating that they have no related party relationships that could affect the operation of this reporting entity.

NAHEMA senior management is remunerated in accordance with published NATO pay scales and does not receive loans that are not available to all staff.

Key Management Personnel

GENERAL MANAGER, grade A7
DEPUTY GENERAL MANAGER, grade A6
ADM DIVISION LEADER, grade A6
SYS DIVISION LEADER, grade A6
LOG DIVISION LEADER, grade A6

The aggregate remuneration of key management personnel was as follows during the year:

	December 31, 2019	December 31, 2018
	€ '000	€ '000
Basic salaries	781	740
Allowances	124	133
Post-employment benefits	74	74
Employer's contribution to Insurance	79	75
TOTAL	1.058	1.022

The Salary adjustment was +2.5% in 2019.

NATO UNCLASSIFIED

Number of individuals on a full time equivalent basis	December 31, 2019	December 31, 2018
General Manager	1	1
Deputy General Manager	1	1
Other key management personnel (Division Leaders)	3	3
TOTAL	5	5

In addition NAHEMA management has assessed that there are no related party transactions between the nations which are members of NAHEMO and the Industrial contractors used to implement NAHEMO programmes. However, France and Germany have shareholdings of about 12% of EADS, who owns Airbus Helicopters (formerly known as Eurocopter).

G. Employee Disclosure

Employees in NAHEMA are compensated for the service they provide in accordance with rules and amounts established by NATO.

The compensation consists of basic salary, various allowances, health insurance, pension plan and other benefits as agreed with each Host Nation and the Protocols of NATO. Cash compensations are exempt from income tax in accordance with NATO Nations agreement. NAHEMA is not reliable for retirement benefits.

The costs in Chapter 1 are for staff members hired under the NATO Civilian Personnel Regulations as well as for consultants and contractors. The figures represent the costs of personnel including basic salary, allowances, insurance and pension plan contributions.

	December 31, 2019	December 31, 2018
	€ '000	€ '000
Employee benefits expense	9,632	9,311
Post-employment benefits		
for defined benefit pension scheme	0	0
for defined contribution pension scheme	781	763
Total employee benefits expense	10,413	10,074

Different pension plans are applicable to employees in NAHEMA; defined benefit plan, and defined contribution plan. All pension plans are managed by NATO HQ and are therefore not included in the entity Financial Statements. Contributions to the plans are expensed when occurred.

Further to an analysis covering the last years of the history of death in service risks in relation to premiums paid by the Organisation during 2012-2015, a compensation of EUR 6 million at the NATO-wide level was agreed by the Insurance company. End 2018, the NATO Secretary General decided that a fraction of this amount (circa EUR 1,7 million) should be paid to NATO staff who were members of the DCPS during the period 2012-2015 in proportion to the contributions they made to the DCPS. Staff employed by "NATO body" during the period 2012-2015 and affiliated to the DCPS is therefore entitled to a payment to be made from the NATO DCPS accounts. According to the NATO IS - Office of Financial Control the actual payment will take place in early 2020.

H. Financial Instruments Disclosure/Presentation

NAHEMA uses only non-derivative financial instruments as part of its normal operations. These financial instruments include, cash, bank accounts, deposit accounts, and accounts receivable. All the financial instruments are recognised in the statement of financial position at their fair value.

NAHEMA is restricted from entering into borrowings and investments. NAHEMA's management have considered the following types of risks related to its financial assets and liabilities:

- Foreign currency exchange risk: NAHEMA is not exposed to foreign currency exchange risk because all contributions and payments are made in EURO
- Liquidity risk: The liquidity risk is based on the assessment whether the organisation will encounter difficulties in meeting its obligation associated with financial liabilities. There is a very limited exposure to liquidity risk because of the budget funding mechanism that guarantees contributions in relation to approved budgets. The limited risks are primarily the validity of forecasts that result in the calls for contributions.
- Credit Risk: There is a low credit risk as the contributing nations have high or sufficient credit ratings. NAHEMA's management does not believe that its customers' credit positions will directly impact on their ability to meet NAHEMA's funding commitments.
- Price Risk: There is a low price risk to NAHEMA due to programme price increases because Nations are contractually bound to meet such price changes and NAHEMA itself is not exposed to this price risk.

I. Bank Guarantees

NAHEMA's building rental contracts include two bank guarantees ("cautionnement bancaire") with Credit Agricole Bank in favour of société GENEPIERRE for EUR 258,805.00 and in favour of société ATLANTIQUE MUR REGIONS S.C.P.I. of EUR 19,308.58.

Société GENEPIERRE is the owner of the building (Bâtiment A) and société ATLANTIQUE MUR REGIONS S.C.P.I. is the owner of the building (Bâtiment B, ground floor) that are rented by NAHEMA. Société GENEPIERRE and société ATLANTIQUE MUR REGIONS S.C.P.I. insisted on these bank guarantees. These guarantees do not elapse before the end of the rental contract.

Statement of Budget Execution as at 31 December 2019 and for the year ended (Annex as per the NFRs para. 34)

Statement of Budget Execution as of 31 December 2019 in EUR (Annex as per the NFRs para. 34)

Notes to the Statement of Budget Execution

Comparison of Budget Execution and Statement of Financial Performance

Budget Execution**Reconciliation between the NAHEMO Budget Execution Statements and the NAHEMO Statement of Financial Performance:**

The difference between the Budget Execution Statement for the AB and the accrual based inputs in the Statement of Financial Performance is based on the payables accrued expenses amount of EUR 12,168.42, the depreciation amount of EUR 162,975.83 and the VAT paid amount of EUR 214,677.37.

The following table represents this reconciliation.

BUDGET	EXPENSE IN BUDGET EXECUTION STATEMENT (Including bank charges) € '000	Adjustments for Capitalized expenditure Expenses	Adjustments for Payables accrued Expenses	Adjustments for VAT paid	Adjustments for Depreciation	EXPENSE IN STATEMENT OF FINANCIAL PERFORMANCE € '000
ADMINISTRATIVE BUDGET 2019	11,604	(192)	12	215	163	11,802
TOTAL	11,604	(192)	12	215	163	11,802

IPSAS 24 - Presentation of budget information in Financial Statements is applicable from the 2009 financial reporting period onwards.

Due to the fact that the NAHEMO Budget Execution Statement is cash based and the NAHEMO Financial Statements are on the accruals basis please find below the reconciliation.

The ORIGINAL AB is based on estimates and has been approved by the NAHEMO Steering Committee during the The ORIGINAL AB is based on estimates and has been approved by the NAHEMO Steering Committee during the 32nd CSC meeting held on the 05th and 6th of

NATO UNCLASSIFIED

ANNEX

NAHEMO Steering Committee during the 32nd CSC meeting held on the 05th and 6th of December 2018, except for France and Italy, which approved ex-committee both on the 20th of December 2018.

The AB COMMITMENTS 2019 are mainly based on personal cost for the NAHEMA employees and purchase and service contracts signed in order to run the agency. In the "Statement of Budget Execution", the column "Carry forward" shows the remaining commitments at year end to be carried forward to the next year. Committed credits carried forward are allowed to be carried forward for two years. At the end of the third year, they will be finally cancelled. The column "Expenses" shows the total amount expensed during the year. The column "Lapsed" shows the difference between the total amount of credits minus the total amount committed, lapsed at year end and to be given back to Nations.

At the end of 2019, EUR 1,366,296.49 were lapsed, and will be given back to Nations. Hence, payable lapses to Nations add up as follows: Coming from Budget 2018: EUR 4,286.83, coming from Budget 2019: EUR 1,362,009.66.

RECONCILIATION OF ADM BUDGET EXECUTION TO CASH FLOW STATEMENT

Expenditure (modified cash based) on AB	(12,009,616.91)
Cash received on AB	15,716,881.16
Net inflow on AB	3,534,953.68
Net cash flow as per cash flow statement	3,596,528.87
Difference	(61,839.81)

Represented by:

(223.80)	Bank Charges
(110,511.58)	Misc. Payments
172,575.19	VAT reimbursed

In accordance with the new NAHEMO Financial Rules and Procedures, replacing the 5th issue of the NAHEMO Financial Rules and Regulations, the OB is composed of 3 Chapters, Chapter 1 (formerly known as D&D), Chapter 2 (formerly known as PIP) and Chapter 3 (formerly known as ISS and NAMSA).

The ORIGINAL OB for each Chapter indicates the total estimated amount of expected cash payments. This amount includes amounts for planned contracts to be signed during the actual Budget year and planned amendments of contracts as well. For the new frame contracts like the repair & overhaul contracts for the engine and the helicopter, Nations provided the budget figures based on their assumptions.

The INI OB 2019 has been approved during the 32nd CSC meeting held on the 05th and 6th of December 2018, except for France and Italy, which approved ex-committee on the 19th of February 2019 and on the 1st of March 2019 respectively. The MYR OB 2019 has been approved during the 33rd CSC meeting held on the 27th and 28th of June 2019, except for France and Italy, which approved ex-committee on the 15th of July 2019 and on the 26th of July 2019 respectively. The

NATO UNCLASSIFIED

RECONCILIATION OF OP BUDGET EXECUTION TO CASH FLOW STATEMENT

Expenditure (modified cash based) on OB	(1,134,698,894.87)
Cash received on OB	1,165,943,550.38
Net inflow on OB	31,244,655.51
Net cash flow as per cash flow statement	(31,184,031.34)
Difference	60,586.73

Represented by:

18,028.40	Interest paid to Treasuries
2,864.30	Bank Charges
63,721.83	Negative Interest
(27,027.80)	Interest earned

Statement of Credits carried forward

The following table shows credits carried forward with a brief explanation of the unexpended balances at year end for which there is a legal liability.

NAHEMA AB 2019		
(EUR)	STATEMENT OF CREDITS CARRIED FORWARD TO 2019	
CHAPTER		REMARKS
01 PERSONNEL	73,219.51	Education allowances, overtime, removal, recruitment, home leave, medical examinations CEPMA costs to be finalized
02 SUPPLIES	261,616.51	Moved to new premise, maintenance, travel missions, computerization, technical assistance, leasing costs to be finalized
03 CAPITAL	41,917.22	Furniture, IT, security costs to be finalized
TOTAL	376,753.24	

OB Milestones achieved 2019

As of 31 December 2019 milestones in the amount of EUR 94,645,265.25 had been declared achieved but were not invoiced before closing of F.Y. 2019. Hence, they were not recognized as payables in F.Y. 2019.

Statement of Transfers

In accordance with the Section I art. 12 of the NAHEMO FINANCIAL RULES AND PROCEDURES (approved on 20/10/2017), a statement of budgetary transfers recorded in 2019 is presented in the following table:

NAHEMA ADMINISTRATIVE BUDGET 2019 TRANSFERS AUTHORISED IN ACCORDANCE WITH ARTICLE 12 OF NAHEMO FINANCIAL RULES AND PROCEDURES
--

ORIGIN OF THE CREDITS			CREDITS NEEDED			GRAND TOTAL
BUDGET ITEM LINE	AMOUNT	TOTAL	BUDGET ITEM LINE	AMOUNT	TOTAL	
1110ADM	50,000.00 €	50,000.00 €	1515ADM	50,000.00 €	50,000.00 €	0.00 €
1111ADM	20,000.00 €	20,000.00 €	1110ADM	20,000.00 €	20,000.00 €	0.00 €
1112ADM	50,000.00 €	50,000.00 €	1110ADM	50,000.00 €	50,000.00 €	0.00 €
1113ADM	50,000.00 €	50,000.00 €	1110ADM	50,000.00 €	50,000.00 €	0.00 €
1119ADM	18,000.00 €	18,000.00 €	1515ADM	18,000.00 €	18,000.00 €	0.00 €
1210ADM	1,633.17 €	1,633.17 €	1215ADM	1,633.17 €	1,633.17 €	0.00 €
1211ADM	60,000.00 €	60,000.00 €	1110ADM	60,000.00 €	60,000.00 €	0.00 €
2110ADM	26,457.91 €	26,457.91 €	2810ADM	26,457.91 €	26,457.91 €	0.00 €
2110ADM	9,448.00 €	9,448.00 €	2810ADM	9,448.00 €	9,448.00 €	0.00 €
2112ADM	11,241.17 €	11,241.17 €	2810ADM	11,241.17 €	11,241.17 €	0.00 €
2112ADM	392.09 €	392.09 €	2810ADM	392.09 €	392.09 €	0.00 €
2113ADM	16,280.64 €	16,280.64 €	2810ADM	16,280.64 €	16,280.64 €	0.00 €
2114ADM	255.92 €	255.92 €	2710ADM	255.92 €	255.92 €	0.00 €

NATO UNCLASSIFIED

ANNEX

2114ADM	8,729.01 €	8,729.01 €	2810ADM	8,729.01 €	8,729.01 €	0.00 €
2114ADM	15,000.00 €	15,000.00 €	2810ADM	15,000.00 €	15,000.00 €	0.00 €
2116ADM	2,512.16 €	2,512.16 €	2810ADM	2,512.16 €	2,512.16 €	0.00 €
2117ADM	15,000.00 €	15,000.00 €	2810ADM	15,000.00 €	15,000.00 €	0.00 €
2210ADM	2,109.92 €	2,109.92 €	2810ADM	2,109.92 €	2,109.92 €	0.00 €
2211ADM	4,515.25 €	4,515.25 €	2811ADM	4,515.25 €	4,515.25 €	0.00 €
2212ADM	276.39 €	276.39 €	2810ADM	276.39 €	276.39 €	0.00 €
2412ADM	391.00 €	391.00 €	2413ADM	391.00 €	391.00 €	0.00 €
2810ADM	2,253.55 €	2,253.55 €	2811ADM	2,253.55 €	2,253.55 €	0.00 €
2811ADM	40,000.00 €	40,000.00 €	2810ADM	40,000.00 €	40,000.00 €	0.00 €
2911ADM	94.00 €	94.00 €	2413ADM	94.00 €	94.00 €	0.00 €
3211ADM	20,000.00 €	20,000.00 €	2810ADM	20,000.00 €	20,000.00 €	0.00 €
GRAND TOTAL	424,590.19 €			424,590.19 €		0.00 €

Representation allowance

The NAHEMA General Manager is entitled to representation allowance to cover expenses associated with establishing and maintaining business relationships of value to NATO (e.g. hosting of functions such as dinners, luncheons and receptions). As per EM-HR(PSC)(2014)0008 dated 5 March 2014, including PO(2013)0154, the total entitlement to representation allowance for 2018 was EUR 9,700.00 of which EUR 870.15 were expensed. Remaining commitments were closed and credits were lapsed. Expenses 2019 were as follows:

	December 31, 2019	December 31, 2018
	€	€
Rental supplement expenses	0.00	0.00
Hospitality expenses	870.15	808.40
Total	870.15	808.40



NORTH ATLANTIC TREATY ORGANIZATION
ORGANISATION DU TRAITÉ DE L'ATLANTIQUE NORD
INTERNATIONAL BOARD OF AUDITORS
COLLÈGE INTERNATIONAL DES AUDITEURS EXTERNES DE L'OTAN

NATO SANS CLASSIFICATION

IBA-A(2020)0082
26 août 2020

- À : Secrétaire général
(À l'attention du Directeur du Cabinet)
- Cc : Représentants permanents auprès de l'OTAN
Président du Comité de direction de l'Organisation de gestion OTAN pour la mise au point, la production et le soutien opérationnel d'un avion de combat polyvalent (NAMMO)
Directeur général de l'Agence de gestion OTAN pour le développement, la production et la logistique de l'ACE 2000 et du Tornado (NETMA)
Contrôleur des finances de la NETMA
Président du Bureau de la planification et de la politique générale des ressources
Chef de la Branche Secrétariat et finances du Bureau OTAN des ressources
Bureau d'ordre du Cabinet
- Objet : ***Opinion et lettre d'observations et de recommandations du Collège international des auditeurs externes de l'OTAN (IBAN) concernant l'audit des états financiers de l'Organisation de gestion OTAN pour la mise au point, la production et le soutien opérationnel d'un avion de combat polyvalent (NAMMO) pour l'exercice clos le 31 décembre 2019 – IBA-AR(2020)0013***

Monsieur le Secrétaire général,

Vous trouverez ci-joint l'opinion (annexe 2) et la lettre d'observations et de recommandations (annexe 3) de l'IBAN, ainsi qu'une note succincte à l'intention du Conseil (annexe 1).

L'IBAN a émis une opinion sans réserve sur les états financiers de la NAMMO ainsi que sur la conformité pour l'exercice 2019.

Veuillez agréer, Monsieur le Secrétaire général, l'assurance de ma haute considération.

Daniela Morgante
Présidente

Pièces jointes : voir ci-dessus.

NATO SANS CLASSIFICATION

**Note succincte
du Collège international des auditeurs externes de l'OTAN
à l'intention du Conseil sur l'audit des états financiers
de l'Organisation de gestion OTAN pour la mise au point, la production
et le soutien opérationnel d'un avion de combat polyvalent (NAMMO)
pour l'exercice clos le 31 décembre 2019**

La NAMMO est une organisation de production, de logistique et de service de l'OTAN. Les pays qui y participent sont l'Allemagne, l'Italie et le Royaume-Uni. L'Agence de gestion OTAN pour le développement, la production et la logistique de l'ACE 2000 et du Tornado (NETMA) gère ce programme et les budgets correspondants.

Le Collège international des auditeurs externes de l'OTAN (IBAN) a audité les états financiers de la NAMMO pour l'exercice clos le 31 décembre 2019. En 2019, les dépenses imputées sur le budget opérationnel se sont élevées à 477 millions d'euros (MEUR).

L'IBAN a émis une opinion sans réserve sur les états financiers de la NAMMO ainsi que sur la conformité pour l'exercice clos le 31 décembre 2019.

À l'issue de l'audit, l'IBAN a formulé une observation, assortie de recommandations. Cette observation est présentée dans la lettre d'observations et de recommandations (annexe 3).

On trouvera ci-après la principale constatation, qui n'a pas eu d'incidence sur l'opinion émise au sujet des états financiers et de la conformité.

1. Gestion des liquidités dans le contexte de la hausse des coûts financiers.

L'IBAN a fait le point sur la suite donnée aux questions ayant fait l'objet d'observations lors de précédents audits, et il a constaté qu'une question était toujours en cours de traitement et que deux autres avaient été traitées.

L'opinion et la lettre d'observations et de recommandations ont été transmises à la NETMA, dont les commentaires ont ensuite été intégrés dans la lettre ainsi que, le cas échéant, la position de l'IBAN à leur sujet (appendice à l'annexe 3).

Une lettre a été adressée à la direction de la NETMA. Elle contient des observations et des recommandations qui ont été formulées au cours de l'audit et qui ne figurent pas dans la présente lettre d'observations et de recommandations, et elle fait le point sur les suites données à des observations formulées dans de précédentes lettres à la direction. En effet, l'IBAN estime que ces questions doivent être traitées par la direction de la NETMA et qu'elles relèvent dès lors de la responsabilité de celle-ci.

26 août 2020

COLLÈGE INTERNATIONAL DES AUDITEURS EXTERNES DE L'OTAN

OPINION SUR LES ÉTATS FINANCIERS

**DE L'ORGANISATION DE GESTION OTAN POUR LA MISE AU POINT,
LA PRODUCTION ET LE SOUTIEN OPÉRATIONNEL
D'UN AVION DE COMBAT POLYVALENT**

(NAMMO)

POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 2019

**OPINION DE L'AUDITEUR EXTERNE
À L'INTENTION DU CONSEIL DE L'ATLANTIQUE NORD**

Audit des états financiers

Opinion sur les états financiers

Le Collège international des auditeurs externes de l'OTAN (IBAN) a audité les états financiers de l'Organisation de gestion OTAN pour la mise au point, la production et le soutien opérationnel d'un avion de combat polyvalent (NAMMO) portant sur la période de 12 mois ayant pris fin le 31 décembre 2019. Soumis à l'IBAN le 1^{er} avril 2020, ces états financiers se composent de l'état de la situation financière au 31 décembre 2019, de l'état de la performance financière, du tableau des flux de trésorerie et de l'état des variations de l'actif net/situation nette pour la période de 12 mois ayant pris fin le 31 décembre 2019, ainsi que d'un résumé des méthodes comptables importantes et d'autres notes explicatives. Ils contiennent en outre un rapport sur l'exécution du budget portant sur la période de 12 mois ayant pris fin le 31 décembre 2019.

L'opinion de l'IBAN est que les états financiers donnent une image fidèle et exacte de la situation financière de la NAMMO au 31 décembre 2019 ainsi que de sa performance financière, de ses flux de trésorerie et de l'exécution du budget pour la période de 12 mois ayant pris fin le 31 décembre 2019, en application des dispositions comptables et des normes de compte rendu du cadre comptable OTAN.

Justification de l'opinion émise sur les états financiers

Le Règlement financier de l'OTAN (NFR) prévoit que l'audit externe des entités OTAN présentant des états financiers et des organismes OTAN établis en vertu du Traité de l'Atlantique Nord est effectué par l'IBAN.

L'IBAN a effectué son audit sur la base des normes internationales des institutions supérieures de contrôle des finances publiques (ISSAI 1000-1810), définies par l'Organisation internationale des institutions supérieures de contrôle des finances publiques (INTOSAI), ainsi que des dispositions complémentaires figurant dans sa propre charte.

L'IBAN est indépendant, ainsi que le prévoit le Code de déontologie de l'INTOSAI, et il s'est acquitté de ses responsabilités dans le respect des dispositions de ce code. Les responsabilités des membres de l'IBAN sont décrites de manière plus détaillée dans la section « Responsabilités de l'IBAN concernant l'audit des états financiers » et dans sa charte.

L'IBAN estime qu'il a obtenu par son audit les éléments probants nécessaires et suffisants pour lui permettre de formuler une opinion.

Responsabilité de la direction concernant les états financiers

La responsabilité de la direction concernant les états financiers est définie dans le NFR. Les états financiers de la NAMMO sont établis en application des dispositions comptables et des normes de compte rendu du cadre comptable OTAN tel qu'approuvé par le Conseil. Il incombe au contrôleur des finances de soumettre les états financiers à l'IBAN au plus tard le 31 mars qui suit la fin de l'exercice visé dans les états financiers.

Les états financiers sont signés par le chef de l'entité OTAN concernée et par le contrôleur des finances. En apposant leur signature sur ces documents, ceux-ci confirment que des mesures de gouvernance financière, des mécanismes de gestion des ressources, des contrôles internes et des systèmes d'information financière ont été mis en place et maintenus afin de garantir une utilisation efficace et efficiente des ressources.

Cette confirmation couvre l'élaboration, la mise en place et le maintien d'un ensemble de contrôles internes de nature à permettre l'établissement et la présentation d'états financiers qui soient auditables et exempts d'inexactitudes significatives, que celles-ci relèvent d'une fraude ou d'une erreur. Elle couvre aussi le compte rendu relatif à la capacité de l'entité à poursuivre son activité, la présentation, le cas échéant, des questions relatives à la continuité de l'activité, et l'application du principe comptable de continuité d'activité, à moins qu'il soit prévu de liquider l'entité ou de mettre un terme à son activité ou qu'il ne soit pas réaliste de procéder de la sorte.

Responsabilités de l'IBAN concernant l'audit des états financiers

L'audit a pour objectif de permettre à l'IBAN d'obtenir une assurance raisonnable sur le point de savoir si les états financiers considérés dans leur ensemble sont exempts d'inexactitudes significatives, que celles-ci relèvent d'une fraude ou d'une erreur, et de formuler une opinion à leur sujet. L'assurance raisonnable correspond à un degré de certitude élevé, mais elle ne garantit pas qu'un audit effectué conformément aux ISSAI permettra dans tous les cas de détecter les inexactitudes significatives. Les inexactitudes, qui peuvent résulter d'une fraude ou d'une erreur, sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce que, considérées isolément ou collectivement, elles influent sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'audits effectués conformément aux ISSAI, les auditeurs font appel à leur jugement professionnel et à leur esprit critique tout au long de la planification et de la réalisation du travail. Cela nécessite de tenir compte des particularités que présentent les entités du secteur public. L'IBAN s'attache aussi :

- à recenser et à évaluer les risques d'inexactitudes significatives dans les états financiers, que celles-ci relèvent d'une fraude ou d'une erreur, à concevoir et à mettre en œuvre des procédures d'audit sensibles à ces risques ainsi qu'à

obtenir par son audit les éléments probants nécessaires et suffisants pour lui permettre de formuler une opinion ; le risque de non-détection d'une inexactitude significative relevant d'une fraude est plus élevé que le risque de non-détection d'une inexactitude significative relevant d'une erreur, car la fraude peut résulter d'une collusion, d'une falsification, d'omissions intentionnelles, de fausses déclarations ou du contournement du contrôle interne ;

- à acquérir une connaissance du contrôle interne qui soit pertinente pour l'audit, le but étant d'élaborer des procédures d'audit qui soient adaptées à la situation considérée et non pas d'exprimer une opinion sur l'efficacité du système de contrôle interne de l'entité ;
- à déterminer si les méthodes comptables appliquées sont appropriées et si les estimations comptables et les informations connexes fournies par la direction sont raisonnables ;
- à se prononcer sur le caractère approprié ou non de l'utilisation du principe comptable de la continuité d'activité et à déterminer, à partir des éléments probants obtenus par l'audit, s'il existe une incertitude significative du fait d'événements ou de circonstances susceptibles de remettre fondamentalement en cause la capacité de l'entité à poursuivre son activité ; si l'IBAN juge qu'une telle incertitude existe, il est tenu d'appeler l'attention, dans son opinion, sur les informations correspondantes figurant dans les états financiers ou, si ces informations sont incomplètes, de formuler une opinion modifiée ; les conclusions de l'IBAN sont fondées sur les éléments probants en sa possession à la date d'établissement de son rapport d'audit ; il n'est toutefois pas exclu que l'entité soit amenée à cesser son activité en raison d'événements ou de circonstances futurs ;
- à évaluer la présentation générale, la structure et le contenu des états financiers, y compris les informations fournies, et à déterminer si les états financiers rendent compte fidèlement des opérations et des événements qui en font l'objet.

L'IBAN est tenu de communiquer avec les organes chargés de la gouvernance, et notamment de les informer du périmètre et du calendrier de la mission d'audit qu'il prévoit d'effectuer, des principales conclusions de l'audit et des lacunes significatives qu'il aura éventuellement constatées dans le contrôle interne au cours de l'audit.

L'opinion que l'IBAN formule à l'intention du Conseil de l'Atlantique Nord doit aider ce dernier à s'acquitter de son rôle. C'est la raison pour laquelle l'IBAN est responsable de ses travaux et de son opinion devant le seul Conseil.

Audit de conformité

Opinion sur la conformité

Sur la base des procédures qu'il a appliquées, l'IBAN estime que rien, dans son audit des états financiers, ne lui donne de raison de penser que les fonds n'ont pas été employés aux bonnes fins – pour le règlement de dépenses autorisées – et en conformité avec le Règlement financier de l'OTAN et le Règlement du personnel civil de l'OTAN.

Justification de l'opinion émise sur la conformité

L'IBAN a effectué l'audit de conformité sur la base des normes internationales des institutions supérieures de contrôle des finances publiques (ISSAI 4000), définies par l'Organisation internationale des institutions supérieures de contrôle des finances publiques (INTOSAI), ainsi que des dispositions complémentaires figurant dans sa propre charte.

L'IBAN estime qu'il a obtenu par son audit les éléments probants nécessaires et suffisants pour lui permettre de formuler une opinion.

Responsabilité de la direction concernant la conformité

Tous les membres du personnel – civils et militaires – de l'OTAN sont tenus de respecter le Règlement financier de l'OTAN ainsi que les règles et procédures financières qui s'y rattachent et les directives d'application particulières, dont le Règlement du personnel civil de l'OTAN fait partie.

Le directeur général de la NETMA est responsable et tenu comptable d'une saine gestion financière. Les organismes OTAN et les entités OTAN présentant des états financiers doivent administrer leurs finances en s'appuyant sur les principes suivants : adéquation, bonne gouvernance, obligation de rendre compte, transparence, gestion des risques et contrôle interne, audit interne, audit externe, prévention et détection des fraudes.

Responsabilités de l'IBAN concernant la conformité

Selon sa charte, en plus d'être responsable de fournir une assurance raisonnable quant à la question de savoir si les états financiers considérés dans leur ensemble sont exempts d'inexactitudes significatives, l'IBAN doit chaque année rendre au Conseil un avis indépendant lui assurant que les fonds ont été employés aux bonnes fins – pour le règlement de dépenses autorisées (adéquation) – et en conformité avec la réglementation en vigueur (régularité). Par « adéquation », on entend le respect des principes généraux régissant une gestion financière saine ainsi que la conduite des membres de l'administration. Par « régularité », on entend le respect de critères officiels tels que les règlements, règles et procédures applicables.

Il incombe ainsi à l'IBAN d'appliquer des procédures lui permettant d'obtenir en toute indépendance une assurance sur le point de savoir si les fonds ont été employés aux bonnes fins – pour le règlement de dépenses autorisées – et en conformité avec la réglementation en vigueur. De telles procédures prévoient notamment la prise en compte des risques de non-conformité significative.

Bruxelles, le 26 août 2020



Daniela Morgante
Présidente

26 août 2020

COLLÈGE INTERNATIONAL DES AUDITEURS EXTERNES DE L'OTAN

LETTRE D'OBSERVATIONS ET DE RECOMMANDATIONS

**CONCERNANT L'ORGANISATION DE GESTION OTAN
POUR LA MISE AU POINT, LA PRODUCTION ET LE SOUTIEN OPÉRATIONNEL
D'UN AVION DE COMBAT POLYVALENT**

(NAMMO)

POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 2019

Introduction

Le Collège international des auditeurs externes de l'OTAN (IBAN) a audité les états financiers de la NAMMO pour l'exercice clos le 31 décembre 2019. Il a émis une opinion sans réserve à leur sujet ainsi qu'au sujet de la conformité.

Observations et recommandations

À l'issue de l'audit, l'IBAN a formulé une observation, assortie de recommandations.

Cette observation n'a pas eu d'incidence sur l'opinion émise au sujet des états financiers et de la conformité.

1. Gestion des liquidités dans le contexte de la hausse des coûts financiers.

L'IBAN a fait le point sur la suite donnée aux questions ayant fait l'objet d'observations lors de précédents audits, et il a constaté qu'une question était toujours en cours de traitement et que deux autres avaient été traitées.

Une lettre a été adressée à la direction de la NETMA. Elle contient des observations et des recommandations qui ont été formulées au cours de l'audit et qui ne figurent pas dans la présente lettre d'observations et de recommandations, et elle fait le point sur les suites données à des observations formulées dans de précédentes lettres à la direction. En effet, l'IBAN estime que ces questions doivent être traitées par la direction de la NETMA et qu'elles relèvent dès lors de la responsabilité de celle-ci.

OBSERVATIONS ET RECOMMANDATIONS

1. GESTION DES LIQUIDITES DANS LE CONTEXTE DE LA HAUSSE DES COUTS FINANCIERS

Contexte

1.1 Au 31 décembre 2019, la NAMMO détenait d'abondantes liquidités (179 MEUR). Il est donc particulièrement important de veiller à ce que la NETMA applique les principes d'une saine gestion financière pour ce qui concerne les liquidités, dans le respect des règles approuvées par les pays. Il s'agit ainsi notamment de faire en sorte que les liquidités de la NAMMO ne soient pas exposées à des risques non prévus.

1.2 Aux termes de l'article 32.1 du règlement financier de la NETMA, « les fonds sont conservés sur des comptes ouverts auprès de banques en bonne santé financière qui sont désignées par le directeur général (à l'issue d'un appel d'offres) avec l'accord des pays ».

1.3 Selon l'article 33.2 de ce même règlement, « les intérêts à payer sont portés au débit du compte du pays pour lequel ils sont dus, et sont comptabilisés dans les états financiers de l'exercice au cours duquel ils sont perçus. Ces intérêts sont traités dans le respect des prescriptions nationales. »

Observations

1.4 Suite à la décision de la Banque centrale européenne (BCE) d'imposer des taux d'intérêt négatifs sur les réserves de banque centrale détenues par les banques commerciales, une banque d'un pays membre a durci les règles applicables aux liquidités en euros déposées par ses clients. C'est ainsi qu'elle applique désormais des taux d'intérêt négatifs aux liquidités de la NAMMO. La NETMA a reçu une confirmation écrite de ces nouvelles règles en décembre 2019. Ce même mois, elle a adressé une lettre aux chefs des délégations siégeant aux comités chargés des questions juridiques, financières et contractuelles (LFCC) pour les informer de ces changements.

1.5 La NAMMO dispose de trois comptes ouverts dans cette banque. Ces comptes sont ceux détenus par le pays membre pour les programmes Tornado.

1.6 Deux grands changements apportés dans le cadre des nouvelles règles ont une incidence majeure sur les soldes de fin d'exercice et les soldes mensuels.

1.7 Alors que le solde autorisé sur les comptes bancaires en fin d'exercice était auparavant de 200 MEUR, il a été ramené à 115 MEUR au 31 décembre 2019, et des frais uniques de 0,15 % seront désormais prélevés sur tout montant dépassant ces 115 MEUR.

1.8 Pour ce qui est du solde mensuel moyen, la banque du pays membre a indiqué que le montant maximal exonéré de frais à payer allait être revu à la baisse. Alors que ce montant est actuellement de 200 MEUR, il va être ramené à 50 MEUR au 1^{er} février 2020. Des taux d'intérêt négatifs de -0,5 % seront prélevés chaque année sur tout montant supérieur à ces 50 MEUR.

1.9 Par ailleurs, la banque du pays membre a fait savoir à la NETMA qu'elle pourrait encore abaisser, dans le courant de 2020, le montant maximal moyen exonéré de frais à payer et qu'elle répercuterait toute baisse du taux d'intérêt appliqué par la BCE aux réserves de banque centrale.

1.10 La NETMA a déjà pris les mesures ci-après pour atténuer les effets de ces changements :

- elle a indiqué aux chefs des délégations siégeant aux LFCC qu'il pourrait être nécessaire d'augmenter le budget administratif de manière à pouvoir couvrir les intérêts négatifs et les autres frais prélevés par les banques ;
- elle a examiné les conditions d'utilisation de ses comptes bancaires et elle réfléchit à la possibilité de changer de banque afin d'obtenir de meilleures conditions.

1.11 L'IBAN note que la NETMA a commencé à mettre en place des procédures destinées à atténuer les effets découlant du prélèvement d'intérêts négatifs et d'autres frais bancaires. Cela dit, la NETMA n'a pas élaboré de politique écrite relative à la gestion des liquidités. Face aux incertitudes entourant le prélèvement d'intérêts négatifs et d'autres frais bancaires dans la zone euro et au Royaume-Uni, la NETMA doit élaborer une politique et mettre en place des procédures afin d'éviter que les pays doivent prendre en charge des frais supplémentaires non prévus et d'atténuer les risques de liquidité potentiels.

1.12 Par ailleurs, l'IBAN a constaté une hausse des coûts financiers liés aux taux de change pour la NAMMO, laquelle s'explique par la volatilité du taux de change de la livre sterling, qui a affecté un certain nombre d'opérations réalisées dans cette devise au cours de 2019. Par exemple, les pertes de change de la NAMMO s'élevaient fin 2019 à 1,5 MEUR, contre 0,400 MEUR fin 2018.

Recommandations

1.13 L'IBAN recommande à la NETMA de compléter les procédures existantes concernant la saine gestion financière des abondantes liquidités de la NAMMO, en élaborant une politique et en mettant en place de nouvelles procédures afin d'éviter que les pays doivent prendre en charge des frais supplémentaires non prévus et d'atténuer les risques de liquidité potentiels. Pour ce faire, la NETMA devrait :

- a) communiquer au Comité de direction de la NAMMO des informations claires sur toutes les questions liées aux liquidités et lui demander d'approuver les solutions envisagées ;
- b) veiller à ce que soit réalisée une analyse portant sur tous les comptes bancaires existants, sur la possibilité d'ouvrir de nouveaux comptes et sur différents scénarios relatifs à l'évolution de la conjoncture économique ;
- c) élaborer une politique sur les taux de change qui tienne compte des effets de leur forte volatilité en cours d'exercice ;
- d) prendre des mesures pour réduire les liquidités détenues par chaque pays, tout en atténuant le risque de liquidité en veillant à ce que des fonds suffisants soient disponibles pour couvrir les engagements.

SUITES DONNÉES AUX OBSERVATIONS ANTÉRIEURES

L'IBAN a fait le point sur la suite donnée aux questions ayant fait l'objet d'observations lors de précédents audits. On trouvera dans le tableau ci-après un récapitulatif de ces observations et des mesures prises par l'entité (dans la mesure où elles ont été examinées par l'IBAN), ainsi que l'état de la question.

Une question est considérée comme étant « à traiter » lorsqu'aucun progrès notable n'a encore été réalisé en vue de son règlement. Une question est considérée comme étant « en cours de traitement » lorsque l'entité a commencé à mettre en œuvre la recommandation correspondante ou lorsque certains éléments de la recommandation (mais pas tous) ont été suivis d'effets. Une question est considérée comme étant « traitée » lorsque la recommandation correspondante a été mise en œuvre ou qu'elle a été rendue ou est devenue caduque. Lorsque la recommandation se subdivise en plusieurs éléments, l'état de la question est indiqué pour chacun d'eux dans la colonne « Mesures prises ».

OBSERVATION/RECOMMANDATION	MESURES PRISES PAR L'ENTITÉ	ÉTAT DE LA QUESTION
(1) Exercice 2018 IBA-AR(2019)0013, paragraphe 1 NÉCESSITÉ D'AMÉLIORER LA PRÉSENTATION DE L'ÉTAT DE L'EXÉCUTION DU BUDGET S'AGISSANT DU BUDGET OPÉRATIONNEL Recommandations de l'IBAN Pour faciliter la compréhension des états financiers par leurs lecteurs et utilisateurs, l'IBAN recommande : a) d'améliorer la présentation du rapport sur l'exécution du budget qui accompagne les états financiers de la NAMMO de sorte que les informations fournies au sujet du budget opérationnel répondent aux besoins des utilisateurs ; b) de mettre en place des contrôles à appliquer aux informations produites pour les rapports sur l'exécution du budget et de les documenter.	L'IBAN prend note des progrès réalisés s'agissant de la présentation du rapport sur l'exécution du budget qui accompagne les états financiers de la NAMMO ainsi que de la qualité des chiffres présentés. Toutefois, il estime que le terme « engagements futurs » pourrait prêter à confusion car les engagements présentés comprennent également d'anciens engagements non clôturés. Il est d'avis que les termes « engagements non clôturés » ou « engagements en cours » seraient plus indiqués.	Question en cours de traitement.

OBSERVATION/RECOMMANDATION	MESURES PRISES PAR L'ENTITÉ	ÉTAT DE LA QUESTION
(2) Exercice 2018 IBA-AR(2019)0013, paragraphe 2 LACUNES ET ERREURS DANS LA COMPTABILISATION PAR LA NAMMO DES MONTANTS À RECEVOIR Recommandations de l'IBAN Pour que les données relatives aux contributions qui figurent dans les états financiers annuels soient tout à fait complètes, l'IBAN recommande à la NETMA de s'attacher à mieux respecter les principes de la comptabilité d'exercice pour ce qui concerne les contributions : a) en tenant dûment compte de l'ajustement de fin d'exercice ainsi que des contributions reçues au cours de l'exercice N+1 mais se rattachant au budget opérationnel de l'exercice N ; b) en instaurant des mécanismes de contrôle et de rapprochement entre les produits/montants à recevoir et les attestations de contributions qui sont fournies chaque année par les pays.	La méthode d'enregistrement annuel des appels de contributions a été modifiée par la NETMA afin de garantir que ceux-ci soient enregistrés dans le système comptable au moment de l'appel et non au moment de la réception des fonds, comme c'était le cas auparavant. Selon la NETMA, toutes les lettres envoyées aux pays pour les appels de contributions ont été vérifiées. L'IBAN note qu'un nouveau processus a été mis en place pour garantir l'exhaustivité des données relatives aux contributions de la NAMMO.	Question traitée.
(3) Exercice 2018 IBA-AR(2019)0013, paragraphe 3 NÉCESSITÉ D'AMÉLIORER LA DÉTERMINATION PAR LA NAMMO DES CHARGES CONSTATÉES PAR RÉGULARISATION Recommandations de l'IBAN Afin de garantir, dans un contexte de forte rotation du personnel, une présentation fidèle des régularisations, qui s'appuie sur les informations les plus fiables et les plus complètes, l'IBAN recommande à la NETMA agissant pour le compte de la NAMMO :		Question traitée.

OBSERVATION/RECOMMANDATION	MESURES PRISES PAR L'ENTITÉ	ÉTAT DE LA QUESTION
a) d'améliorer les systèmes informatiques en place (CADPS et AIMS) afin de pouvoir obtenir des rapports fiables, qui rendent pleinement compte des biens et des services fournis au cours de l'exercice mais pas encore facturés ; b) de déterminer les charges à constater par régularisation sur la base de ces rapports, qui rendent pleinement compte des biens et des services fournis au cours de l'exercice mais pas encore facturés.	Le processus de détermination des régularisations de la NAMMO a été examiné et révisé pour l'exercice 2019. Des rapports ont été établis concernant les données CADPS et AIMS afin que celles-ci puissent être utilisées pour déterminer les régularisations. Le personnel financier de la NAMMO a examiné, avec le concours du personnel technique, les données figurant dans ces rapports afin de garantir la fiabilité des informations. L'IBAN note que le processus de détermination des charges à constater par régularisation a été amélioré, comme il l'avait recommandé.	

**COMMENTAIRES OFFICIELS DE L'ORGANISATION DE GESTION OTAN
POUR LA MISE AU POINT, LA PRODUCTION ET LE SOUTIEN OPÉRATIONNEL
D'UN AVION DE COMBAT POLYVALENT (NAMMO)
CONCERNANT LA LETTRE D'OBSERVATIONS ET DE RECOMMANDATIONS
ET POSITION DU COLLÈGE INTERNATIONAL DES AUDITEURS EXTERNES
DE L'OTAN**

Commentaires officiels de la NAMMO

La NAMMO n'a pas fait de commentaires officiels sur le rapport ni sur les observations antérieures.

GLOSSAIRE

En application des normes d'audit, les opinions émises au sujet des états financiers et au sujet de la conformité peuvent être des opinions sans réserve, des opinions avec réserve, des déclarations d'abstention ou des opinions défavorables.

- L'IBAN émet une opinion sans réserve (*unqualified opinion*) lorsqu'il estime que les états financiers et le rapport sur l'exécution du budget sont exacts et lorsque rien ne lui donne de raison de penser que les fonds n'ont pas été employés aux bonnes fins – pour le règlement de dépenses autorisées – et en conformité avec la réglementation en vigueur.
- L'IBAN émet une opinion avec réserve (*qualified opinion*) lorsque, d'une manière générale, il est satisfait de la présentation des états financiers, mais que, pour certains éléments clés, il constate que les états n'ont pas été correctement établis ou que l'ampleur de l'audit a été limitée ou lorsque des problèmes particuliers lui donnent des raisons de penser que les fonds n'ont pas été employés aux bonnes fins – pour le règlement de dépenses autorisées – et en conformité avec la réglementation en vigueur.
- L'IBAN se déclare dans l'impossibilité d'exprimer une opinion (*disclaimer of opinion*) lorsque l'ampleur de l'audit est extrêmement limitée – au point que l'IBAN n'est pas en mesure d'exprimer une opinion – ou lorsque d'importantes incertitudes entourent les états financiers ou l'emploi des fonds.
- L'IBAN émet une opinion défavorable (*adverse opinion*) lorsqu'une erreur ou une anomalie présente dans les états financiers a des conséquences si étendues et si importantes que, selon lui, une réserve n'est pas suffisante pour faire apparaître le caractère trompeur ou incomplet des états financiers.

NAMMO



ANNUAL FINANCIAL STATEMENTS 2019

FOR THE PERIOD ENDED 31 DECEMBER 2019



NETMA

NATO EF2000 AND TORNADO DEVELOPMENT, PRODUCTION AND
LOGISTICS MANAGEMENT AGENCY

These statements are produced in Thousands of Euros.

For example:

34,632 = Thirty Four Million Six Hundred and Thirty Two Thousand Euros;

132 = One Hundred and Thirty Two Thousand Euros

The photographs in the following publication have been provided:

- Courtesy of PANAIA Aircraft GmbH
- Under the [UK MOD Consent License](#) (© Crown copyright 2020) and the OGL ([UK Open Government License](#))
- Courtesy of the Italian Ministero della Difesa —Aeronautica Militare photo gallery

Contents

Section

Page

Overview

Introduction to the 2019 Financial Statements 5

NAMMO Statement of Internal Control 8

2019 Financial Statements

- Statement of Financial Position 10

- Statement of Financial Performance 11

- Statement of Cash Flow 12

- Statement of Changes in Net Assets / Equity 13

- Statement of Budget Execution 14

Notes to the NAMMO Accounts

A. Significant Accounting Policies 16

B. Notes to Statement of Financial Position 22

C. Notes to Statement of Financial Performance 24

D. Notes to Statement of Cash Flow 25

E. Notes to Statement of Budget Execution 26

F. Contingent Liabilities / Provisions 27

G. Related Parties Disclosure 27

H. Write-Off and Donations 27

Overview



Introduction to the 2019 Financial Statements



The NATO Multi-Role Combat Aircraft Development, Production and In Service Support Management Organisation (NAMMO) is a subsidiary body created within the framework of NATO. NAMMO is based at Hallbergmoos, Germany and is a NATO Production and Logistics Organisation (NPLO) formed by the nations of Germany, Italy and the United Kingdom to develop, produce and support the Tornado aircraft.

A NAMMO Board of Directors (BoD), comprising of representatives from the three NAMMO nations, provides strategic direction and governance to the Tornado Programme and NETMA provides support in the delivery of this direction. In this activity, NAMMO is acting as a principal and these accounts

are put together on this basis.

NAMMO is funded wholly through contributions made by the three NATO member Nations. As a NATO organisation two of the NAMMO Nations are exempt from taxation relating to operating revenue and expenses however in the case of the Federal Republic of Germany VAT is levied.

Early 2019 saw the end of the Tornado's operation in Iraq and Syria as part of joint exercises against Daesh, upon the official retirement of the UK's fleet from RAF service on 1st April 2019.

Key points from the Annual Financial Statements

As mentioned above, the United Kingdom withdrew its Tornado fleet from service on 1st April 2019. The UK, however, has continued its involvement in the NAMMO programme of work in order to support current export commitments.

The continued support from the three partner Nations means that NAMMO's status as a going concern for accounting purposes is unaffected. The Tornado fleets for both Italy and Germany remain in active service and managed through NAMMO on an understanding that NAMMO will operate as an active management agency for the foreseeable future.

Addressing Previous Audit Observations

The IBAN audit report for the 2018 NAMMO Financial Statements included recommendations for improvements to the production and presentation of the 2019 Financial Statements.

Improvements to the presentation of the Statement of Budget Execution

The Statement of Budget Execution for NAMMO has been reviewed and improved to provide a more accurate position on future commitments, as well as providing information in the Notes to the Accounts on how the budget has been executed in 2019.

Determination of NAMMO Accrued Expenses

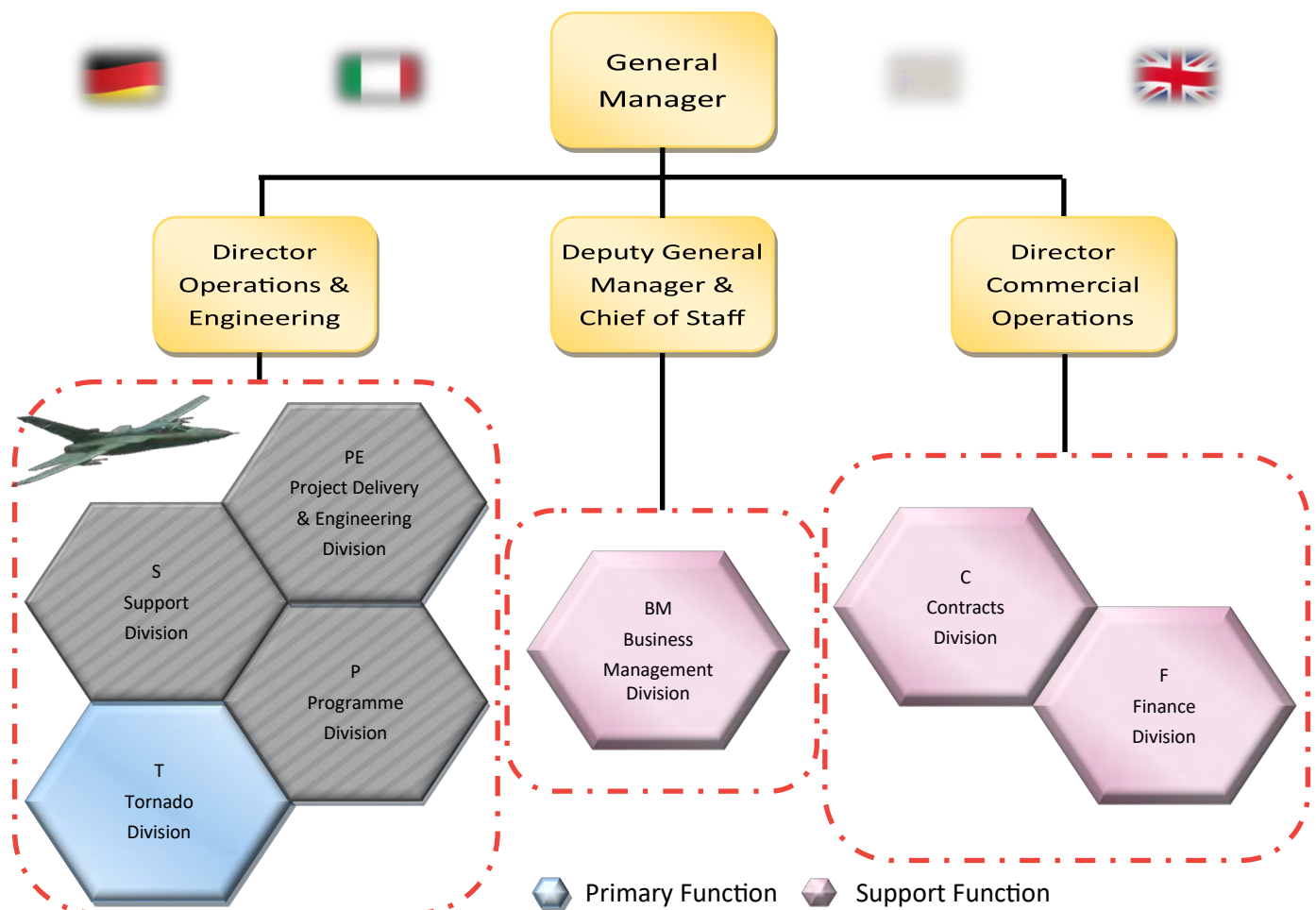
In line with IBAN recommendations, NETMA has reviewed the process for NAMMO accrued expenses and utilised available data from the CADPS and AIMS systems in order to increase accuracy.

This is explained further in the Notes to Statement of Financial Position, on pages 22 and 23.

NAMMO AT A GLANCE

NETMA operates using a functional organisational structure, grouping its staff into agency divisions based on their specific skills and knowledge across the agency.

The NETMA organisational structure has been provided below to illustrate this:



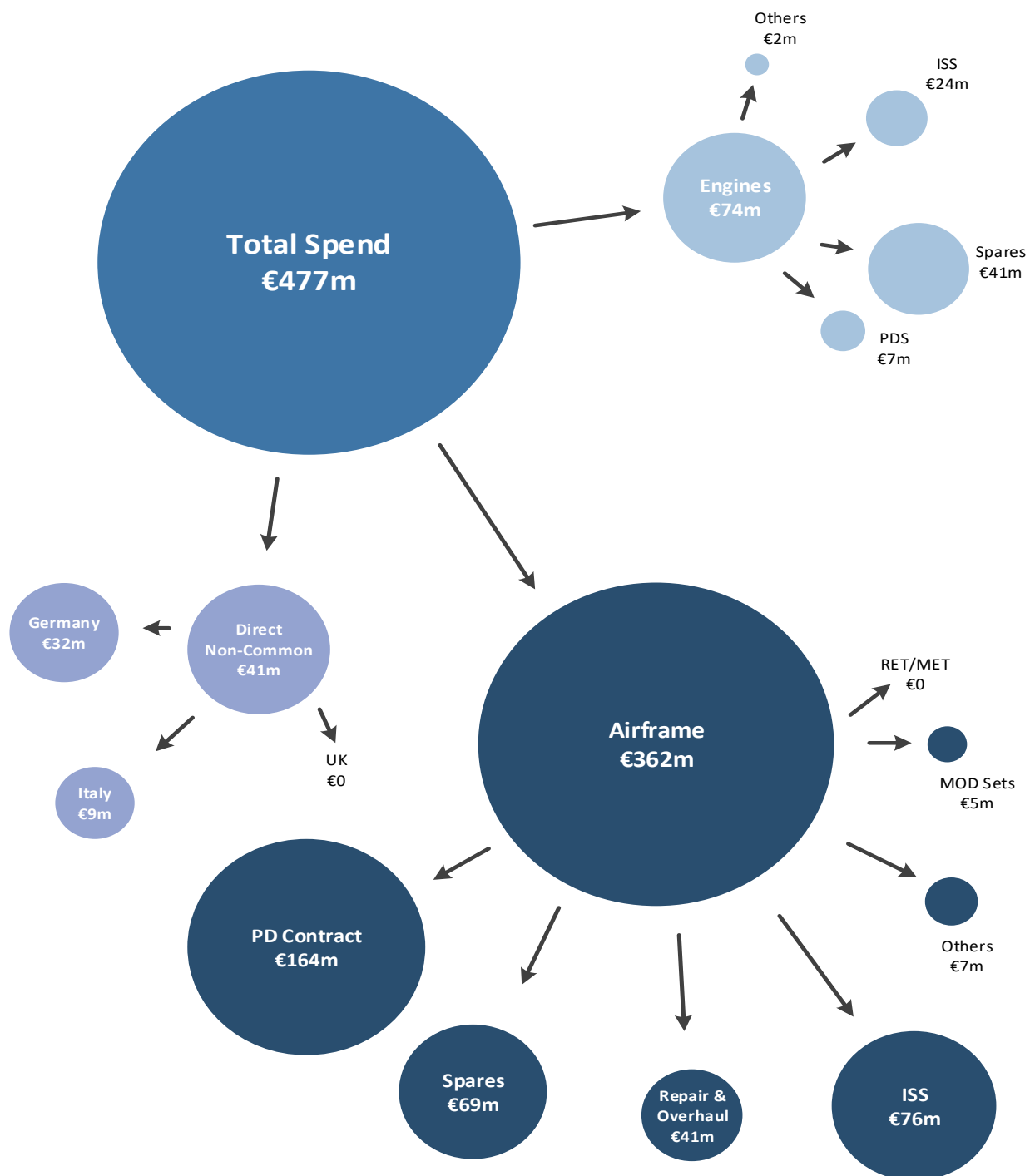
In support of the NAMMO BoD and the Tornado Weapon System, with the last batch of aircraft produced in 1998, the NAMMO structure is organised to deliver the In-Service Support (ISS) requirements. T (Tornado) Division is responsible for the engineering operations and management of the sustainment of the aircraft with our Tornado industry partners (PANAVIA Aircraft GmbH and Turbo-Union GmbH), acting as the focal point for primary NAMMO activities.

In support of these primary activities, the Contracts and Finance Divisions drive value through Contract and Financial management between Nations and Industry. Business Management Division, in addition to the Human Resources support and Corporate Business & Information Management to the entire NETMA agency, supports the IT Applications which enable the management of the Tornado Programme. These include (but are not limited to) the Agency Integrated Management System (AIMS) for Milestone/Task and Invoice Management, the Enhanced Procurement System-Central Automated Data Processing System (EPS-CADPS) for Procurement and Logistics Support Activities, and the Personnel & Accruals Reporting Management Information System (PARMIS) for Invoice to Payment & Banking processes.

NAMMO Expenditure Breakdown 2019

The total spend on the Tornado programme through NETMA in 2019 was €477m, a €67m increase from 2018. This is mainly due to an increase in spend driven by Germany, who have considerably increased their spend on Spares.

Spend on Tornado is largely focused on the airframe, totalling 76% of all costs, with a further 15% relating to the engine, as illustrated below:



NAMMO Statement of Internal Control



As General Manager of NETMA, I have responsibility for maintaining an effective system of internal control that supports the achievement of my Agency's policies, aims and objectives, set by NETMA's Four Nations and the Board of Directors, whilst safeguarding the funds and assets for which I am personally responsible, in accordance with the responsibilities assigned to me.

The system of internal control is designed to manage the risk of failure to achieve the organisation's policies, aims and objectives but it can only provide reasonable and not absolute assurance of effectiveness.

The system of internal control is based on an ongoing evidence based process designed to identify the principal risks to the achievement of my Agency's policies, aims and objectives, to evaluate the nature and extent of those risks and to manage

them efficiently and effectively on a continual year round basis. The Board has established appropriate structures, reporting lines and responsibilities to support the delivery of objectives.

I have responsibility for reviewing the effectiveness of the system of internal control. The processes in place to achieve this are summarised below:

- NETMA has a Management Plan which identifies NETMA's objectives (and specifically NAMMO objectives). The Management Plan focuses on business change objectives and Program risks. Key Business risks have now been identified, mitigated and owners have been appointed to monitor and report on these on a regular basis.
- Management checks are undertaken and the internal audit function performs a range of audit activities, based on an annual audit plan agreed by the Audit Advisory Panel alongside the detailed audit of property held in industry, to ensure appropriate internal controls are in place and adhered to. The Internal Audit process complies with the International Standards for the Professional Practice of Internal Auditing in accordance with previous IBAN recommendations.

The Agency has been operating the integrated framework for internal control developed by the Committee of Sponsoring Organisations of the Treadway commission (COSO Framework) as a mechanism for formally documenting the internal control system and providing assurance that it is functioning effectively, since 2016. The annual COSO review was undertaken as scheduled in 2019, with the Directors confirming we meet those requirements.

My review of the effectiveness of the system of internal control is informed by the work of the executive managers within the organisation who have responsibility for the development and maintenance of the internal control framework, comments made by the external auditors in their management letters and other reports together with the results of the annual COSO review.

I am content that the processes in place within the organisation provide reasonable assurance of the effectiveness and efficiency of the organisation's operations, the reliability of its financial information and its integrity with regards to application and compliance to applicable rules and regulations. Whilst we always seek to improve our processes each year there are no material internal control weaknesses currently identified that need specific intervention from Senior Management in 2019.

MR GABRIELE SALVESTRONI

General Manager

MR MARK GANFIELD

Financial Controller

2019 Financial Statements

STATEMENT OF FINANCIAL POSITION

AS AT 31 DECEMBER 2019

(in thousands of Euros)

	Note	2019	2018
Assets			
Current assets			
Cash and cash equivalents	B1	178,625	192,277
Short term investments		0	0
Receivables	B1	158	217
Prepayments		0	0
Inventories		0	0
		<u>178,783</u>	<u>192,494</u>
Non-current assets			
Property, plant & equipment		0	0
Intangible assets		0	0
		<u>0</u>	<u>0</u>
Total assets		<u>178,783</u>	<u>192,494</u>
Liabilities			
Current liabilities			
Payables	B2	48,491	37,028
Deferred revenue		0	0
Advances	B3	130,292	155,466
		<u>178,783</u>	<u>192,494</u>
Non-current liabilities			
Provisions		0	0
		<u>0</u>	<u>0</u>
Total liabilities		<u>178,783</u>	<u>192,494</u>
Surplus / (deficit)		0	0
Reserves		0	0
Total net assets		<u>0</u>	<u>0</u>

The financial statements on pages 10 to 14 and their associated notes were issued to the International Board of Auditors for NATO on 31st March 2020.



MR GABRIELE SALVESTRONI
General Manager



MR MARK GANFIELD
Financial Controller

STATEMENT OF FINANCIAL PERFORMANCE

FOR THE YEAR ENDED 31 DECEMBER 2019

(in thousands of Euros)

	Note	2019	2018
Revenue			
Revenue	C1	489,122	413,195
Financial revenue		0	0
Other revenue		0	0
Total revenue		489,122	413,195
Expenses			
Personnel		0	0
Contractual supplies and services	C2	(487,545)	(412,800)
Depreciation and amortisation		0	0
Impairment		0	0
Provisions		0	0
Other expenses		0	0
Finance costs	C3	(1,577)	(395)
Total expenses		(489,122)	(413,195)
Surplus / (deficit) for the period		0	0

STATEMENT OF CASH FLOW

FOR THE YEAR ENDED 31 DECEMBER 2019

(in thousands of Euros)

	Note	2019	2018
Cash flow from operating activities			
Surplus / (deficit)	D1	0	0
Non-cash movements			
Depreciation / amortisation		0	0
Impairment		0	0
Increase / (decrease) in payables	D2	11,463	3,789
Increase / (decrease) in advances	D3	(25,174)	27,642
Increase / (decrease) in other current liabilities		0	0
Increase / (decrease) in provisions		0	0
(Gains) / losses on sale of property, plant and equipment		0	0
(Increase) / decrease in receivables	D4	58	1,841
Net cash flow from operating activities		(13,652)	33,272
Cash flow from investing activities			
Purchase of property plant and equipment / intangible assets		0	0
Proceeds from sale of property plant and equipment		0	0
Net cash flow from investing activities		0	0
Cash flow from financing activities		0	0
Net cash flow from financing activities		0	0
Net increase / (decrease) in cash and cash equivalents		(13,652)	33,272
Cash and cash equivalents at the beginning of the period		192,277	159,005
Cash and cash equivalents at the end of the period		178,625	192,277

STATEMENT OF CHANGE IN NET ASSETS/EQUITY

FOR THE YEAR ENDED 31 DECEMBER 2019

	Note	PP&E Asset Reserve	Revaluation Reserves	Accumulated Surplus / (Deficit)	Total
(in thousands of Euros)					
Balance at the beginning of the period 2018		0	0	0	0
Changes in accounting policy		0	0	0	0
Restated balance		0	0	0	0
Transfer from accumulated surplus / (deficit)		0	0	0	0
Surplus / (deficit) for the period		0	0	0	0
Balance at the end of the period 2018		0	0	0	0
Changes in accounting policy		0	0	0	0
Restated balance		0	0	0	0
Transfer from accumulated surplus / (deficit)		0	0	0	0
Surplus / (deficit) for the period		0	0	0	0
Balance for the period ended 2019		0	0	0	0

STATEMENT OF BUDGET EXECUTION

FOR THE YEAR ENDED 31 DECEMBER 2019

		Note	Initial Budget	Transfers	Budget Adjustments	Final Budget	Expenditure	Unused Budget	Future Commitments
(in thousands of Euros)									
Budget 2019									
All nations	E1		470,147	0	34,280	504,427	477,356	27,071	578,071
Total FY 2019			470,147	0	34,280	504,427	477,356	27,071	578,071

Notes to the NAMMO Accounts

A. Significant Accounting Policies

Basis of preparation

The financial statements of NAMMO have been prepared in accordance with the International Public Sector Accounting Standards (IPSAS) and based on International Financial Reporting Standards (IFRS/IAS), as adopted by the North Atlantic Council (NAC) in 2002. In 2013, the NAC adopted an adaptation to IPSAS to better suit the specific requirements of the Alliance and an associated NATO accounting framework, applicable for financial reporting periods beginning on 1 January 2013.

The financial statements comply with the accounting requirements of the NATO Financial Regulations (NFRs) and the relevant NAMMO directives and policies. In instances where there is a conflict between IPSAS and the NFRs this has been noted.

The financial statements have been prepared on a going-concern basis. NATO Agency reform, which was approved by the Heads of State and Government at the Lisbon Summit in 2010, continues to mature. A new integrated NATO Procurement entity will be established to meet the needs of new procurement programmes, but none of the existing NATO agencies intend to integrate into this new organisation. In addition, at this stage, there is no intent to merge additional NATO agency support activity into the NATO Support Agency (NSPA). It is considered that there are no impediments to continuing on a going concern basis for the foreseeable future.

The financial statements have been prepared on a historical cost basis except for financial instruments that are measured at fair value at the end of each reporting period. The principal accounting policies are set out below. They have been applied consistently to all periods presented. The accounting principles recognised as appropriate for the recognition, measurement and reporting of the financial position, performance and cash flows on an accrual based accounting system using historical costs have been applied consistently throughout the reporting period.

In accordance with Article 2.1 of the NFRs, the financial year of NAMMO is 1 January to 31 December.

Accounting estimates and judgments

In accordance with IPSAS and generally accepted accounting principles, the financial statements necessarily include amounts based on estimates and assumptions made by the management and based on historical experience as well as on the most reliable information available. In exercising the judgements to make the estimates, a degree of caution was included in light of the principle of 'prudence' required by IPSAS in order not to overstate assets or revenue or understate liabilities or expenses.

The estimates and underlying assumptions are reviewed on an ongoing basis. These estimates and assumptions affect the amounts of assets, liabilities, revenue and expenses reported. By their nature, these estimates are subject to measurement uncertainty. The effect of changes to such estimates and assumptions in future periods could be significant to the financial statements.

Changes in accounting policy and standards

The same accounting policies are applied within each period and from one period to the next, unless a change in accounting policy meets one of the criteria set in IPSAS 3. For the 2019 financial statements, the accounting policies have been applied consistently throughout the reporting period. There have been no changes to NAMMO accounting policy in 2019.

Changes in pronouncements

No accounting standard has been adopted earlier than the application date as stated in the IPSAS standards. The following IPSAS are not relevant for the NAMMO Financial Statements 2019: IPSAS 26 (Impairment of Cash-Generating Assets), IPSAS 27 (Agriculture). The following IPSAS have no material effect on the financial statements: IPSAS 5, IPSAS 10, IPSAS 11, IPSAS 16, IPSAS 18, IPSAS 32 and IPSAS 39. IPSAS 40 (Public Sector Combinations) came into effect January 1st 2019, this new IPSAS standard has no material impact on the presentation of the NAMMO Financial Statements.

Restatements

NAMMO has not restated any balances in the 2018 financial statements.

Changes in financial rules and regulations

During 2015 NATO adopted new financial rules and regulations. During 2019 there were no additional changes. These financial statements have been produced in line with these financial rules and regulations. NETMA updated its Financial Rules and Regulations in 2019, to ensure that they were in line with NATO NFRs. Only minor adjustments were made in the NETMA FRRs, and none of these changes affected the process in the preparation of the NAMMO Financial Statements.

Foreign currency

These financial statements are presented in Euros, which is the NAMMO functional and reporting currency. Foreign currency transactions are translated into Euros at the NATO exchange rates prevailing at the date of the transaction. Monetary assets and liabilities denominated in foreign currencies at year-end are translated into Euros using the NATO exchange rates applicable at 31 December 2019, resulting realised and unrealised gains and losses are recognised in the Statement of Financial Performance.

NAMMO used the following exchange rates as at 31st Dec 2019:

EUR – GBP = 1: 0.8447

EUR – USD = 1: 1.0963

Consolidation

The NAMMO financial statements are not consolidated in-line with the NETMA Agency charter.

Financial Instruments disclosure / presentation

NAMMO uses only non-derivative financial instruments as part of its normal operations. These financial instruments include cash and cash equivalents, accounts receivable, liabilities, provisions and loans between NATO entities. Financial instruments are recognised in the statement of financial position at fair value.

Financial risk factors

Credit risk

There is very limited credit risk as the contributing nations generally have a high credit rating. The risk of financial loss due to a participating nations' failure to raise funds is still assessed as very low. In the event that there is a shortage of funds by one or more nations to meet financial obligations, other nations will be expected to provide the necessary funding.

Liquidity risk

The liquidity risk is based on the assessment of whether the organisation will encounter difficulties in meeting its obligations associated with financial liabilities. There is limited exposure to liquidity risk because of the budget mechanism that seeks to guarantee contributions for the total approved budget. The accuracy of forecasts that result in the calls for contributions as well as the delay in receiving payments represent the main liquidity risks.

Currency risk

To limit the exposure to foreign currency risk, NAMMO forecasts yearly expected expenditures in foreign currencies where it is material (i.e. Great British Pound - GBP). In order to have the required funding, NAMMO asks the nations to provide their contributions in either Euros or GBP. Therefore the currency risk is deemed to be minimal and hedging the foreign currency exposure is not considered necessary. The transactions in foreign currencies are denominated in the functional currency at the date of the transaction.

Interest rate risk

NAMMO is restricted from entering into borrowings and investments, and therefore there is no significant interest rate risk identified.

Assets

NAMMO holds the following types of current assets:

Cash and cash equivalents

Cash and cash equivalents include cash on hand and current bank accounts.

Receivables

Receivables are stated at net realisable value, after provision for doubtful and uncollectible debts. It can also include amounts due by other NATO entities.

Contributions receivable are recognised when a call for contribution has been issued to the member nations. No allowance for impairment loss is recorded with respect to member nations' assessed contributions receivable.

Inventories

NAMMO does not hold any inventory assets. Any inventories held in industry to be consumed in the production process are expensed and any inventory assets held in the ordinary course of operations to support Tornado are owned by the benefiting nations.

Property, plant and equipment

In accordance with IPSAS 17, Property, Plant and Equipment (PP&E) are recognised as tangible assets when it is probable that future economic benefits or service potential associated with the item will flow to the entity and the cost or fair value can be measured reliably. PP&E with the exception of land are stated at cost less accumulated depreciation and accumulated impairment losses. NAMMO's capitalisation threshold is €200,000, items with a purchase cost or fair value on acquisition above this threshold are capitalised and items falling below this threshold are fully expensed in the year of procurement.

For new asset additions during the year, the gross value of an asset is capitalised as PP&E on the Statement of Financial Position. The revenue for the full amount of the asset is accounted for in the year of purchase on the Statement of Financial Performance with a surplus on the Statement of Financial Performance being generated in the first year of purchase and transferred to the PP&E asset reserve account to increase accumulated asset reserves.

Depreciation is recognised so as to write off the cost of the assets less their residual values over their estimated useful lives, using the straight-line method. The estimated useful lives, residual values and depreciation method are reviewed at the end of each reporting period, with the effect of any changes in estimate accounted for on a prospective basis. Depreciation is accounted for as an expense which generates a deficit on the Statement of Financial Performance. This deficit is transferred to PP&E asset reserves at the end of each year to reduce the accumulated asset reserve.

An item of PP&E is derecognised upon disposal or when no future economic benefits are expected to arise from the continued use of the asset. Any gain or loss arising on the disposal or retirement of an item of PP&E is determined as the difference between the sales proceeds and the carrying amount of the asset and is recognised in the Statement of Financial Performance.

Aircraft, government owned in-service equipment or nationally modified equipment are not included within NAMMO PP&E as these are national assets owned by the benefiting nation and are included within national financial statements and accounts accordingly.

The ownership of all Turbo-Union assets has been handed over to industry and for PANAIA an assessment has been made on information available. The asset base of PANAIA and its sub-contractors is large and consists of rigs, jigs, tools and test equipment. At the request of nations, the NAMMO Cost Reduction and Asset Rationalisation Programme was set up to develop a disposal strategy for rigs and tooling to reduce costs and identify rigs and tooling that are required to meet nations requirements up to the out of service dates. The assets to be retained are those required to support the remaining aircraft configurations and reduced fleet size.

Due to the age of these special type of assets and the evidence available as to their value, either initially or currently, it was not possible to establish reliable values for them and as such, in line with IPSAS 17 and the NATO Accounting Framework, the organisation has not recognised any assets acquired prior to 1st January 2013 on the financial statements. There were no new asset additions or modifications acquired during 2019 that meet the capitalisation criteria.

The PP&E classification for NAMMO has been reviewed in 2019 and a new set of PP&E asset categories have been defined, as per the following table:

Asset Category	Description	No. & Asset Sub-Category
Test Rigs	Apparatus / Test Rigs used for Development and Qualification of the Weapon System Design or modification at all levels.	1 Component/LRI test benches/equipment/rigs
		2 Sub-system integration test rigs
		3 System integration test rigs
		4 Rig Support Equipment (RSE)
		5 Test Support System
Large scale Component manufacturing/part processing equipment	Equipment used in the manufacturing and processing of parts.	6 Jigs and fixtures
		7 Lifting/hoist tools
Special to Type Tooling & Test Equipment (STTE) and Standard Tools and Equipment	STTE embraces special-to-type and special-to-order jigs, tools, Workshop Test and Ground Equipment (WSTGE) and test equipment used by the contractor to produce, embody modifications or repair items of the Weapon System or aircraft.	8 Aircraft component (e.g. LRI) Test Equipment
		9 Workshop Test and Ground Equipment
		10 Special Tools and Jigs
		11 Standard Tools and Equipment
Aerospace Ground Equipment (AGE) *	Support equipment needed for operation and maintenance of the Weapon System (hardware and software) by the customer (at Maintenance Levels (MLs) 1, 2 and 3).	12 On Aircraft AGE items
		13 Off Aircraft AGE Items
Instrumented Production Aircraft and Aircraft Parts	Production standard aircraft, engines and parts for dedicated flight testing and development purposes.	14 Aircraft
		15 Engine
		16 Aircraft parts (e.g. LRIs, CPSS)
Major Support Items (MSI)	MSIs are Ground Training Aids (GTA), Ground Support System (GSS), Aircrew Synthetic Training Aids (ASTA), and Operational Ground Support Equipment (OGSE).	17 GTA
		18 GSS (MSS, ESS, GLU, others)
		19 ASTA (also PSTS)
		20 OGSE

The major rigs, jigs and test equipment that are retained to support the programme are identified as part of the rigs disposal strategy. The NAMMO tooling strategy and implementation plan is still being developed with industry to determine the range and scale of tooling that is required to be retained to meet repair and overhaul and aircraft support tooling requirements of each nation. Given the age and value of the majority of tooling assets, it is assumed that the asset pool has been fully depreciated over the production period and any remaining residual value is negligible, small quantities of in-use tooling continue to be replaced or refurbished as required. When the tooling strategy and implementation plans have been agreed with nations, a reassessment will be made and adjustment included in future financial statements if considered material.

Using these asset categories, the list of NAMMO assets purchased prior to 2013 and still in use is disclosed below:

Asset Category	Asset Sub-Category	Number of Assets
Test Rigs	Component/LRI test benches/equipment/rigs	19
	Sub-system integration test rigs	3
	System integration test rigs	10

These 32 assets are held at a total of 3 different locations across 2 countries affiliated to the Tornado Programme. The number of assets is likely decrease in future years due to potential disposal action in place, with 2 assets already earmarked for disposal in 2020 and 2022 respectively.

During 2019, NAMMO can report that 3,586 items were submitted and approved for disposal through the NETMA Internal Audit section in accordance with NETMA delegated authorities. These disposals cover items that are surplus to requirements, obsolete, damaged beyond economic repair or lost. Any write-offs/strike-offs from the list of assets above are declared in Note H (Write-Off and Donations) on page 27.

Leases

The costs for operating the Agency's headquarters are accounted for in the NETMA administration budget and this includes leases and rental payments.

Intangible assets

There are no intangible assets to be capitalised for NAMMO under IPSAS 31 as they are not separately identifiable costs and are deemed to be an integral part of the production equipment construction costs. Development costs associated with the aircraft are delivered and accounted for as part of aircraft delivered and therefore owned by the nations.

Impairment of tangible and intangible assets

At the end of each accounting period, NAMMO reviews the carrying amounts of its tangible and intangible assets to determine whether there is any indication of impairment. If any such indication exists, the recoverable amount of the asset is estimated at the greater of the asset's fair value less costs to sell and value in use. Impairment losses, if any, are recognised in the statement of financial performance.

As there are no assets on the asset register for 2019 there has been no need to conduct an impairment review.

Liabilities**Payables**

Payables (including amounts due to other NATO entities) are amounts due to third parties for goods and services received that remain unpaid as of the reporting date. They are recognised at their fair value. This includes estimates of accrued obligations for goods and services received at year-end but not yet invoiced.

Deferred revenue

Deferred revenue represents contributions from member nations and/or third parties that have been called for current or prior years' budgets and that have not yet been recognised as revenue.

Advances

Advances are contributions from member nations called for or received related to future years' budgets. Funds are called for in advance of their need because NAMMO has no capital that would allow it to pre-finance any of its activities. Unearned revenue includes miscellaneous income that nations have instructed remain on the programme accounts rather than be returned to the respective National Treasuries.

Employee benefits

The personnel costs for operating the Agency's headquarters are accounted for in the NETMA Administration Budget.

Provisions

Provisions are recognised when NAMMO has a legal or constructive obligation as a result of past events, where it is probable that an outflow of resources will be required to settle the obligation and where a reliable estimate of the amount of the obligation can be made.

Net assets

Net assets represent the residual interest in the assets of NAMMO after deducting its liabilities.

NATO entities perform their activities on a no-profit / no-loss basis globally over the reporting period. However, this does not prohibit the realisation of operating surplus or deficit in the financial reporting period.

Revenue and expenses recognition

Revenue

Revenue comprises contributions from member nations to fund NAMMO budgets. It is recognised in the year when these contributions are used for their intended purpose as envisioned by NAMMO budgets and is usually called for in advance on a quarterly basis. Revenue is recognised to the extent that it is probable that the economic benefits will flow to NAMMO and the revenue can be measured reliably. Unused contributions and other revenue that relate to future periods are deferred accordingly.

Interest income is accrued on a time basis, by reference to the principal outstanding and at the effective interest rate applicable.

Bank interests earned and accrued as of 31 December 2019, exchange rate revenue due to transactions in foreign currency and realised exchange rate revenue in accordance with NAMMO Policy and IPSAS 4 – Effect of the foreign exchange rate are recognised as financial revenue.

Expenses

NAMMO operates comparable to a construction manager for the purposes of IPSAS and payments made to industry are expensed accordingly. All expenses incurred on the Tornado Programme are related to the in-service support of the aircraft.

Cash flow statement

The cash flow statement is prepared using the indirect method and the format follows the layout provided by IPSAS 2 (Cash Flow Statement).

B. Notes to Statement of Financial Position

(in thousands of Euros)

Assets

1. Current Assets

	2019	2018
Cash accounts	0	0
Clearing cash accounts	0	0
Petty cash and advances	0	0
Current bank accounts	178,625	192,277
Receivables	158	217
Bank accounts interest	0	0
Total	178,783	192,494

Current bank accounts

The Tornado Programme has a number of bank accounts relating to the various funding offices from which payments are made and contributions are received. These include accounts for payments to be made in CAD, GBP, USD, SEK and EUR.

The accounting system (PARMIS) functionality necessitates that each cash and bank account separately identified has an associated clearing account to enable the sub-ledger to interface with the general ledger. The carrying balance on all clearing accounts is zero at the end of the reporting period.

The overall levels of cash holdings has reduced in 2019 in an effort to better manage the working capital held on the NAMMO bank accounts.

Receivables

Receivables show the value of the credit notes sent into the agency that are unpaid as at 31st December 2019.

Liabilities

2. Payables

	2019	2018
Payables to suppliers	42,133	31,184
Payables to non-consolidated entities	0	0
Payables to staff members	0	0
Payables to governments	0	0
Other payables	6,358	5,844
Total	48,491	37,028

Payables to suppliers

Payables to suppliers include invoices received from commercial vendors not settled but accrued per reporting date. This account is reconciled to the payables sub-ledger within the financial system operated by NAMMO on a monthly basis. Any outstanding currency liabilities have been translated at the respective closing exchange rates as promulgated by NATO. The payable as at 31st December 2019 is €3.172M compared with the 2018 amount of €1.552M.

A manual accrual has been entered into the accounts by:

- Assessing invoices received between January and the 14th February 2020 with an invoice date prior to 31st December 2019,
- Assessing invoices dated 2020 but relating to work completed in 2019 or prior,

- Assessing milestone data held in the Agency Integrated Management System (AIMS) achieved prior to the 31st December 2019, and
- Reviewing Central Automatic Data Processing System (CADPS) orders delivered but not invoiced prior to the end of the reporting period.

As stated in the Introduction to the Financial Statements, NETMA has reviewed and improved the process for capturing NAMMO accrued expenses for goods and services in 2019, improving the accuracy of the final payables values. This has resulted in an increased estimated accrual of €38.961M, compared with the 2018 accrual of €29.632M.

Other payables

Other payables include bank interest payable to National Treasuries (€0.767M) and income generated from levies (€5.591M).

3. Advances

	2019	2018
Advance contributions	0	0
Other advances	130,292	155,466
Total	130,292	155,466

Other advances

Other advances equal accumulated unearned revenue which represents the excess of national contributions and miscellaneous revenue over expenditure on the NAMMO programme to date and is similarly reflected in the level of cash holdings within the NAMMO bank accounts.

The movement on unearned revenue can be reconciled as follows:

	2019	2018
Unearned revenue b/f	155,466	127,824
National contributions	463,948	444,247
Miscellaneous Revenue (excl. bank interest)	912	9,922
Bank Interest received	8	15
Operational Expenditure	(487,545)	(420,034)
Other Operational Expenditure	(912)	(6,097)
Bank interest returned to Nations	(6)	(8)
Miscellaneous financial income / (charges)	(1)	(1)
Foreign exchange gains / (losses)	(1,577)	(400)
Unearned revenue c/f	130,292	155,466

C. Notes to Statement of Financial Performance

(in thousands of Euros)

1. Revenue

	2019	2018
National contributions	463,948	444,247
National contributions to be called for	0	0
Other reimbursements	25,174	(31,052)
Total	489,122	413,195

National contributions represent the funds provided by nations to support NAMMO in fulfilling its objectives.

The value assigned to "Other reimbursements" is the movement on unearned revenue which represents the deficit / (surplus) of revenue over expenditure in the financial year 2019. The practice is to adjust revenue to increase or reduce accordingly and account for it on the Statement of Financial Position within advances.

Expenses

Personnel

The costs for operating the Agency's headquarters are accounted for in the NETMA administration budget.

2. Contractual supplies and services

	2019	2018
Operating expenses	(487,545)	(412,800)
PP&E movement	0	0
Total	(487,545)	(412,800)

Expenditure on the NAMMO programme is applied once invoices received from industry are validated into PARMIS and each invoice is identified by National Funding Office.

Where expenses have been generated from one nation undertaking work on behalf of another those expenses have been excluded in accordance with IPSAS 23. Expenses have increased by 18%, due to increased spend on spares by Germany.

3. Finance costs

	2019	2018
Foreign exchange gain / (loss)	(1,577)	(400)
Other financial income / (charges)	1	5
Total	(1,577)	(395)

Translation gains and losses occur when assets and liabilities held in foreign currencies are converted to a Euro value at the closing NATO-promulgated exchange rates for the financial period. Translation adjustments have been applied to the bank balance held in non-euro currencies and outstanding liabilities and advances.

Realised gains and losses occur when currency transactions are paid or received at a different rate to that which the expense or income was accounted or accrued for. The main driver for the higher foreign exchange losses experienced in 2019 was the uncertainty throughout the year of the EUR:GBP bank rate compared with the NATO-promulgated rate.

Other financial income includes bank interest earned on the accounts held to fund the NAMMO programme. Where income has not been refunded to National Treasuries the remaining balance is treated as unearned revenue.

D. Notes to Statement of Cash Flow

(in thousands of Euros)

Cash flow from operating activities

1. Surplus / (deficit)

	2019	2018
Surplus / (deficit)	0	0
Total	0	0

This represents the surplus or deficit from normal operating activities before interest, depreciation and financial charges such as exchange differences arising from transactions.

Non-cash movements

2. Increase / (decrease) in payables

	2019	2018
Payables to suppliers	10,950	3,601
Other payables	514	188
Total	11,463	3,789

Payables to suppliers represent validated invoices presented but not yet paid and the manual accruals identified. As stated in the Notes to Statement of Financial Position, the increase in payables between 2019 and 2018 is largely due to the amended accruals process resulting in a greater manual accrual entered (€9.329M).

Other payables include bank interest received and held in NAMMO bank accounts and levies generated from defence programmes.

3. Increase / (decrease) in advances

	2019	2018
Advance contributions	0	0
Unearned revenue	(25,174)	27,642
Total	(25,174)	27,642

Advance contributions represent the funds received from nations for the next financial year. The movement on unearned revenue represents the accumulated surplus / (deficit) of contributions over expenditure for 2019.

4. (Increase) / decrease in receivables

	2019	2018
National contributions	0	0
Other receivables	58	1,841
Total	58	1,841

The movement on contributions due represents the change in the nations' debt to the programme from the previous financial year.

Receivables include credit invoices received on PARMIS payables which will be offset against payables in 2020.

E. Notes to Statement of Budget Execution

(in thousands of Euros)

1. Budget analysis - 2019

	2019 Budget	2019 Expenditure
All nations initial approved budget	470,147	
In-year budget adjustments	34,280	477,356
Total	504,427	477,356

The budget and actual expenditure figures in the budget execution statement is presented on a cash basis and is therefore different to the accrual basis used to prepare the financial statements. The budget is compiled based on the advice and assistance of a number of sources including nations, commercial and technical staff within NETMA and industry. It has been based on the best information available and takes into account known payment plans and estimates of new work in line with advice on technical progress. During 2019 one nation chose to uplift their budget from the original values by €34,280M to reflect additional Air Force operational requirements.

For its Operational budgets, NETMA does not formally lapse budget called for but unspent in the following year. The excess of funds is viewed as an “unused budget”, this is then taken into consideration the following year when Calls for Funds are issued to nations to cover expenditure.

The unused budget is caused largely due to various milestone slippages into 2020, which, as budget is not lapsed, is reflected in the Operational Budget 2020 for Tornado.

For the 2019 Financial Statements the future commitments of NAMMO have been reported, based on unpaid contract milestones and other open commitments. Due to the nature of the programme, commitments in NAMMO are effected for delivery over a period of multiple years however it is currently not possible to split these commitments into individual years.

2. Reconciliation between Statement of Cash Flow and Statement of Budget Execution:

	2019
NET CASH FLOW FROM OPERATING ACTIVITIES	(13,652)
- Cash contributions received in year	(463,948)
- Bank interest in year	(8)
- Other reimbursements	(1,443)
GROSS CASH OUTFLOW FROM OPERATING ACTIVITIES	(479,051)
- Bank interest returned to treasuries in year	6
- Other disbursements	1,457
EXPENDITURE PRE EXCHANGE RATE VARIATIONS	(477,588)
- Cash Equivalent Corporate vs actual (gains) / losses	(24)
- Operational Budget vs actual exchange (gains) / losses	256
SCHEDULE 5: EXPENDITURE	(477,356)

In accordance with IPSAS 24 – Presentation of Budget Information in Financial Statements the above reconciliation has been carried out for the financial year ending 31 December 2019. Under IPSAS 24 the reconciliation is carried out between the Statement of Cash Flow (net cash flow from operating activities) and the Statement of Budget Execution. To present budgeted and actual amounts on a comparable basis, as required under the IPSAS, actual amounts have been converted using the Operational Budget (OB) rates for the comparison with budgeted amounts.

3. Reconciliation between Statement of Financial Performance and Statement of Budget Execution:

	2019
SCHEDULE 2: OPERATING EXPENSES	489,122
- Add: Opening payables and accruals	37,028
- Less: Closing payables and accruals	(48,491)
- Add: Closing receivables	217
- Less: Opening receivables	(158)
- Finance costs	(1,577)
- Cost reimbursements between nations	(912)
PREDICTED CASH PAYMENTS	475,228
- Operational Budget vs actual exchange gains / (losses)	(256)
PREDICTED EXPENDITURE	474,972
SCHEDULE 5: EXPENDITURE	477,356

The above reconciliation is carried out between the Statement of Financial Performance and the Statement of Budget Execution for the financial year ending 31 December 2019. This reconciles accrual based expenditure that is reported on the Statement of Financial Performance and cash based expenditure reported as expenses on the Statement of Budget Execution. The residual variance between cash and budget is approx. 0.5% (€2.384M) and results from timing differences in payments.

F. Contingent Liabilities / Provisions

NAMMO has no contingent liabilities or provisions.

G. Related Parties Disclosure

The key management personnel of NAMMO have no significant related party relationships that could affect the operation of NAMMO. Board members receive no remuneration and senior management is remunerated in accordance with the published NATO pay scales. Both do not receive loans that are not available to all staff.

H. Write-Off and Donations

In accordance with the NATO Financial Regulations, where a global statement of write-offs and donations shall be reported in the Annual Financial Statements, NAMMO can report that no items were approved for write-off, but 1 item was approved for strike-off through the NETMA Audit section in 2019 in accordance with NETMA delegated authorities. These write-offs/strike-offs are effected when items are deemed surplus to requirements, obsolete, damaged beyond economic repair or lost.



NATO SANS CLASSIFICATION

IBA-A(2020)0081
26 août 2020

- À : Secrétaire général
(À l'attention du Directeur du Cabinet)
- Cc : Représentants permanents auprès de l'OTAN
Président du Comité de direction de l'Organisation de gestion OTAN pour le développement, la production et la logistique de l'avion de combat européen (NEFMO)
Président du Comité de direction de l'Organisation de gestion OTAN pour la mise au point, la production et le soutien opérationnel d'un avion de combat polyvalent (NAMMO)
Directeur général de l'Agence de gestion OTAN pour le développement, la production et la logistique de l'ACE 2000 et du Tornado (NETMA)
Contrôleur des finances de la NETMA
Président du Bureau de la planification et de la politique générale des ressources
Chef de la Branche Secrétariat et finances du Bureau OTAN des ressources
Bureau d'ordre du Cabinet
- Objet : ***Opinion et lettre d'observations et de recommandations du Collège international des auditeurs externes de l'OTAN (IBAN) concernant l'audit des états financiers de l'Agence de gestion OTAN pour le développement, la production et la logistique de l'ACE 2000 et du Tornado (NETMA) pour l'exercice clos le 31 décembre 2019 – IBA-AR(2020)0012***

Monsieur le Secrétaire général,

Vous trouverez ci-joint l'opinion (annexe 2) et la lettre d'observations et de recommandations (annexe 3) de l'IBAN, ainsi qu'une note succincte à l'intention du Conseil (annexe 1).

L'IBAN a émis une opinion sans réserve sur les états financiers de la NETMA ainsi que sur la conformité pour l'exercice 2019.

Veuillez agréer, Monsieur le Secrétaire général, l'assurance de ma haute considération.

Daniela Morgante
Présidente

Pièces jointes : voir ci-dessus.

NATO SANS CLASSIFICATION

**Note succincte
du Collège international des auditeurs externes de l'OTAN
à l'intention du Conseil sur l'audit des états financiers
de l'Agence de gestion OTAN pour le développement, la production et la logistique
de l'ACE 2000 et du Tornado (NETMA)
pour l'exercice clos le 31 décembre 2019**

La NETMA gère les programmes des organisations de production, de logistique et de service que sont la NAMMO et la NEFMO, ainsi que les budgets correspondants.

Le Collège international des auditeurs externes de l'OTAN (IBAN) a audité les états financiers de la NETMA pour l'exercice clos le 31 décembre 2019. En 2019, le montant total des dépenses relevant du budget administratif s'est établi à 45 millions d'euros.

L'IBAN a émis une opinion sans réserve sur les états financiers de la NETMA ainsi que sur la conformité pour l'exercice clos le 31 décembre 2019.

L'IBAN n'a pas eu d'observation à formuler à l'issue de l'audit.

L'IBAN a par ailleurs fait le point sur la suite donnée aux questions ayant fait l'objet d'observations lors de précédents audits, et il a constaté qu'une question restait à traiter et qu'une autre était en cours de traitement.

L'opinion et la lettre d'observations et de recommandations ont été transmises à la NETMA, dont les commentaires ont ensuite été intégrés dans la lettre ainsi que, le cas échéant, la position de l'IBAN à leur sujet (appendice à l'annexe 3).

Une lettre a été adressée à la direction de la NETMA. Elle contient des observations et des recommandations qui ont été formulées au cours de l'audit et qui ne figurent pas dans la présente lettre d'observations et de recommandations, et elle fait le point sur les suites données à des observations formulées dans de précédentes lettres à la direction. En effet, l'IBAN estime que ces questions doivent être traitées par la direction de la NETMA et qu'elles relèvent dès lors de la responsabilité de celle-ci.

26 août 2020

COLLÈGE INTERNATIONAL DES AUDITEURS EXTERNES DE L'OTAN

**OPINION SUR LES ÉTATS FINANCIERS DE L'AGENCE DE GESTION OTAN
POUR LE DÉVELOPPEMENT, LA PRODUCTION
ET LA LOGISTIQUE DE L'ACE 2000 ET DU TORNADO
(NETMA)
POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 2019**

**OPINION DE L'AUDITEUR EXTERNE
À L'INTENTION DU CONSEIL DE L'ATLANTIQUE NORD**

Audit des états financiers

Opinion sur les états financiers

Le Collège international des auditeurs externes de l'OTAN (IBAN) a audité les états financiers de l'Agence de gestion OTAN pour le développement, la production et la logistique de l'ACE 2000 et du Tornado (NETMA) portant sur la période de 12 mois ayant pris fin le 31 décembre 2019. Soumis à l'IBAN le 1^{er} avril 2020, ces états financiers se composent de l'état de la situation financière au 31 décembre 2019, de l'état de la performance financière, du tableau des flux de trésorerie et de l'état des variations de l'actif net/situation nette pour la période de 12 mois ayant pris fin le 31 décembre 2019, ainsi que d'un résumé des méthodes comptables importantes et d'autres notes explicatives. Ils contiennent en outre un rapport sur l'exécution du budget portant sur la période de 12 mois ayant pris fin le 31 décembre 2019.

L'opinion de l'IBAN est que les états financiers donnent une image fidèle et exacte de la situation financière de la NETMA au 31 décembre 2019 ainsi que de sa performance financière, de ses flux de trésorerie et de l'exécution du budget pour la période de 12 mois ayant pris fin le 31 décembre 2019, en application des dispositions comptables et des normes de compte rendu du cadre comptable OTAN.

Justification de l'opinion émise sur les états financiers

Le Règlement financier de l'OTAN (NFR) prévoit que l'audit externe des entités OTAN présentant des états financiers et des organismes OTAN établis en vertu du Traité de l'Atlantique Nord est effectué par l'IBAN.

L'IBAN a effectué son audit sur la base des normes internationales des institutions supérieures de contrôle des finances publiques (ISSAI 1000-1810), définies par l'Organisation internationale des institutions supérieures de contrôle des finances publiques (INTOSAI), ainsi que des dispositions complémentaires figurant dans sa propre charte.

L'IBAN est indépendant, ainsi que le prévoit le Code de déontologie de l'INTOSAI, et il s'est acquitté de ses responsabilités dans le respect des dispositions de ce code. Les responsabilités des membres de l'IBAN sont décrites de manière plus détaillée dans la section « Responsabilités de l'IBAN concernant l'audit des états financiers » et dans sa charte.

L'IBAN estime qu'il a obtenu par son audit les éléments probants nécessaires et suffisants pour lui permettre de formuler une opinion.

Responsabilité de la direction concernant les états financiers

La responsabilité de la direction concernant les états financiers est définie dans le NFR. Les états financiers de la NETMA sont établis en application des dispositions comptables et des normes de compte rendu du cadre comptable OTAN tel qu'approuvé par le Conseil. Il incombe au contrôleur des finances de soumettre les états financiers à l'IBAN au plus tard le 31 mars qui suit la fin de l'exercice visé dans les états financiers.

Les états financiers sont signés par le chef de l'entité OTAN concernée et par le contrôleur des finances. En apposant leur signature sur ces documents, ceux-ci confirment que des mesures de gouvernance financière, des mécanismes de gestion des ressources, des contrôles internes et des systèmes d'information financière ont été mis en place et maintenus afin de garantir une utilisation efficace et efficiente des ressources.

Cette confirmation couvre l'élaboration, la mise en place et le maintien d'un ensemble de contrôles internes de nature à permettre l'établissement et la présentation d'états financiers qui soient auditable et exempts d'inexactitudes significatives, que celles-ci relèvent d'une fraude ou d'une erreur. Elle couvre aussi le compte rendu relatif à la capacité de l'entité à poursuivre son activité, la présentation, le cas échéant, des questions relatives à la continuité de l'activité, et l'application du principe comptable de continuité d'activité, à moins qu'il soit prévu de liquider l'entité ou de mettre un terme à son activité ou qu'il ne soit pas réaliste de procéder de la sorte.

Responsabilités de l'IBAN concernant l'audit des états financiers

L'audit a pour objectif de permettre à l'IBAN d'obtenir une assurance raisonnable sur le point de savoir si les états financiers considérés dans leur ensemble sont exempts d'inexactitudes significatives, que celles-ci relèvent d'une fraude ou d'une erreur, et de formuler une opinion à leur sujet. L'assurance raisonnable correspond à un degré de certitude élevé, mais elle ne garantit pas qu'un audit effectué conformément aux ISSAI permettra dans tous les cas de détecter les inexactitudes significatives. Les inexactitudes, qui peuvent résulter d'une fraude ou d'une erreur, sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce que, considérées isolément ou collectivement, elles influent sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'audits effectués conformément aux ISSAI, les auditeurs font appel à leur jugement professionnel et à leur esprit critique tout au long de la planification et de la réalisation du travail. Cela nécessite de tenir compte des particularités que présentent les entités du secteur public. L'IBAN s'attache aussi :

- à recenser et à évaluer les risques d'inexactitudes significatives dans les états financiers, que celles-ci relèvent d'une fraude ou d'une erreur, à concevoir et à mettre en œuvre des procédures d'audit sensibles à ces risques ainsi qu'à obtenir par son audit les éléments probants nécessaires et suffisants pour lui permettre de formuler une opinion ; le risque de non-détection d'une inexactitude significative relevant d'une fraude est plus élevé que le risque de non-détection d'une inexactitude significative relevant d'une erreur, car la fraude peut résulter d'une

- collusion, d'une falsification, d'omissions intentionnelles, de fausses déclarations ou du contournement du contrôle interne ;
- à acquérir une connaissance du contrôle interne qui soit pertinente pour l'audit, le but étant d'élaborer des procédures d'audit qui soient adaptées à la situation considérée et non pas d'exprimer une opinion sur l'efficacité du système de contrôle interne de l'entité ;
 - à déterminer si les méthodes comptables appliquées sont appropriées et si les estimations comptables et les informations connexes fournies par la direction sont raisonnables ;
 - à se prononcer sur le caractère approprié ou non de l'utilisation du principe comptable de la continuité d'activité et à déterminer, à partir des éléments probants obtenus par l'audit, s'il existe une incertitude significative du fait d'événements ou de circonstances susceptibles de remettre fondamentalement en cause la capacité de l'entité à poursuivre son activité ; si l'IBAN juge qu'une telle incertitude existe, il est tenu d'appeler l'attention, dans son opinion, sur les informations correspondantes figurant dans les états financiers ou, si ces informations sont incomplètes, de formuler une opinion modifiée ; les conclusions de l'IBAN sont fondées sur les éléments probants en sa possession à la date d'établissement de son rapport d'audit ; il n'est toutefois pas exclu que l'entité soit amenée à cesser son activité en raison d'événements ou de circonstances futurs ;
 - à évaluer la présentation générale, la structure et le contenu des états financiers, y compris les informations fournies, et à déterminer si les états financiers rendent compte fidèlement des opérations et des événements qui en font l'objet.

L'IBAN est tenu de communiquer avec les organes chargés de la gouvernance, et notamment de les informer du périmètre et du calendrier de la mission d'audit qu'il prévoit d'effectuer, des principales conclusions de l'audit et des lacunes significatives qu'il aura éventuellement constatées dans le contrôle interne au cours de l'audit.

L'opinion que l'IBAN formule à l'intention du Conseil de l'Atlantique Nord doit aider ce dernier à s'acquitter de son rôle. C'est la raison pour laquelle l'IBAN est responsable de ses travaux et de son opinion devant le seul Conseil.

Audit de conformité

Opinion sur la conformité

Sur la base des procédures qu'il a appliquées, l'IBAN estime que rien, dans son audit des états financiers, ne lui donne de raison de penser que les fonds n'ont pas été employés aux bonnes fins – pour le règlement de dépenses autorisées – et en conformité avec le Règlement financier de l'OTAN et le Règlement du personnel civil de l'OTAN.

Justification de l'opinion émise sur la conformité

L'IBAN a effectué l'audit de conformité sur la base des normes internationales des institutions supérieures de contrôle des finances publiques (ISSAI 4000), définies par l'Organisation internationale des institutions supérieures de contrôle des finances publiques (INTOSAI), ainsi que des dispositions complémentaires figurant dans sa propre charte.

L'IBAN estime qu'il a obtenu par son audit les éléments probants nécessaires et suffisants pour lui permettre de formuler une opinion.

Responsabilité de la direction concernant la conformité

Tous les membres du personnel – civils et militaires – de l'OTAN sont tenus de respecter le Règlement financier de l'OTAN ainsi que les règles et procédures financières qui s'y rattachent et les directives d'application particulières, dont le Règlement du personnel civil de l'OTAN fait partie.

Le directeur général de la NETMA est responsable et tenu comptable d'une saine gestion financière. Les organismes OTAN et les entités OTAN présentant des états financiers doivent administrer leurs finances en s'appuyant sur les principes suivants : adéquation, bonne gouvernance, obligation de rendre compte, transparence, gestion des risques et contrôle interne, audit interne, audit externe, prévention et détection des fraudes.

Responsabilités de l'IBAN concernant la conformité

Selon sa charte, en plus d'être responsable de fournir une assurance raisonnable quant à la question de savoir si les états financiers considérés dans leur ensemble sont exempts d'inexactitudes significatives, l'IBAN doit chaque année rendre au Conseil un avis indépendant lui assurant que les fonds ont été employés aux bonnes fins – pour le règlement de dépenses autorisées (adéquation) – et en conformité avec la réglementation en vigueur (régularité). Par « adéquation », on entend le respect des principes généraux régissant une gestion financière saine ainsi que la conduite des membres de l'administration. Par « régularité », on entend le respect de critères officiels tels que les règlements, règles et procédures applicables.

Il incombe ainsi à l'IBAN d'appliquer des procédures lui permettant d'obtenir en toute indépendance une assurance sur le point de savoir si les fonds ont été employés aux bonnes fins – pour le règlement de dépenses autorisées – et en conformité avec la réglementation en vigueur. De telles procédures prévoient notamment la prise en compte des risques de non-conformité significative.

Bruxelles, le 26 août 2020

A blue ink signature, appearing to be 'DM', is written over a light blue circular stamp.

Daniela Morgante
Présidente

26 août 2020

COLLÈGE INTERNATIONAL DES AUDITEURS EXTERNES DE L'OTAN

**LETTRE D'OBSERVATIONS ET DE RECOMMANDATIONS
CONCERNANT L'AGENCE DE GESTION OTAN POUR LE DÉVELOPPEMENT,
LA PRODUCTION ET LA LOGISTIQUE DE L'ACE 2000
ET DU TORNADO
(NETMA)**

POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 2019

Introduction

Le Collège international des auditeurs externes de l'OTAN (IBAN) a audité les états financiers de la NETMA pour l'exercice clos le 31 décembre 2019. Il a émis une opinion sans réserve à leur sujet ainsi qu'au sujet de la conformité.

Observations et recommandations

L'IBAN n'a pas eu d'observation ni de recommandation à formuler à l'issue de l'audit.

L'IBAN a par ailleurs fait le point sur la suite donnée aux questions ayant fait l'objet d'observations lors de précédents audits, et il a constaté qu'une question restait à traiter et qu'une autre était en cours de traitement.

Une lettre a été adressée à la direction de la NETMA. Elle contient des observations et des recommandations qui ont été formulées au cours de l'audit et qui ne figurent pas dans la présente lettre d'observations et de recommandations, et elle fait le point sur les suites données à des observations formulées dans de précédentes lettres à la direction. En effet, l'IBAN estime que ces questions doivent être traitées par la direction de la NETMA et qu'elles relèvent dès lors de la responsabilité de celle-ci.

SUITES DONNÉES AUX OBSERVATIONS ANTÉRIEURES

L'IBAN a fait le point sur la suite donnée aux questions ayant fait l'objet d'observations lors de précédents audits. On trouvera dans le tableau ci-après un récapitulatif de ces observations et des mesures prises par l'entité (dans la mesure où elles ont été examinées par l'IBAN) ainsi que l'état de la question.

Une question est considérée comme étant « à traiter » lorsqu'aucun progrès notable n'a encore été réalisé en vue de son règlement. Une question est considérée comme étant « en cours de traitement » lorsque l'entité a commencé à mettre en œuvre la recommandation correspondante ou lorsque certains éléments de la recommandation (mais pas tous) ont été suivis d'effets. Une question est considérée comme étant « traitée » lorsque la recommandation correspondante a été mise en œuvre ou qu'elle a été rendue ou est devenue caduque. Lorsque la recommandation se subdivise en plusieurs éléments, l'état de la question est indiqué pour chacun d'eux dans la colonne « Mesures prises ».

OBSERVATION/RECOMMANDATION	MESURES PRISES PAR L'ENTITÉ	ÉTAT DE LA QUESTION
(1) Exercice 2017 IBA-AR(2018)0021-REV1, paragraphe 1 LES RÔLES ET LES RESPONSABILITÉS DU CHEF DE L'AUDIT INTERNE NE SONT PAS COMPATIBLES AVEC LES PRINCIPES DE SÉPARATION DES TÂCHES ET DE L'INDÉPENDANCE DE LA FONCTION D'AUDIT INTERNE Recommandation de l'IBAN Le Collège recommande à la NETMA de veiller au respect du principe de la séparation des tâches et de renforcer l'indépendance organisationnelle de l'audit interne en veillant à ce que le chef de l'audit interne et son équipe ne participent pas au fonctionnement de l'entité.	Le chef de l'audit interne n'assume aucune responsabilité fonctionnelle concernant les activités de l'entité. Pour garantir l'indépendance de la fonction d'audit interne, les pays membres de la NETMA ont mis en place un comité d'audit, composé de représentants de ces pays. La NETMA a également mis en place une commission consultative sur l'audit. Tant le comité d'audit que la commission consultative sur l'audit ont examiné et approuvé les plans d'audit interne pour les exercices à venir ainsi que les résultats des audits internes effectués pour 2019 et pour les exercices précédents.	Question en cours de traitement.

OBSERVATION/RECOMMANDATION	MESURES PRISES PAR L'ENTITÉ	ÉTAT DE LA QUESTION
	D'après la NETMA, le chef de l'audit interne rend compte à la commission consultative sur l'audit pour toutes les questions d'audit interne et peut solliciter le directeur général si nécessaire. Par ailleurs, les pays ont marqué leur accord pour qu'un bureau de consultance examine la fonction d'audit interne de la NETMA. L'IBAN note que des progrès ont été faits par la NETMA s'agissant de garantir l'indépendance de la fonction d'audit interne. Nous examinerons le rapport qui aura été établi par les consultants externes et évaluerons, dans le cadre de l'audit des états financiers relatifs au prochain exercice, les éventuelles améliorations qui auraient été apportées.	
(2) Exercice 2017 IBA-AR(2018)0021-REV1, paragraphe 2 LE CONTRÔLE INTERNE DU COMPTE RENDU FINANCIER DOIT ÊTRE AMÉLIORÉ Recommandation de l'IBAN Le Collège recommande à la NETMA de renforcer la procédure de vérification des données chiffrées et autres présentées dans les états financiers et d'améliorer les procédures de contrôle interne, de manière à éviter ou à détecter les erreurs avant la publication des états financiers.	La NETMA a effectué davantage de contrôles et de vérifications croisées des états financiers et a apporté des améliorations aux feuilles de calcul utilisées pour établir les états financiers. Toutefois, malgré la mise en œuvre de ce nouveau processus, l'IBAN a encore trouvé dans les états financiers de 2019 des erreurs similaires à celles relevées les années précédentes. La NETMA est bien consciente qu'elle doit encore progresser et elle continuera de réfléchir à ce qui pourrait être fait pour améliorer la production et la vérification des données chiffrées.	Question à traiter.

**COMMENTAIRES OFFICIELS
DE L'AGENCE DE GESTION OTAN
POUR LE DÉVELOPPEMENT, LA PRODUCTION
ET LA LOGISTIQUE DE L'ACE 2000 ET DU TORNADO
(NETMA)
CONCERNANT LA LETTRE D'OBSERVATIONS ET DE RECOMMANDATIONS
ET POSITION DU COLLÈGE INTERNATIONAL DES AUDITEURS EXTERNES
DE L'OTAN (IBAN)**

Commentaires officiels de la NETMA

La NETMA n'a pas fait de commentaires officiels sur le rapport ni sur les observations antérieures.

GLOSSAIRE

En application des normes d'audit, les opinions émises au sujet des états financiers et au sujet de la conformité peuvent être des opinions sans réserve, des opinions avec réserve, des déclarations d'abstention ou des opinions défavorables.

- L'IBAN émet une opinion sans réserve (*unqualified opinion*) lorsqu'il estime que les états financiers et le rapport sur l'exécution du budget sont exacts et lorsque rien ne lui donne de raison de penser que les fonds n'ont pas été employés aux bonnes fins – pour le règlement de dépenses autorisées – et en conformité avec la réglementation en vigueur.
- L'IBAN émet une opinion avec réserve (*qualified opinion*) lorsque, d'une manière générale, il est satisfait de la présentation des états financiers, mais que, pour certains éléments clés, il constate que les états n'ont pas été correctement établis ou que l'ampleur de l'audit a été limitée ou lorsque des problèmes particuliers lui donnent des raisons de penser que les fonds n'ont pas été employés aux bonnes fins – pour le règlement de dépenses autorisées – et en conformité avec la réglementation en vigueur.
- L'IBAN se déclare dans l'impossibilité d'exprimer une opinion (*disclaimer of opinion*) lorsque l'ampleur de l'audit est extrêmement limitée – au point que l'IBAN n'est pas en mesure d'exprimer une opinion – ou lorsque d'importantes incertitudes entourent les états financiers ou l'emploi des fonds.
- L'IBAN émet une opinion défavorable (*adverse opinion*) lorsqu'une erreur ou une anomalie présente dans les états financiers a des conséquences si étendues et si importantes que, selon lui, une réserve n'est pas suffisante pour faire apparaître le caractère trompeur ou incomplet des états financiers.

NETMA



ANNUAL FINANCIAL STATEMENTS 2019

FOR THE PERIOD ENDED 31 DECEMBER 2019



NETMA

NATO EF2000 AND TORNADO DEVELOPMENT, PRODUCTION AND
LOGISTICS MANAGEMENT AGENCY

These statements are produced in Thousands of Euros, unless otherwise stated.

For example:

34,632 = Thirty Four Million Six Hundred and Thirty Two Thousand Euros;

132 = One Hundred and Thirty Two Thousand Euros

The photographs in the following publication have been provided:

- Courtesy of Eurofighter Jagdflugzeug GmbH
- Under the [UK MOD Consent License](#) (© Crown copyright 2020) and the OGL ([UK Open Government License](#))
- Courtesy of the Italian Ministero della Difesa—Aeronautica Militare photo gallery

Contents

Section

Page

Overview

Introduction to the 2019 Financial Statements 5

NETMA Statement of Internal Control 8

2019 Financial Statements

- Statement of Financial Position 10

- Statement of Financial Performance 11

- Statement of Cash Flow 12

- Statement of Changes in Net Assets / Equity 13

- Statement of Budget Execution 14

Notes to the NETMA Accounts

A. Significant Accounting Policies 16

B. Notes to Statement of Financial Position 20

C. Notes to Statement of Financial Performance 24

D. Notes to Statement of Cash Flow 27

E. Notes to Statement of Budget Execution 29

F. Contingent Liabilities / Provisions 30

G. Related Parties Disclosure 30

H. Write-Off and Donations 30

Overview



Introduction to the 2019 Financial Statements



NATO EF2000 and Tornado Development, Production and Logistics Management Agency (NETMA) is an agency formed jointly by NAMMO (NATO Multi-Role Combat Aircraft Development, Production and In-Service Support Management Organisation) and NEFMO (NATO European Fighter Aircraft Development, Production and Logistics Support Management Organisation) in 1996 to manage the procurement and the administration of the two programmes within the framework of NATO. The operations of NETMA concerning NAMMO and NEFMO are each controlled by a Joint Steering Committee of the three NAMMO nations and the four NEFMO nations involved in the programmes.

NETMA is based in Hallbergmoos, Germany and is an Executive Body created by charter to administer the functions of two NATO Production and Logistic Organisations (NPLOs). The two NPLOs are NAMMO and

NEFMO.

The budgetary organisation of NETMA is funded by the four member nations – Germany, Italy, Spain and United Kingdom. Budget approval is given jointly by the Boards of Directors (BoDs) of NAMMO and NEFMO. As a NATO agency, NETMA is exempt from taxation relating to operating revenue and expenses, where VAT is incurred this is recovered directly from the host nation's tax office.

Key points from the Annual Financial Statements

NETMA Liabilities

The agency's office accommodation is the subject of an operating lease and is therefore not capitalised as PP&E. In accordance with IPSAS 13, it must be expensed on a straight line basis over the lease term. IPSAS 13 mandates that operating leases are accounted for in this way irrespective of cash payments made. As NETMA were able to negotiate a rent free period at the start of the lease, these expenses are accrued as a long term liability which will be unwound over the term of the lease. This only impacts on the Financial Statements and does not impact on either the budget or cash spent in 2019.

NETMA AT A GLANCE



Vision

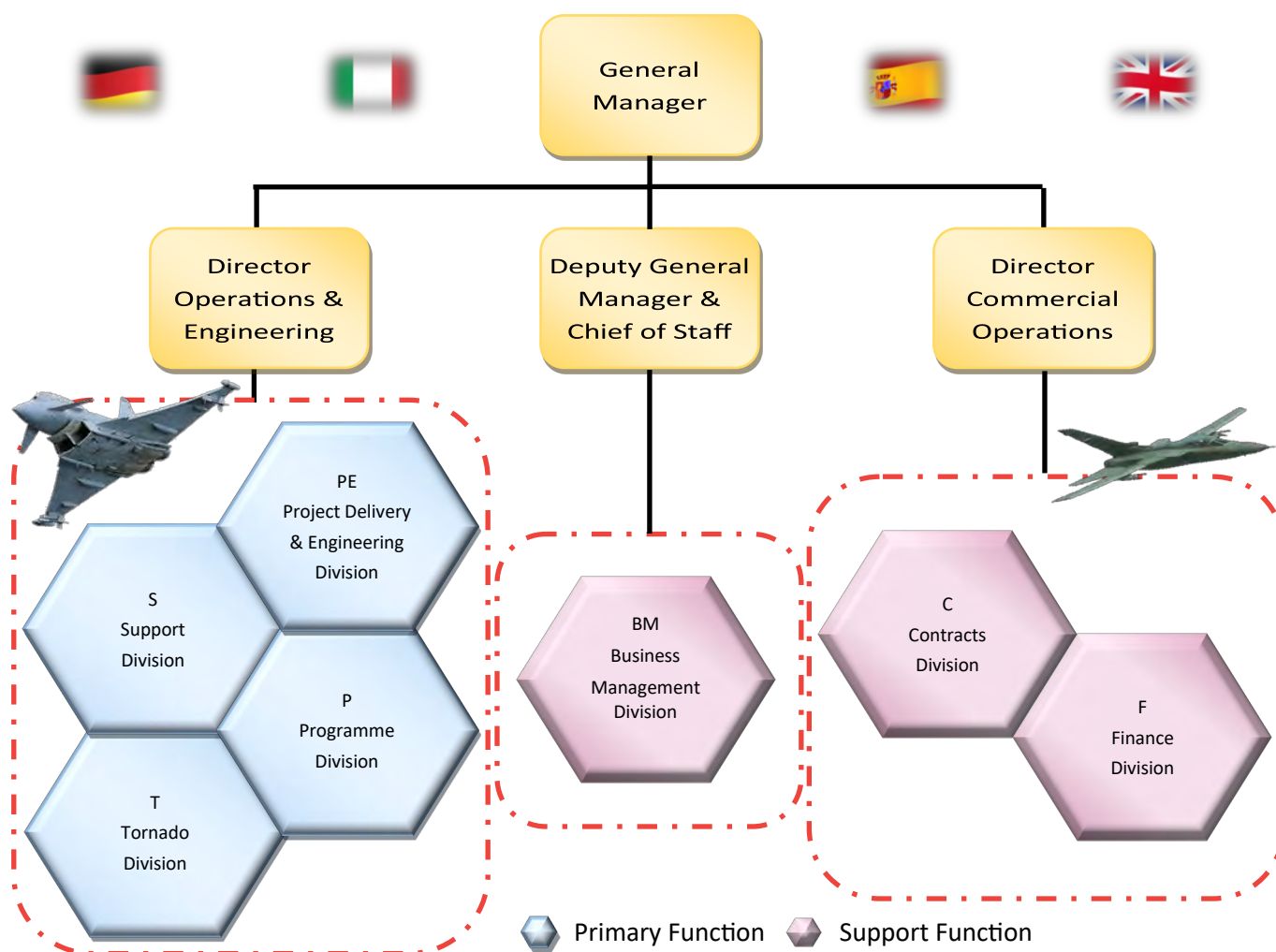
“To deliver In-service Support including Capability Enhancements to Nations, through excellence in Programme Management and Continuous Improvement”



Mission

“Ensure Nations' requirements are satisfied in Enhancing & Sustaining a Eurofighter & Tornado Capability”

In order to deliver our operational programmes for the Nations, NETMA operates using a functional organisational structure, grouping its staff into agency divisions based on their specific skills and knowledge, as shown below:



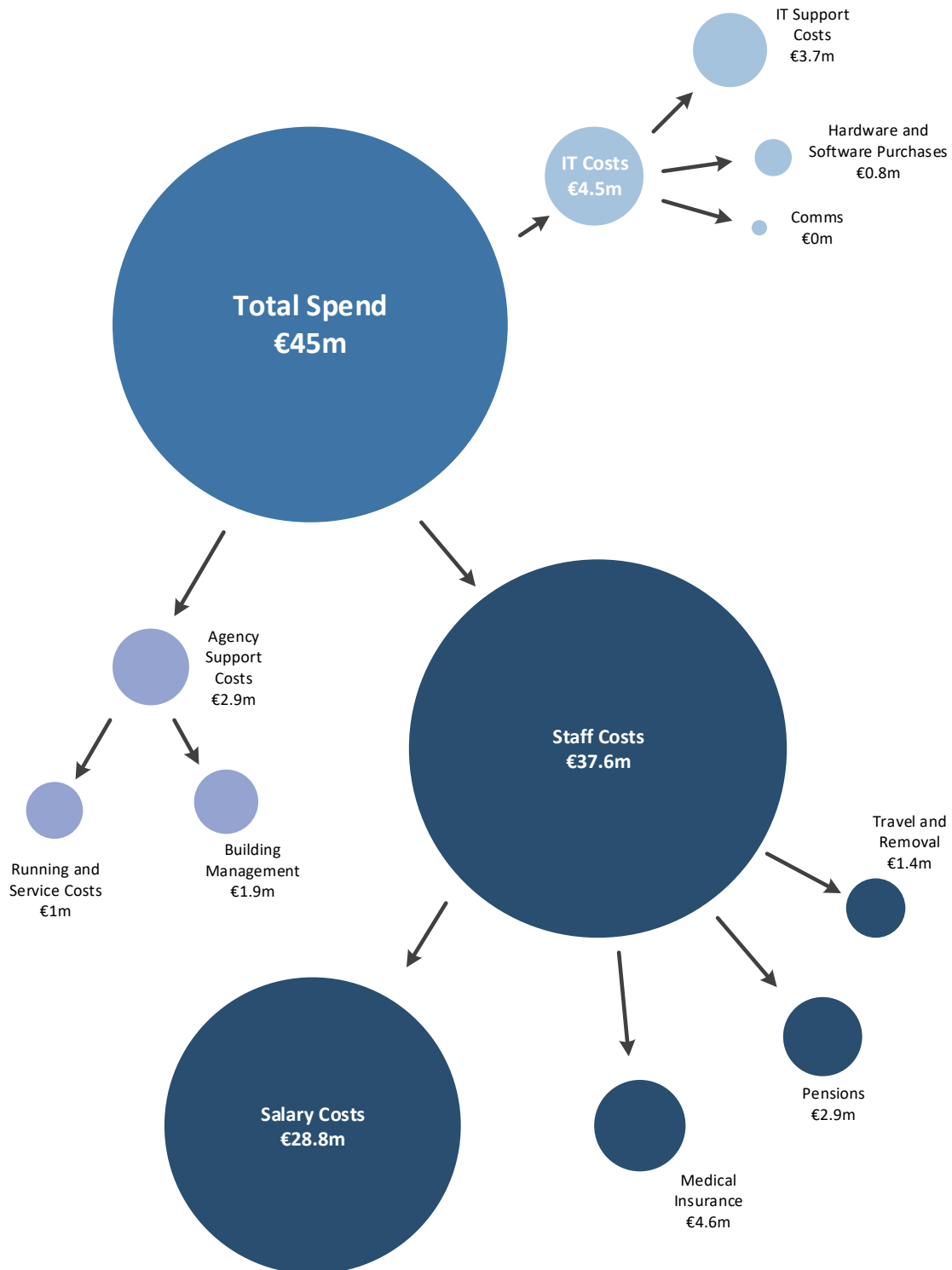
In support of the NEFMO and NAMMO BoDs and the Typhoon and Tornado Weapon Systems, the NETMA structure is organised to deliver the agency's requirements. PE, S, and P Divisions manage on behalf of the contributing nations the logistics and operations activities with our industry partners for Typhoon (Eurofighter Jagdflugzeug GmbH and Eurojet Turbo GmbH), while T Division acts in the same manner with our industry partners for Tornado (PANAVIA Aircraft GmbH and Turbo-Union GmbH).

In support of these primary activities, the Contracts and Finance Divisions drive value through Contract and Financial management between the Nations and industry. BM Division provides corporate business & information management across the whole NETMA agency, technology development via the IT applications which enable management of the operational programme and human resource management. These include (but are not limited to) the Eurofighter Information Management System (EIMS) for Typhoon end-to-end project management, the Agency Integrated Management System (AIMS) for Tornado Milestone/Task and Invoice Management, the Enhanced Procurement System-Central Automated Data Processing System (EPS-CADPS) for Procurement and Logistics Support Activities, and the Personnel & Accruals Reporting Management Information System (PARMIS) for Invoice to Payment & Banking processes.

NETMA Expenditure Breakdown 2019

The total expenditure to deliver the Administration Budget, as reported in the NETMA financial statements, was €45m in 2019. The majority (83.5%) of this expenditure is taken up in the staffing costs of the agency with the remainder spent on the rent and running costs of the NETMA headquarters at Hallbergmoos and the provision and support of IT and communications equipment and infrastructure.

In total, the costs of running the agency equate to circa 1.5% of all spend on the NETMA programmes, representing good value to our customer nations.



NETMA Statement of Internal Control



As General Manager of NETMA, I have responsibility for maintaining an effective system of internal control that supports the achievement of my Agency's policies, aims and objectives, set by NETMA's Four Nations and the Board of Directors, whilst safeguarding the funds and assets for which I am personally responsible, in accordance with the responsibilities assigned to me.

The system of internal control is designed to manage the risk of failure to achieve the organisation's policies, aims and objectives but it can only provide reasonable and not absolute assurance of effectiveness.

The system of internal control is based on an ongoing evidence based process designed to identify the principle risks to the achievement of my Agency's policies, aims and objectives, to evaluate the nature and extent of those risks and to manage them

efficiently and effectively on a continual year round basis. The Board has established appropriate structures, reporting lines and responsibilities to support the delivery of objectives.

I have responsibility for reviewing the effectiveness of the system of internal control. The processes in place to achieve this are summarised below:

- NETMA has a Management Plan which identifies NETMA's objectives. The Management Plan focuses on business change objectives and Programme risks. Key Business risks are identified, mitigated and owners appointed to monitor and report on these on a regular basis;
- Management checks are undertaken and the internal audit function performs a range of audit activities, based on an annual audit plan agreed by the Audit Advisory Panel alongside the detailed audit of property held in Industry, to ensure appropriate internal controls are in place and adhered to. The Internal Audit process complies with the International Standards for the Professional Practice of Internal Auditing in accordance with previous IBAN recommendations.

The Agency has been operating the integrated framework for internal control developed by the Committee of Sponsoring Organisations of the Treadway commission (COSO Framework) as a mechanism for formally documenting the internal control system and providing assurance that it is functioning effectively, since 2016. It is now well established and part of our normal internal control system. The annual COSO review was undertaken as scheduled for the year 2019, with the Directors confirming we meet those requirements.

My review of the effectiveness of the system of internal control is informed by the work of the executive managers within the organisation who have responsibility for the development and maintenance of the internal control framework, comments made by the external auditors in their management letters and other reports together with the results of the annual COSO review.

I am content that the processes in place within the organisation provide reasonable assurance of the effectiveness and efficiency of the organisation's operations, the reliability of its financial information and its integrity with regards to application and compliance to applicable rules and regulations. Whilst we always seek to improve our processes each year there are no material internal control weaknesses currently identified that need specific intervention from Senior Management in 2019.

MR GABRIELE SALVESTRONI
General Manager

MR MARK GANFIELD
Financial Controller

2019 Financial Statements



NATO UNCLASSIFIED

STATEMENT OF FINANCIAL POSITION

AS AT 31 DECEMBER 2019

(in thousands of Euros)

	Note	2019	2018
Assets			
Current assets			
Cash and cash equivalents	B1	15,752	9,706
Short term investments		0	0
Receivables	B2	10,031	8,165
Prepayments	B3	0	0
Inventories		0	0
		<u>25,782</u>	<u>17,871</u>
Non-current assets			
Property, plant & equipment	B4	48	26
Intangible assets	B4	149	111
		<u>197</u>	<u>137</u>
Total assets		<u>25,980</u>	<u>18,008</u>
Liabilities			
Current liabilities			
Payables	B5	3,050	2,787
Deferred revenue	B6	7,470	6,127
Advances	B7	14,475	8,010
		<u>24,994</u>	<u>16,924</u>
Non-current liabilities			
Provisions		0	0
Other Long Term Liabilities	B8	788	948
		<u>788</u>	<u>948</u>
Total liabilities		<u>25,782</u>	<u>17,872</u>
Surplus / (deficit)	B9	60	130
Reserves	B10	137	6
Total net assets		<u>197</u>	<u>136</u>

The financial statements on pages 10 to 14 and their associated notes were issued to the International Board of Auditors for NATO on 31st March 2020.



MR GABRIELE SALVESTRONI
General Manager



MR MARK GANFIELD
Financial Controller

NATO UNCLASSIFIED

STATEMENT OF FINANCIAL PERFORMANCE

FOR THE YEAR ENDED 31 DECEMBER 2019

(in thousands of Euros)	Note	2019	2018
Revenue			
Revenue	C1	44,675	44,270
Financial revenue		0	0
Other revenue		0	0
Total revenue		44,675	44,270
Expenses			
Personnel	C2	37,664	36,956
Contractual supplies and services - Buildings & Maintenance	C3	2,720	2,805
Contractual supplies and services - IT Services	C4	4,143	4,337
Depreciation and amortisation	C5	86	43
Impairment		0	0
Provisions		0	0
Other expenses		0	0
Finance costs	C6	1	(2)
Total expenses		44,614	44,140
Surplus / (deficit) for the period		60	130

NATO UNCLASSIFIED

STATEMENT OF CASH FLOW

FOR THE YEAR ENDED 31 DECEMBER 2019

(in thousands of Euros)	Note	2019	2018
Cash flow from operating activities			
Surplus / (deficit)	D1	60	130
Non-cash movements			
Depreciation / amortisation	D2	86	43
Impairment		0	0
Increase / (decrease) in payables	D3	262	(1,451)
Increase / (decrease) in advances	D4	6,465	3,104
Increase / (decrease) in other liabilities	D5	(160)	(160)
Increase / (decrease) in provisions		0	0
Increase / (decrease) in deferred revenue	D6	1,342	(3,750)
(Increase) / decrease in receivables	D7	(1,864)	3,986
Net cash flow from operating activities		6,192	1,902
Cash flow from investing activities			
Purchase of property plant and equipment / intangible assets	D8	(146)	(174)
Proceeds from sale of property plant and equipment		0	0
Net cash flow from investing activities		(146)	(174)
Cash flow from financing activities		0	0
Net cash flow from financing activities		0	0
Net increase / (decrease) in cash and cash equivalents		6,046	1,728
Cash and cash equivalents at the beginning of the period		9,706	7,978
Cash and cash equivalents at the end of the period		15,752	9,706

STATEMENT OF CHANGE IN NET ASSETS / EQUITY

FOR THE YEAR ENDED 31 DECEMBER 2019

	Note	PP&E Asset Reserve	Revaluation Reserves	Accumulated Surplus / (Deficit)	Total
(in thousands of Euros)					
Balance at the beginning of the period 2018		76	0	(70)	6
Changes in accounting policy		0	0	0	0
Restated balance		76	0	(70)	6
Transfer from accumulated surplus / (deficit)		(70)	0	70	0
Surplus / (deficit) for the period		0	0	130	130
Balance at the end of the period 2018		6	0	130	136
Changes in accounting policy		0	0	0	0
Restated balance		6	0	130	136
Transfer from accumulated surplus / (deficit)		130	0	(130)	0
Surplus / (deficit) for the period		0	0	60	60
Balance for the period ended 2019		136	0	60	197

STATEMENT OF BUDGET EXECUTION

FOR THE YEAR ENDED 31 DECEMBER 2019

		Initial	Transfers	Budget	Final Budget	Commitments	Expenditure	Carry	Lapsed
(in thousands of Euros)	Note								
Budget 2019									
Chapter 1									
Personnel costs	E1	38,480	0	0	38,480	37,094	37,491	69	1,385
Chapter 2									
Agency support costs	E1	2,952	0	0	2,952	2,870	2,773	97	82
Chapter 3									
Process and IT management	E1	4,786	0	0	4,786	4,245	3,956	289	541
Total FY 2019		46,217	0	0	46,217	44,209	44,219	456	2,008
Chapter 1 c/o from 2018		139	0	0	139	131	131	0	8
Chapter 2 c/o from 2018		132	0	0	132	120	120	0	12
Chapter 3 c/o from 2018		583	0	0	583	514	514	0	69
Historical c/o		0	0	0	0	0	0	0	0
Total		47,070	0	0	47,070	44,974	44,984	456	2,096

Notes to the NETMA Accounts



A. Significant Accounting Policies

Basis of preparation

The financial statements of NETMA have been prepared in accordance with the International Public Sector Accounting Standards (IPSAS) and based on International Financial Reporting Standards (IFRS/IAS), as adopted by the North Atlantic Council (NAC) in 2002. In 2013, the NAC adopted an adaptation to IPSAS to better suit the specific requirements of the Alliance and an associated NATO accounting framework, applicable for financial reporting periods beginning on 1 January 2013.

The financial statements comply with the accounting requirements of the NATO Financial Regulations (NFRs) and the relevant NETMA directives and policies. In instances where there is a conflict between IPSAS and the NFRs this will be noted.

The financial statements have been prepared on a going concern basis. NATO Agency reform, which was approved by the Heads of State and Government at the Lisbon Summit in 2010, continues to mature. A new integrated NATO Procurement entity will be established to meet the needs of new procurement programmes, but none of the existing NATO agencies intend to integrate into this new organisation. In addition, at this stage, there is no intent to merge additional NATO agency support activity into the NATO Support Agency (NSPA). The route to implement shared services across NATO continues to develop, with the decision to implement shared services for Human Resource and General Procurement activities mandatory for the core NATO Bodies. The broadening of the use of these services to other NATO entities could be agreed at an appropriate time and NETMA, like other similarly funded NATO Agencies, has taken the view that integration with these activities could be considered when a proven benefits case for the specific activity can be demonstrated. In the light of the anticipated impact of these initiatives on the programme it is considered that there are no impediments to continuing on a going concern basis for the foreseeable future.

The financial statements have been prepared on a historical cost basis except for financial instruments that are measured at fair value at the end of each reporting period. The principal accounting policies are set out below. They have been applied consistently to all periods presented. The accounting principles recognised as appropriate for the recognition, measurement and reporting of the financial position, performance and cash flows on an accrual based accounting system using historical costs have been applied consistently throughout the reporting period.

In accordance with Article 2.1 of the NFRs, the financial year of NETMA is 1 January to 31 December.

Accounting estimates and judgements

In accordance with IPSAS and generally accepted accounting principles, the financial statements necessarily include amounts based on estimates and assumptions made by the management and based on historical experience as well as on the most reliable information available. In exercising the judgments to make the estimates, a degree of caution was included in light of the principle of 'prudence' required by IPSAS in order not to overstate assets or revenue or understate liabilities or expenses.

The estimates and underlying assumptions are reviewed on an ongoing basis. These estimates and assumptions affect the amounts of assets, liabilities, revenue and expenses reported. By their nature, these estimates are subject to measurement uncertainty. The effect of changes to such estimates and assumptions in future periods could be significant to the financial statements.

Changes in accounting policy and standards

The same accounting policies are applied within each period and from one period to the next, unless a change in accounting policy meets one of the criteria set in IPSAS 3. For the 2019 Financial Statements the accounting policies have been applied consistently throughout the reporting period. There have been no changes to NETMA accounting policy for 2019.

Changes in pronouncements

No accounting standard has been adopted earlier than the application date as stated in the IPSAS standards. The following IPSAS are not relevant for the NETMA Financial Statements 2019: IPSAS 26 (Impairment of Cash-Generating Assets), IPSAS 27 (Agriculture). The following IPSAS have no material effect on the financial statements: IPSAS 5, IPSAS 10, IPSAS 11, IPSAS 16, IPSAS 18, IPSAS 32, IPSAS 34, and IPSAS 35. IPSAS 40 (Public Sector Combinations) became effective January 1st 2019, this new IPSAS standard has no material impact on the presentation of the NETMA Financial Statements.

Restatements and prior period adjustments

For the 2019 Financial statements, NETMA has made a prior period adjustment to the Property, Plant and Equipment balance presented in the 2018 NETMA Financial Statements to separate the elements that were related to Intangible Assets. As this adjustment does not materially affect the prior period, it is only corrected in the 2019 Financial statements and does not require a re-issue of the 2018 Financial Statements. No other balances in the 2018 Financial Statements have been restated.

Changes in financial rules and regulations

During 2015 NATO adopted new financial rules and regulations. During 2019 there were no additional changes. These financial statements have been produced in line with these financial rules and regulations. NETMA updated its Financial Rules and Regulations in 2019, to ensure that they were in line with NATO NFRs. Only minor adjustments were made in the NETMA FRRs, and none of these changes affected the process in the preparation of the NETMA Financial Statements.

Foreign currency

These financial statements are presented in Euros, which is the NETMA functional and reporting currency. Foreign currency transactions are translated into Euros at the NATO exchange rates prevailing at the date of the transaction. Monetary assets and liabilities denominated in foreign currencies at year-end are translated into Euros using the NATO exchange rates applicable at 31 December 2019, resulting realised and unrealised gains and losses are recognised in the Statement of Financial Performance.

NETMA used the following exchange rates as at 31st Dec 2019:

EUR – GBP = 1: 0.8447

EUR – USD = 1: 1.0963

Consolidation

The NETMA financial statements are not consolidated in-line with the NETMA Agency charter.

Financial instruments disclosure / presentation

NETMA uses only non-derivative financial instruments as part of its normal operations. These financial instruments include cash and cash equivalents, accounts receivable, liabilities, provisions and loans between NATO entities. Financial instruments are recognised in the statement of financial position at fair value.

Financial risk factors

Credit risk

There is very limited credit risk as the contributing nations generally have a high credit rating. The risk of financial loss due to a participating nation's failure to raise funds is still assessed as very low. In the event that there is a shortage of funds by one or more nations to meet financial obligations, other nations will be expected to provide the necessary funding.

Liquidity risk

The liquidity risk is based on the assessment of whether the organisation will encounter difficulties in meeting its obligations associated with financial liabilities. There is limited exposure to liquidity risk because of the budget mechanism that guarantees contributions for the total approved budget. The accuracy of forecasts that result in the calls for contributions as well as the delay in receiving payments represent the main liquidity risks.

Currency risk

The majority of transactions associated with the administrative budget are contracted in Euros and in order to have the required funding, NETMA also asks nations to provide their contributions in Euros. Therefore the exposure of financial instruments to foreign currency exchange risk associated with the administrative budget is considered negligible.

Interest rate risk

NETMA is restricted from entering into borrowings and investments, and therefore there is no significant interest rate risk identified.

Assets

NETMA holds the following types of current assets:

Cash and cash equivalents

Cash and cash equivalents include cash on hand and current bank accounts.

Receivables

Receivables are stated at net realisable value, after provision for doubtful and uncollectible debts. It can also include amounts due by other NATO entities.

Contributions receivable are recognised when a call for contribution has been issued to the member nations. No allowance for impairment loss is recorded with respect to member nations' assessed contributions receivable. Other receivables include those from staff and external sources such as German MoD in relation to VAT receivable. During the 2017 audit NETMA was asked to record future year Calls for Funds as a receivable in the accounts. This has continued through 2018 and 2019 with the corresponding double entry against unearned revenue.

Property, plant and equipment

The categories of Property, Plant and Equipment (PP&E) relevant for NETMA are detailed below:

Land and Buildings: The agency's office accommodation is subject of a building lease and therefore not capitalised as PP&E. Therefore, in accordance with IPSAS 13 - Leases, it is expensed on a straight-line basis over the lease term. In 2015 this resulted in the creation of a long term liability due to a rent free period at the start of the contract on the new premises in Hallbergmoos. This liability will be unwound against rental payments on a straight line basis over the 10 year duration of the lease.

Office Furniture and Equipment: This includes items of non-aggregated office furniture and other miscellaneous office items (i.e. lamps, fans, projectors, printing equipment). Items in this category are depreciated on a straight line basis over a ten year period which equates to their useful life. It is assumed an item is fully depreciated with nil residual value at the end of its useful life.

IT and Communications Equipment: This consists of Commercial-Off-The-Shelf (COTS) purchase of computer systems (hardware only), and communications equipment (i.e. telephones, faxes and accessories). Items in this category are depreciated on a straight-line basis over a three year period. It is assumed an item is fully depreciated with nil residual value at the end of its useful life.

In accordance with IPSAS 17, PP&E are recognised as tangible assets when it is probable that future economic benefits or service potential associated with the item will flow to the entity and the cost or fair value can be measured reliably. All PP&E, with the exception of land, are stated at cost less accumulated depreciation and accumulated impairment losses. NETMA's capitalisation threshold is €15,000, items with a purchase cost or fair value on acquisition above this threshold are capitalised and items falling below this threshold are fully expensed in the year of procurement.

For new asset additions during the year, the gross value of an asset is capitalised as PP&E on the Statement of Financial Position. The revenue for the gross asset value is accounted for in the year of purchase on the Statement of Financial Performance with a surplus on the Statement of Financial Performance being generated in the first year of purchase and transferred to the PP&E asset reserve account to increase accumulated asset reserves. A full months depreciation is only charged if the item is purchased in the first half of the month (i.e.: before 15th Month), otherwise the first month of depreciation starts from the following period.

Depreciation is recognised so as to write off the cost of the assets less their residual values over their estimated useful lives, using the straight-line method. The estimated useful lives, residual values and depreciation method are reviewed at the end of each reporting period, with the effect of any changes in estimate accounted for on a prospective basis. Depreciation is accounted for as an expense which generates a deficit on the Statement of Financial Performance. This deficit is transferred to PP&E Asset Reserves at the end of each year to reduce the accumulated asset reserve.

An item of PP&E is derecognised upon disposal or when no future economic benefits are expected to arise from the continued use of the asset. Any gain or loss arising on the disposal or retirement of an item of PP&E is determined as the difference between the sales proceeds and the carrying amount of the asset and is recognised in the Statement of Financial Performance. NETMA has no assets purchased prior to 2013 that would still have an economic life still in active use within the agency.

During 2019, 413 items (comprising of defective laptops, monitors, printers and other miscellaneous IT equipment) were approved for disposal through the NETMA Internal Audit section in accordance with NETMA delegated authorities. None of these items had been previously included in the NETMA fixed asset register and therefore have not been declared in Note H (Write-Off and Donations) to the accounts on page 30.

Intangible assets

The only categories of Intangible Assets relevant to NETMA are computer software and software development costs, which entails costs for licences over a period longer than 1 year and consultancy costs incurred for IT system change requests which meet the recognition criteria outlined below. NETMA intangible assets are amortised on a straight-line basis over a three year period. It is assumed an item is fully amortised with nil residual value at the end of its useful life.

In accordance with IPSAS 31, intangible assets are recognised as an identifiable non-monetary asset without physical substance, where it is probable that the future economic benefits that are attributable to the asset will flow to the entity and the cost of the asset can be measured reliably. In line with its treatment of PP&E IT Equipment, the capitalisation threshold is €15,000 and all intangible assets are initially measured at cost less accumulated amortisation and accumulated impairment losses.

The estimated useful lives, residual values and amortisation method are reviewed at the end of each reporting period, with the effect of any changes in estimate accounted for on a prospective basis. NETMA has no assets purchased prior to 2013 that would still have an economic life still in active use within the agency.

Leases

As stated above, the office accommodation has been determined as an operating lease and, in accordance with IPSAS 13 - Leases, is expensed on a straight-line basis over the lease term.

Liabilities

Payables

Payables (including amounts due to other NATO entities) are amounts due to third parties for goods and services received that remain unpaid as of the reporting date. They are recognised at their fair value. This includes estimates of accrued obligations for goods and services received at year-end but not yet invoiced.

Unearned revenue

Unearned revenue represents contributions from member nations and/or third parties that have been called for in current or prior years' budgets and that have not yet been recognised as revenue. Unearned revenue also includes miscellaneous income, future years call for funds and double entry adjustments for lapsed credits which are now shown as a payable to nations.

Advances

Advances are contributions from member nations called for or received related to future years' budgets. Funds are called for in advance of their need because NETMA has no capital that would allow it to pre-finance any of its activities.

Revenue and expenses recognition

Revenue

Revenue comprises of contributions from the four contributing nations: Germany, Italy, Spain and United Kingdom and other revenue earned during the period. Contributions from the four nations are called for in advance on a quarterly basis, while other revenue earned during a financial period includes bank interest and miscellaneous recoveries from staff for car parking and telephone calls.

Revenue is recognised to the extent that it is probable that economic benefits will flow to NETMA and revenue can be measured reliably. Where a transfer is subject to conditions that, if unfulfilled, require the return of the transferred resources, NETMA recognises a liability until the condition is filled.

National contributions to the administrative budget are initially recorded as unearned revenue liabilities. They are recognised as revenue on the statement of financial performance when such contributions are used for their intended purpose as envisioned within the approved budget.

Expenses

The NETMA financial statements cover the running costs of the agency and of the NAMMO and NEFMO programmes. These costs cover pay and personnel, utilities, rental payments and those costs associated with information management support.

Cash flow statement

The cash flow statement is prepared using the indirect method and the format follows the layout provided by IPSAS 2 (Cash flow statement).

B. Notes to Statement of Financial Position

(in thousands of Euros)

Assets

1. Cash and cash equivalents

	2019	2018
Cash accounts	15,751	9,704
Clearing cash accounts	0	0
Petty cash and advances	1	2
Current bank accounts	0	0
Cash equivalents	0	0
Bank accounts interest	0	0
Total	15,752	9,706

NETMA operates two bank accounts into which all contributions are received and payments to suppliers are made. Interest earned is accumulated on an associated account and in the subsequent year is transferred to the main account to offset future Calls for Funds where permitted under national procedures. The petty cash accounts enable small, essential purchases to be made quickly and are reconciled on a monthly basis.

The reason for the variance between 2019 and 2018 on the main NETMA account balance is that one participating nation paid its total amount for 2020 contributions in 2019.

2. Receivables

	2019	2018
Receivables from non-consolidated entities	485	431
Contributions receivable from nations following year	9,037	7,720
Receivables from staff members	35	14
Other receivables	474	0
Total	10,031	8,165

Receivables from non-consolidated entities

This value represents receivables recoverable from MoD Germany with regards to VAT charged in 2019.

Contributions receivable from nations following year

This represents receivables from nations that have been called for relating to the following years budget within the current year but not yet received as at 31st December 2019. Similarly to 2018, one nation has paid their element as at 31st December but as this was from a smaller contributing nation, the remaining amount due is higher than the previous year.

Receivables from staff members

Receivables from staff members relate to the outstanding recoveries from advances of salaries made in the year. This account has been reconciled with payroll records at year end.

Other Receivables

Other receivables include accrued credits from third parties relating to the period but still outstanding at the period end. At 31st December 2019 there were 2 outstanding credits, a €466K credit due from NATO HQ for DCPS Pension contributions reimbursement (this is explained further on page 25) and €7K due for the reconciled end of period canteen charge.

3. Prepayments

	2019	2018
Suppliers	0	0
Staff	0	0
Total	0	0

No prepayments were made to suppliers in 2019.

4. Non-current assets

	2019	2018
PP&E	48	26
Intangible Assets	149	111
Total	197	137

As highlighted on page 18 under the Significant Accounting Policies: Property, Plant and Equipment section, the office accommodation in Hallbergmoos is treated as an operating lease arrangement and therefore is not capitalised. The Agency controls two types of PP&E and is responsible for replacement and maintenance of these assets; Office Furniture & Equipment, and IT & Communications Equipment. Additionally, NETMA controls intangible assets relating to computer software licences and capitalised consultancy support to an approved system change. The capitalisation threshold for all PP&E and intangible assets is €15,000. Upon moving to Hallbergmoos, the Agency took a view that integrated purchases (Cabling, Air Con Units, Security enhancements etc.) were not to be capitalised due to no clear future ownership lines being in place and the ability to use such items if the Agency were to move premises in the future.

As at 31 December 2019 only items within IT and Communications met the criteria for capitalisation. This consists of Commercial Off The Shelf purchase of (COTS) computer systems (hardware and software), communications equipment (i.e. telephones, faxes and accessories) and capitalised IT consultancy costs for changes to NETMA IT applications. IT and Communications assets are measured at cost less depreciation or amortisation. Both depreciation and amortisation are calculated on a straight-line basis over the useful life of IT and Communications Equipment. During 2019 5 new Items of IT capability (2 PP&E, 3 intangible) valued at €146K were purchased that met the capitalisation criteria and have been added to the asset register.

In accordance with IPSAS 17, below is a reconciliation of the carrying amounts for NETMA non-current assets:

	2019	2018
Opening Balance	137	6
Additions	146	174
Disposals	0	0
Depreciation	(86)	(43)
Closing Balance	197	137
Gross Carrying Amount	1,560	1,414
Accumulated Depreciation	(1,363)	(1,277)
Net Carrying Amount	197	137

Liabilities**5. Payables**

	2019	2018
Payables to suppliers	7	5
Payables to non-consolidated entities	0	0
Payables to staff members	0	0
Lapsed Credits to be offset from future CFFs	2,096	1,814
Other payables	947	969
Total	3,050	2,787

Payables to suppliers

Amounts payable to suppliers represents invoices for work undertaken but not yet paid. This account is reconciled to the payables sub-ledger within the financial system operated by NETMA on a monthly basis.

Lapsed Credits to be offset from future CFFs

These values align to the value reported in the Statement of Budget Execution, representing budget called for but not spent that will be offset from the following years call for funds.

Other payables

Other payables are made up of the manual accrual figure which is made up of two elements. The first element relates to goods and services provided during 2019, an estimate is undertaken by reviewing invoices paid in January and the first 2 weeks of February 2020. The estimated accrual for goods and services as at 31 December 2019 is €532K. The other element is the estimated accrual relating to unpaid leave, this is based on the untaken leave carried forward as at 31 December 2019 multiplied by the average salary costs per day. This results in an accrual of €414K.

6. Deferred Revenue

	2019	2018
Deferred Revenue	7,470	6,127
Total	7,470	6,127

Deferred Revenue represents accumulated unearned revenue which is the excess of national contributions and miscellaneous revenue over expenditure on the NETMA program to date. This value has increased for 2019 as per note B2 contributions receivable from nations for the following year has increased from the period ended 2018.

	2019	2018
Unearned revenue b/f	6,127	9,877
National Contributions	44,872	42,505
Miscellaneous Revenue (excl Bank Interest)	71	108
Movement in Receivable from nations for following year	38	39
Less:		
Operational Expenditure	44,984	43,750
Movement in Lapsed Credits	282	(1,605)
Movement in CFF called for but not received	(1,317)	3,736
Miscellaneous Financial Charges / (Income)	(312)	524
Foreign Exchange (Gains) / Losses	3	(4)
Unearned revenue c/f	7,470	6,127

7. Advances

	2019	2018
Advance contributions	14,475	8,010
Total	14,475	8,010

Advance contributions

Advances include funding received above the budget for that year, relating to 2020 Calls for Funds received in 2019 and nations individual travel requirements.

8. Other long term liabilities

	2019	2018
Operating lease liability	788	948
Total	788	948

In May 2015 the agency moved into new office accommodation in Hallbergmoos. Due to delays in this move, rent was not charged until September 2016, despite the lease being signed from 1st December 2014. Therefore in accordance with IPSAS 13, a liability for rental payments over the rent free period has been created and will be unwound against actual payments over the life of the lease.

Net Assets**9. Surplus / (Deficits)**

	2019	2018
Surplus / (Deficits)	60	130
Total	60	130

The accumulated surplus balance represents in year movements relating to PP&E. The surplus for 2019 results from in year depreciation charges totalling €86K against asset purchases totalling €146K. This surplus / (deficit) is transferred to reserves at the close of each financial year.

10. Reserves

	2019	2018
Non-current asset reserve	136	6
Total	136	6

The non-current asset reserve represents the nation's equity in PP&E and intangible assets. IT & Communications equipment assets are capitalised and accounted for at their net carrying amount (i.e. gross historical purchase costs less accumulated depreciation / amortisation). At the end of 2018, the asset reserve increased by the accumulated surplus of €130K, resulting in an opening Net Assets balance as at 1st January 2019 of €136K.

NOTES ON FINANCIAL PERFORMANCE C. Notes to Statement of Financial Performance

(in thousands of Euros, unless otherwise stated)

1. Revenue

	2019	2018
National contributions	44,872	42,505
National contributions to be called for	0	0
Other reimbursements	(198)	1,765
Total	44,675	44,270

National contributions represents the funds provided by nations to support NETMA in fulfilling its objectives under the administrative budget. Funding is normally called for in advance on a quarterly basis.

Other reimbursements includes recoveries from nations in support of the overall NETMA Programme, the movement on unearned revenue representing the surplus or deficit of revenue over expenditure in the financial year and recoveries from staff employed by the agency.

Expenses**2. Personnel**

	2019	2018
Pay and overtime	24,063	23,435
Allowance	4,751	4,729
Pension	2,394	2,805
Medical and insurance	4,598	4,154
Travel and other costs	1,857	1,834
Total	37,664	36,956

Personnel expenses include civilian and military personnel expenses as well as other non-salary related expenses, in support of common funded activities. The amounts include expenses for salaries and emoluments for approved NATO permanent civilian positions and temporary personnel, for other salary related and non-related allowances including overtime, medical examinations, recruitment, installation, removal and for contracted consultants and training.

NATO introduced the Defined Contribution Pension Scheme (DCPS) on 1st July 2005. The scheme is a money purchase pension scheme which is funded by NETMA and the staff member. This pension scheme is compulsory for all new entrants. NETMA's contribution is 12% (Staff contribution is 8% of Basic Salary and the Additional Voluntary Contribution AVC (up to 5% of Basic Salary). Pension costs are predominantly for those members in the DCPS. The scheme is administered and accounted for centrally by NATO IS.

Travel costs include duty travel, home leave travel, removals and travel for interviews and repatriation.

At the year-end, NETMA has 251 established posts. A breakdown of wages, salaries and employee benefits is provided below. Costs remained largely consistent in 2019, although there was a pay rise applied to all staff and a reduction in Agency pension contributions due to the finalisation of a Employer's Contribution compensatory refund accrued from NATO HQ.

	2019	2018
Employee benefits expense	33,882	32,318
Post employee benefits		
For defined contribution pensions scheme	2,394	2,805
Untaken leave accrued	414	418
Total employee benefits expense	36,690	35,541

Untaken leave

Untaken leave at year-end may be carried-over to the following year. Under normal circumstances, NETMA takes measures to ensure all carried-over leave is taken by 30th April of the following year in accordance with the CPRs. However, due to the current situation of travel and movement restrictions as a result of the COVID-19 outbreak, this policy has been relaxed for 2019 carried-over leave, which now must be taken by the end of December 2020.

DCPS Insurance Premium Refund

Further to an analysis covering the last years of the history of death in service risks in relation to premiums paid by the Organisation during 2012-2015, a compensation of EUR 6 million at the NATO-wide level was agreed by the insurance company. Part of this amount (circa EUR 1.7 million) was to be paid to NATO staff who were members of the DCPS during the period 2012-2015 in proportion to the contributions they made to the DCPS. Staff employed by each "NATO body" during the period 2012-2015 and affiliated to the DCPS were therefore entitled to a payment to be made directly to them from the NATO DCPS accounts during 2019. This element was therefore not accounted by NETMA.

At the end of 2019, NATO made the decision to disaggregate the remaining amount of the compensation (circa EUR 4.3 million) in a proportional payment to each "NATO body". NETMA expects the compensatory payment to be reimbursed to the bank account in 2020 and has created a receivable for this amount (circa EUR 466 thousand) as shown in Note B2 (page 20).

Related Parties Disclosure

The key management personnel of NETMA have no significant related party relationships that could affect the operation of NETMA. NETMA is led by 4 directors, one for each participating Nation. They are remunerated in line with NATO pay scales as are all other NETMA staff.

	2019	2018
Key management remuneration	983	925

The figure for 2019 is higher than 2018 in-line with NATO wide pay increases and the senior management team being in post for a longer period of time, resulting in step rises not occurring in the year previous.

Representation allowance (stated in Euros)

As per PO(2014)0154 dated 27 March 2013, expenditure on the representation allowance by the qualifying officials totalled €6,199 and is broken out below.

	2019	2018
Rent supplement	3,173	3,173
Hospitality expenses	3,026	2,411
Total	6,199	5,583

3. Buildings and maintenance

Contractual supplies and services	2019	2018
Building rent and maintenance	1,722	1,791
Security	635	655
Other costs	363	359
Total	2,720	2,805

Building costs include rent of the Agency's accommodation (€1.722M), utilities and cleaning. Security costs are predominantly those of the contracted out guard service. Other costs include office supplies, the rental of reprographic equipment and the costs for the canteen services that have been outsourced.

During 2015, NETMA moved from its previous accommodation in Unterhaching Munich to Hallbergmoos, North of Munich. For the new accommodation NETMA signed a contract on 27th September 2013 to lease the new office building to 30th November 2024. Although a firm price has been agreed, the contract incorporates a clause whereby a rental increase or reduction can be triggered after the first three years if inflation in Germany varies by more than 5% based on the consumer price index. Utility payments are subject to an annual review and can vary on the basis of actual usage of the previous year (they have not changed in this reporting period). The contract includes an option to extend the lease for a further two periods of 5 years.

In accordance with IPSAS 13 – Leases, the table below details obligations under the Operating Leases as at 31 December 2019: (For the new building, both building and garage costs are combined). For this reconciliation an assumption has been made that the lease will be extended for the later than five years calculation.

	2019	2018
Buildings: (Includes Garage Charges)		
Not later than one year	239	239
Later than one year and not later than five years	3,537	3,537
Later than five years	4,347	4,347
Utilities:		
Not later than one year	272	272
Later than one year and not later than five years	1,089	1,089
Later than five years	1,338	1,338

4. IT services

	2019	2018
Contractual supplies and services		
Communication	144	202
Information technology support	3,999	4,136
Total	4,143	4,337

The major cost elements in this category are for consultancy and outsourced support costs for the Agency's information systems.

5. Depreciation and amortisation

	2019	2018
Depreciation and amortisation	86	43
Total	86	43

PP&E and intangible assets are depreciated / amortised on a straight-line basis over the useful life of the asset. The depreciation charge relates to IT and Communication Equipment assets capitalised by NETMA.

6. Finance costs

	2019	2018
Foreign exchange gain / (loss)	3	(0)
Other charges	(1)	(2)
Total	1	(2)

Translation gains and losses occur when assets held in foreign currencies are converted to a Euro value at the closing NATO-promulgated exchange rates for the financial period. While some Euro : GBP exchange rate fluctuations were experienced in 2019, due to the low value of GBP transactions made only immaterial values of €2,555 were incurred.

Realised gains and losses occur when currency transactions are paid or received at a different rate to that which the expense or income was accounted when accrued for.

Other charges include VAT expensed during the year and expensed movements in the manual accrual.

D. Notes to Statement of Cash Flow

(in thousands of Euros)

Cash flow from operating activities

1. Surplus / (deficit)

	2019	2018
Surplus / (deficit)	60	130
Total	60	130

This represents the surplus / deficit from normal operating activities before interest, depreciation and financial charges such as exchange differences arising from transactions. The previous year's balance is transferred from Surplus/Deficit into Nation Reserves in the following year.

Non-cash movements

2. Depreciation / amortisation

	2019	2018
Depreciation and amortisation	86	43
Total	86	43

This represents the annual depreciation/amortisation on NETMA Assets which is calculated on a straight-line basis. The depreciation/amortisation charge for 2019 is higher than 2018 due to the 2019 purchased additions to the fixed asset register.

3. Increase / (decrease) in payables

	2019	2018
Payables to suppliers	2	(4)
Other payable	260	(1,447)
Total	262	(1,451)

The movement on payables in 2019 represents an increase in the outstanding liabilities from 2018. The increase is attributable to a higher lapsed credit value to be returned to nations in 2019 compared to the 2018 Statement of Budget Execution.

4. Increase / (decrease) in advances

	2019	2018
Advance contributions	6,465	3,104
Total	6,465	3,104

The increase in advances from nations results from one nation paying into NETMA the entire Call for Funds for 2020 in 2019.

5. Increase / (decrease) in other liabilities

	2019	2018
Operating lease liability	(160)	(160)
Total	(160)	(160)

This reflects the movement created by the operating lease liability explained at Note B8.

6. Increase / (decrease) in deferred revenue

	2019	2018
Deferred revenue	1,342	(3,750)
Total	1,342	(3,750)

Deferred revenue represents accumulated unearned revenue which is the excess of national contributions and miscellaneous revenue over expenditure on the NETMA program to date.

7. (Increase) / decrease in receivables

	2019	2018
National contributions	(1,317)	3,739
VAT	(54)	218
Other receivables	(494)	29
Total	(1,864)	3,986

The increase in national contributions receivable is explained in Note B2, it relates to an increase in the value of national contributions called for the administration budget for 2020 but not received in 2019. The decrease in VAT receivable relates to monies owed to the Agency from the German VAT office regarding VAT reclaimable expenditure in 2019. Other receivables relate to monies owed from NETMA Staff members.

*Cash flow from investing activities**8. Purchase of property plant and equipment / intangible assets*

	2019	2018
Asset additions	(146)	(174)
Total	(146)	(174)

Asset additions represents the 2019 expenditure, relating to hardware, software and consultancy costs which met the required criteria for capitalisation in line with IPSAS 17 & 31. This can be broken down into €34K PP&E and €112K intangible assets.

E. Notes on Statement of Budget Execution

1. Budget analysis - 2019

	2019 Budget	2019 Expenditure
Chapter 1 - 2019	38,480	37,491
Total	38,480	37,491

There was an underspend of €0.990M against the budget for 2019 due to lower than budgeted removals expenses, reduced spend on duty travel and lower education allowance expenditure than previously anticipated. The return of the lapsed credits will be agreed with nations in 2020.

	2019 Budget	2019 Expenditure
Chapter 2 - 2019	2,952	2,773
Total	2,952	2,773

In 2019 for Chapter 2 NETMA spent 6% less than budget due to lower than expected security cost and lower than expected electricity, maintenance and repair costs. The return of the lapsed credits will be agreed with nations in 2020.

	2019 Budget	2019 Expenditure
Chapter 3 - 2019	4,786	3,956
Total	4,786	3,956

In 2019 for Chapter 3 NETMA spent 17% (€830K) less than the approved budget. This was caused by lower than budgeted costs for IT Consultancy, as well as lower than budgeted IT hardware and software purchases. Over a third of this underspend were committed at year end and have been carried forward into 2020 to complete work. Where applicable the return of the lapsed credits will be agreed with nations in 2020.

2. Reconciliation between Statement of Cash Flow and Statement of Budget Execution:

	2019
SCHEDULE 3: NET CASH FLOW FROM OPERATING ACTIVITIES	6,192
- Cash contributions received for 2019	(44,872)
- Movement in funds received for following year budget	(6,396)
- Advances for Italian duty travel and Spanish phone line	(69)
- VAT reimbursed	(969)
- Other reimbursements	(118)
- Asset additions	(146)
GROSS CASH OUTFLOW FROM OPERATING ACTIVITIES	(46,379)
- Recoverable VAT paid in year	935
- Other payments	4
- Italian duty travel / Spanish phone line payments excluded from budget	435
- Exchange rate losses / (gains)	3
- Movement in staff salary advances	21
- Movement in unpaid accounted invoices (included in Expenditure)	(2)
SCHEDULE 5: EXPENDITURE	(44,984)

3. Reconciliation between Statement of Financial Performance and Statement of Budget Execution:

	2019
SCHEDULE 2: TOTAL EXPENSES	44,614
- Add: Opening manual accruals	969
- Less: Closing manual accruals	(384)
- Asset additions less depreciation / amortisation	60
- Finance costs: gains / (losses)	(1)
- Operating lease expense	160
CASH PAYMENTS	45,418
Less: Italian duty travel / Spanish phone line payments excluded from budget	(435)
SCHEDULE 5: EXPENDITURE	44,984

F. Contingent Liabilities / Provisions

NETMA has no contingent liabilities or provisions.

G. Related Parties Disclosure

The key management personnel of NETMA have no significant related party relationships that could affect the operation of NETMA. Board members receive no remuneration and senior management is remunerated in accordance with the published NATO pay scales. Both do not receive loans that are not available to all staff.

H. Write-Off and Donations

In accordance with the NATO Financial Regulations, where a global statement of write-offs and donations shall be reported in the Annual Financial Statements NETMA can report that no items were submitted and approved for write-off/strike-off through the NETMA Internal Audit section in 2019 in accordance with NETMA delegated authorities. These write-offs/strike-offs are effected when items are deemed surplus to requirements, obsolete, damaged beyond economic repair or lost.



